



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 27 DÉCEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 27th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiv-

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi.
REDEMPTE PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notice have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTE PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Association Bienfaitrice de la Jeunesse de Pointe Gatineau

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un novembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Aurèle Lalonde, George-Hector Lauzon, Geo. Chagnon, Daniel Lagacé, Edmond Larose, tous employés civils, Ferdinand Paquin, journalier, et Alexis Therrien, épicière, tous de Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull, pour les objets suivants:

Procurer de sains divertissements à la jeunesse de la paroisse, sous la surveillance de personnes qualifiées et responsables, sous le nom de "Association Bienfaitrice de la Jeunesse de Pointe Gatineau".

Les pouvoirs de la corporation n'autorisent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard et les jeux mixtes de hasard et d'habileté et ils n'autorisent pas non plus la corporation à demander, acquérir,

Letters Patent

Association Bienfaitrice de la Jeunesse de Pointe Gatineau

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of November, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Aurèle Lalonde, Georges Hector Lauzon, Geo. Chagnon, Daniel Lagacé, Edmond Larose, all civil servants, Ferdinand Paquin, laborer and Alexis Therrien, grocer, all of Pointe-Gatineau, judicial district of Hull, for the following purposes:

"To provide wholesome entertainment for the young people of the parish, under the supervision of qualified and responsible persons, under the name of "Association Bienfaitrice de la Jeunesse de Pointe Gatineau".

The powers conferred on the corporation do not authorize gambling, games of chance or games of chance and skill mixed, nor the corporation is authorized to apply for, acquire or hold

ou détenir une licence de la Commission des Liquors de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de trois mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Bouchard & Cie (Limitée)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1947, constituant en corporation: André Bouchard, garagiste, Joseph-L. Fillion, Membre de l'Assemblée Législative de Québec, Henri Guy, électricien, Victorin Fillion, marchand, tous de la ville de Saint-Joseph-d'Alma, et Joseph Delisle, marchand, de Mistassini, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises sèches, vêtements pour garçons et filles, pour messieurs et dames, articles de sport, de chasse et de pêche;

Exploiter et opérer des garages pour le soin en général d'automobiles, de véhicules;

Exercer le métier de constructeur et d'entrepreneur général en tous genres de constructions, sous le nom de "Bouchard & Cie (Limitée)", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Joseph-d'Alma, Lac St-Jean, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Construction St. Paul Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois décembre 1947, constituant en corporation: Léo Davignon, Ernest Carrère, comptables, et Edward G. Tannage, avocat, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire et exercer toutes ou aucune des opérations d'entrepreneurs généraux pour la construction, l'érection, la réparation, la modification, l'entretien et/ou l'exploitation de travaux publics et privés, sous le nom de "Construction St. Paul Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Abbotsford, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Fancy Leathers Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du

a licence from the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property (or the annual revenues therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is three thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Bouchard & Cie (Limitée)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1947, incorporating: André Bouchard, garage keeper, Joseph L. Fillion, Member of the Legislative Assembly, Henri Guy, electrician, Victorin Fillion, merchant, all of the town of Saint-Joseph-d'Alma, and Joseph Delisle, merchant of Mistassini, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in dry-goods, and wearing apparel for boys and girls, ladies and gentlemen, sporting goods and hunting gear and fishing tackle;

To operate one or more garages for the general care of automobiles and vehicles;

To carry on the trade of builder and general contractor for all kinds of constructions, under the name of "Bouchard & Cie (Limitée)", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be in the town of Saint-Joseph-d'Alma, Lake St. John, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Construction St. Paul Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1947, incorporating: Léo Davignon, Ernest Carrère, accountants, and Edward G. Tannage, advocate, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in and carry on all or any of the business of general contractors for the building, erecting, repairing, improving, maintenance and/or operation of public and private works, under the name of "Construction St. Paul Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Abbotsford, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Fancy Leathers Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of

deux décembre 1947, constituant en corporation: Benjamin Eidenger, gérant de garage, Samuel Eidenger, comptable, et Ben Zion Eidenger, mécanicien, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de cuirs, imitation de cuir, plastique, et toutes sortes d'articles et choses en rapport avec le commerce de la compagnie;

Acquérir le commerce présentement connu sous le nom de "Fancy Leather Goods Reg'd"

Le nom de la présente compagnie est "Fancy Leathers Limited".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Glovers-Craft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du deux décembre 1947, constituant en corporation: Marcus M. Sperber, Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold, Murray Lapin, avocats, de la cité de Montréal, et Brenda Wickham, secrétaire, célibataire, de la cité de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tanneurs, teinturiers, fileurs, tisserands, manufacturiers et négociants de gants, mitaines, bottines, souliers, pantoufles, mocassins, chaussures et articles de cuir de toute sorte et toutes les choses s'y rapportant, sous le nom de "Glovers-Craft Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

J. Romuald Gagnon & Compagnie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux décembre 1947, constituant en corporation: Joseph-Romuald Gagnon, marchand, Joseph-Eloi Plante, commerçant de poisson, tous deux de Gaspé, et Rupert Girard, marchand, de Belle-Anse, tous du district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, de marchandises sèches, quincailleries, bijouterie, article de toilette, librairie, vêtements de toutes sortes, meubles et fournitures électriques, sous le nom de "J. Romuald Gagnon & Compagnie Limitée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions communes de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le deux décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

December, 1947, incorporating: Benjamin Eidenger, garage manager, Samuel Eidenger, accountant, and Ben Zion Eidenger, mechanic, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in all kinds of leather, imitation leather, plastic and any other articles and things connected with the business of the company;

To acquire the business now known under the name of "Fancy Leather Goods Reg'd".

The name of the present company is "Fancy Leathers Limited".

The amount of joint capital stock of the company will be \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Glovers-Craft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1947, incorporating: Marcus M. Sperber, Eli Michael Berger, Alan Bernard Gold, Murray Lapin, advocates, of the city of Montreal, and Brenda Wickham, secretary, spinster, of the city of St. Lambert, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tanners, dyers, spinners, weavers and manufacturers of and dealers in and with gloves, mitts, boots, shoes, slippers, mocassins, footwear and leather goods of any kind and all things incidental thereto, under the name of "Glovers-Craft Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

J. Romuald Gagnon & Compagnie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of December, 1947, incorporating: Joseph Romuald Gagnon, merchant, Joseph Eloi Plante, fish dealer, both of Gaspé, and Rupert Girard, merchant, of Belle-Anse, all of the judicial district of Gaspé, for the following purposes:

To deal in groceries, dry-goods, hardware, jewellery, toilet ware, stationery, clothing of all kinds, furniture and electric fixtures, under the name of "J. Romuald Gagnon & Compagnie Limitée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Gaspé, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of December, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Lachine Dyers & Dry Cleaners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du 1er décembre 1947, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de la teinture et du nettoyage, en gros et en détail, sous le nom de "Lachine Dyers & Dry Cleaners Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Larocque & Moquin Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier décembre 1947, constituant en corporation: Adélar Larocque, Eugène Moquin, finisseurs en ciment, et Napoléon Grégoire, comptable tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme contracteurs, pour la construction d'édifices, de routes, chemins, ponts, réservoirs, entrepôts, sous le nom de "Larocque & Moquin Limitée", avec un capital de \$20,000 divisé en 800 actions de \$25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5055, Avenue des Sorbiers, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois décembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Paul-Emile Castonguay, restaurateur, Donat-Lionel Préville, imprimeur, Jean Lambert, dentiste, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Entretenir et développer les meilleures relations entre ses membres et leur fournir une organisation pratique pour s'adonner aux œuvres religieuses, nationales, charitables, sociales, patriotiques et philanthropiques, sous le nom de "Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars.

Le siège social de la corporation sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trois décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lachine Dyers & Dry Cleaners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1947, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, fille majeure, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the dyeing and cleaning business, both wholesale and retail, under the name of "Lachine Dyers & Dry Cleaners Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Lachine, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Larocque & Moquin Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1947, incorporating: Adélar Larocque, Eugène Moquin, cement finishers, and Napoléon Grégoire, accountant, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors for the construction of buildings, highways, roads, bridges, reservoirs and warehouses, under the name of "Larocque & Moquin Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 800 shares of \$25 each.

The head office of the company will be at 5055 des Sorbiers Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of December, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Emile Castonguay, restaurant keeper, Donat Lionel Préville, printer, Jean Lambert, dentist, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To maintain and develop the best of relations amongst its members and provide them with a practical organization for engaging in religious, national, charitable, social, patriotic and philanthropic works, under the name of "Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane".

The amount to which the immovable property (or the annual revenue therefrom) which the corporation may possess is to be limited, is one hundred thousand dollars.

The head office of the corporation will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Odilon Crevier, industriel de la ville de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, Alphonse Proteau, agent d'assurances, et Paul Lesage, avocat et conseil en Loi du Roi, tous deux de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'immeubles;

Faire le commerce d'entrepreneur général, constructeur, menuisier, plombier, électricien, sous le nom de "Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée", avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

Mechanical Developments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier décembre 1947, constituant en corporation: Charles Henderson, dessinateur-mécanicien, William George Spence, mécanicien, tous deux de la cité de Montréal, et Peter Celkis, mécanicien, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le métier ou le commerce de fondeurs, forgerons, machinistes, manufacturiers et détenteurs de patentes, sous le nom de "Mechanical Developments Ltd.", avec un capital de \$30,000, divisé en 300 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

**Pierre Artista Inc.
Artista Stone Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf novembre 1947, constituant en corporation: Gérard LeMay, avocat, C.R., Claire Rioux, et Pierrette Plante, secrétaires, tous de la cité de Québec, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer généralement dans toutes leurs spécialités les affaires et opérations de manufacturier, commerçant, entrepreneur, de pierre naturelle ou artificielle, tuile, terrazo, brique, chaux, mortier, béton, ciment, et matériaux de construction;

Faire affaires comme constructeurs, entrepreneurs en général, sous le nom de "Pierre Artista Inc. — Artista Stone Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 100 actions de \$400 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Giffard, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DESILETS.

Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Odilon Crevier, manufacturer, of the city of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, Alphonse Proteau, insurance agent, and Paul Lesage, advocate and King's Counsel, both of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in immovables;

To carry on the business of general contractor, builder, joiner, plumber, electrician, under the name of "Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

Mechanical Developments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1947, incorporating: Charles Henderson, mechanical draftsman, William George Spence, mechanic, both of the city of Montreal, and Peter Celkis, mechanic of the city of Verdun, all in the judicial district of Montreal for the following purposes:

To carry on trade or business as founders, smiths, machinists, manufacturers and patentees, under the name of "Mechanical Developments Ltd.", with a capital stock of \$30,000, divided into 300 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of December, 1947.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

**Pierre Artista Inc.
Artista Stone Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of November, 1947, incorporating: Gérard LeMay, advocate, K.C., Claire Rioux and Pierrette Plante, secretaries, all of the city of Quebec, judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on generally in all their specialties the business and operations of manufacturer of, dealer in and contractor for natural or artificial stone, tile, terrazo, brick, lime, mortar, concrete, cement and building requisites;

To carry on business as builders and general contractors, under the name of "Pierre Artista Inc. — Artista Stone Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 shares of \$400 each.

The head office of the company will be at Giffard, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of November, 1947.

L. DESILETS,

Deputy Attorney General.

Pola Interests Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre décembre 1947, constituant en corporation: Louis H. Rohrlück, c.r., Michael C. Herman, avocats, et Libby Turner, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter pour fins de placement, acquérir, détenir, transférer, vendre et aliéner toutes sortes d'actions, stocks, débentures ou valeurs;

Vendre, louer, arrenter, transférer, échanger, aliéner ou autrement négocier des terres, propriétés immobilières, immeubles et des bâtisses y érigées, sous le nom de "Pola Interests Ltd.", avec un capital de \$5,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Pola Interests Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1947, incorporating: Louis H. Rohrlück, K.C., Michael C. Herman, advocates, and Libby Turner, secretary, spinster of the full age of majority, all in the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To purchase for investment purposes, acquire, hold, transfer, sell and dispose of all kinds of shares, stocks, debentures or securities;

To sell, lease, rent, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with lands, real estate, immoveables and of buildings thereon erected, under the name of "Pola Interests Ltd.", with a capital stock of \$5,000, divided into 50 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Quebec Smelting & Refining Limited
(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes en date du vingt-six novembre 1947, constituant en corporation: Edward Binney Fairbanks, avocat, de la ville de Mont-Royal, Joseph-Ovila Sabourin, Charles Donald Chaffey, secrétaires, Lucy McRae Chitty (célibataire) secrétaire, tous trois de la cité de Montréal, et Dorothy Muriel Young, (célibataire), sténographe, de la cité de Strathmore, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit, le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec Smelting & Refining Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune au pair;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-six novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Quebec Smelting & Refining Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of November, 1947, incorporating: Edward Binney Fairbanks, advocate, of the town of Mount Royal; Joseph-Ovila Sabourin, Charles Donald Chaffey, secretaries, Lucy McRae Chitty, (unmarried woman) secretary, all three of the city of Montreal, and Dorothy Muriel Young, (unmarried woman), stenographer, of the city of Strathmore, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Smelting & Refining Limited", (No Personal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of the par value of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be in the city of Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Redpath Insurance Agencies Limited
Agences d'Assurances Redpath Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit novembre 1947, constituant en corporation: Alexander Gordon Yeoman, clerk en

**Redpath Insurance Agencies Limited
Agences d'Assurances Redpath Limitée**

Notice is hereby give that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1947, incorporating: Alexander Gordon Yeoman, law clerk, Clifford George

loi, Clifford George Meek, teneur de livres, tous deux de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, clerc en loi, de la ville de Mont Royal, et Ernest William Mockridge, ten ur de livres, de la cité de St-Lambert, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire, exploiter et exercer les commerces et les activités générales de courtiers d'assurances et d'agents d'assurance, agent de change courtiers en obligations et placements, sous le nom de "Redpath Insurance Agencies Ltd. — Agences d'Assurances Redpath Ltée"; avec un capital de \$25,000, divisé en 5,000 actions d'une valeur au pair de \$5 chacune.

Le nombre des actionnaires n'excédera pas vingt.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Rhemont Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq décembre 1947, constituant en corporation: Marcel Faribault, notaire, de la cité d'Outremont, Marie-Reine Normandin, et Médardine Fontaine, secrétaires, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de meubles de toute espèce et plus généralement le commerce de magasin général, sous le nom de "Rhemont Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sherbrooke Snowshoe Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit novembre 1947, constituant en corporation sans capital actions: Francis Gordon LeBaron, gérant des ventes, Edgar Cann, assembleur, Edwin Edmond Messenger, agent-acheteur, Kenneth Norton Baldwin, gérant, tous de la cité de Sherbrooke, et Randolph Lindskou, fourreur, de la ville de Lennoxville, tous du district judiciaire de St-François, pour les objets suivants:

Favoriser parmi ses membres une saine récréation et spécialement les sports d'hiver, comprenant la raquette, le ski et autres amusements;

Assumer, comme entreprise en exploitation, la société, l'entreprise, l'actif et le passif de "The Sherbrooke Snowshoe Club", corporation organisée conformément aux dispositions de la Loi des Clubs de récréation, S.R.Q., 1888, art. 5457 et suiv., et enregistré au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure du district de St-François, le 7 juin 1894;

Aucune disposition des présentes ne devra être interprétée comme permettant ou autorisant la corporation de demander ou de recevoir une

Meek, bookkeeper, both of the city of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, of the town of Mount Royal, and Ernest William Mockridge, bookkeeper, of the city of St. Lambert, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct, carry on and engage in, the businesses and activities generally of insurance brokers and insurance agents, stock, bond and investment brokers, under the name of "Redpath Insurance Agencies Ltd. — Agences d'Assurances Redpath Ltée", with a capital stock of \$25,000, divided into 5,000 shares of the par value of \$5 each.

The number of its shareholders shall not exceed twenty;

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Rhemont Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1947, incorporating: Marcel Faribault, notary, of the city of Outremont, Marie-Reine Normandin and Médardine Fontaine, secretaries, of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealer in furniture of all kinds and more generally the business of general store, under the name of "Rhemont Inc." with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at St-Lambert, judicial district of Wontreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sherbrooke Snowshoe Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1947, incorporating without share capital: Francis Gordon LeBaron, sales executive, Edgar Cann, assembler, Edwin Edmond Messenger, purchasing agent, Kenneth Norton Baldwin, manager, all of the City of Sherbrooke, and Randolph Lindskou, furrier, of the town of Lennoxville, all in the judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To promote healthful recreation among its members and in particular winter sports including snow-shoeing, skiing and other winter amusements;

To take over as a going concern the membership, undertaking, assets and liabilities of "The Sherbrooke Snowshoe Club", a corporation organized under the provisions of the Amusement Club Act, R.S.Q., 1888, art. 5457 et seq., and registered with the Prothonotary of the Superior Court for the district of St. Francis on the 7th June 1894;

Nothing herein shall be construed as permitting or authorizing the corporation to apply for or receive a license or permit from the Quebec

licence ou un permis de la Commission des Liqueurs de Québec, pour la vente des liqueurs alcooliques.

Le nom de la corporation est: "Sherbrooke Snowshoe Club Inc."

Le montant auquel est limité le revenu annuel de la propriété immobilière que la corporation peut posséder, est de cinquante mille dollars (\$50,000).

Le siège social de la corporation sera en la cité de Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Taverne Latendresse Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre décembre 1947, constituant en corporation: J.-Melchior Latendresse, industriel, Joseph-R. Latendresse, gérant, et Jean Latendresse, vendeur, tous de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et opérer une ou des tavernes, le tout sujet à la Loi des Liqueurs de la province de Québec;

Agir comme restaurateur, tabacconiste et hôtelier, bijoutier, quincaillier, marchand d'articles de toilette, d'articles manufacturés en tout ou en partie de papier, de plastique, de métal, de bois, de cuir ou de verre, d'instruments de musique et d'articles de sport, sous le nom de "Taverne Latendresse Inc." avec un capital de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The Catholic Education Club

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit novembre 1947, constituant en corporation sans capital actions: Magnus Ignatius Seng, chirurgien, Ida Margaret Coughlin, télébataire, Edward Joseph McCracken, professeur, Cornelius Edward Coughlin, gérant de ventes, tous de la cité de Westmount, Marie-Thérèse Bourassa, sténographe, de la cité d'Outremont, Edmund Francis Coughlin, avocat, de la ville de Mont Royal, Katherine Ann Finn, célibataire, Gerald Augustine Coughlin, avocat, Alis Mary O'Connell Hayes, ouvrière du service social, Maurice-Antoine-François Heyne, fonctionnaire civil, Joyce Wood, institutrice, et Marie-Thérèse Boisey, sténographe, tous les six de la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et entretenir un club catholique aux fins de favoriser et avancer la cause de l'éducation, sous le nom de "The Catholic Education Club".

Le montant auquel est limité la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Liquor Commission for the sale of intoxicants.

The name of the Corporation is: "Sherbrooke Snowshoe Club Inc."

The amount to which the annual revenue from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is fifty thousand (\$50,000) dollars.

The head office of the Corporation will be at the City of Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Taverne Latendresse Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1947, incorporating: J. Melchior Latendresse, manufacturer, Joseph R. Latendresse, manager, and Jean Latendresse, salesman, all of the city of Montreal, judicial district of Montreal, for the following purposes:

To engage in the tavern business and operate one or more taverns, the whole subject to the Liquor Act of the Province of Quebec;

To act as restaurant keeper, tobaccoconist and hotel keeper, jeweller, hardware merchant and dealer in toilet ware and articles manufactured in whole or in part from paper, plastic, metal, wood, leather or glass, musical instruments and sporting goods, under the name of "Taverne Latendresse Inc.", with a capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Catholic Education Club

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of November, 1947, incorporating without share capital: Magnus Ignatius Seng, surgeon, Ida Margaret Coughlin, spinster, Edward Joseph McCracken, professor, Cornelius Edward Coughlin, sales manager, all of the City of Westmount, Marie-Thérèse Bourassa, stenographer, of the City of Outremont, Edmund Francis Coughlin, advocate, of the Town of Mount Royal, Katherine Ann Finn, spinster, Gerald Augustine Coughlin, advocate, Alis Mary O'Connell Hayes, social service worker, Maurice-Antoine-François Heyne, civil servant, Joyce Wood, teacher, and Marie-Thérèse Boissy, stenographer, all six of the City of Montreal, Judicial district of Montreal, for the following purposes:

To establish and maintain a Catholic Club for the purpose of promoting and advancing the cause of education, under the name of "The Catholic Education Club".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis de correction des lettres patentes de Wong Bros Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes en date du six novembre 1945, de la compagnie "Wong Bros Incorporated", de la manière suivante: en retranchant d'icelles le mot "ordinaires" dans la description des actions, classe B, de la compagnie, afin que, après correction faite, la description du capital actions de la compagnie, se lise comme suit, savoir: "Le montant du capital actions de la compagnie sera de \$97,000, divisé en 20 actions ordinaires, classe A de \$100 chacune et 950 actions classe B non-votantes, de \$100 chacune."

Daté du bureau du Procureur général, le 4 décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20950 L. DÉSILETS.

Notice of correction of the Letters Patent of Wong Bros Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the Letters Patent bearing date November 6th, 1945, of the company "Wong Bros Incorporated" in the following manner: by striking out therefrom the word "common" in the description of the class B shares of the company, so that, after correction, the description of the capital stock of the company must read as follows, to wit: "The amount of the capital stock of the company is to be \$97,000.00, divided into 20 common shares class A of \$100.00 each and 950 non-voting shares class B of \$100.00 each."

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of December, 1947.

20950-o L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Globe Forwarders Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du onze août, 1947, changeant le nom de la compagnie "Queenlee Trading Company Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 juin 1946, en celui de "Globe Forwarders Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 11 août, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Supplementary Letters Patent

Globe Forwarders Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the eleventh day of August, 1947, were issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Queenlee Trading Company Inc.", incorporated by letters patent dated June 20th, 1946, into that of "Globe Forwarders Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Globe Shippers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux décembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Globe Forwarders Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 juin 1946, sous le nom de "Queenlee Trading Company Inc.", en celui de "Globe Shippers Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 2 décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Globe Shippers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of December, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Globe Forwarders Inc.", incorporated by letters patent dated June 20th, 1946, under the name of "Queenlee Trading Company Inc.", into that of "Globe Shippers Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this 2nd day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Glow-Craft Sportswear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier décembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Glovers-Craft Inc." constituée en corporation par lettres

Glow-Craft Sportswear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Glovers-Craft Inc.", incorporated by letters patent date October 1st, 1947,

patentes en date du 1er octobre 1947, en celui de "Glow-Craft Sportswear Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 1er décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Greenshields & Co Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du cinq décembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Greenshields & Company, Incorporated" constituée en corporation par lettres patente en date du 11 mars 1932, en celui de "Greenshields & Co Inc".

Daté du bureau du Procureur général, le 5 décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jack Spratt Mfg. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six novembre 1947, à la compagnie "Jack Spratt Mfg. Inc.", ratifiant son règlement no 23, augmentant son capital de \$20,000 à \$60,000, par la création de 400 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés aux dites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Loudee Equipment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-six novembre 1947, à la compagnie "Loudee Equipment Corp.", ratifiant son règlement no 24, augmentant son capital de \$49,000 à \$149,000, par la création de 1,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et énumérant les privilèges attachés aux dites actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 novembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The John Howard Society of Quebec Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dix décembre 1947, changeant le nom de la corporation "The Prisoners' Aid and Welfare Association of Montréal, Inc." constituée en corporation par lettres patentes en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi en date du 10 septembre 1931, en celui de "The John Howard Society of Quebec, Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le 10 décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

into that of "Glow-Craft Sportswear Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Greenshields & Co Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Greenshields & Company, Incorporated", incorporated by letters patent dated March 11th, 1932, into that of "Greenshields & Co Inc".

Dated at the office of the Attorney General, this 5th day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jack Spratt Mfg. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Jack Spratt Mfg. Inc.", ratifying its By-Law No. 23 increasing its capital from \$20,000. to \$60,000. by the creation of 400 preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Loudee Equipment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of November, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Loudee Equipment Corp.", ratifying its By-Law No. 24 increasing its capital from \$49,000. to \$149,000. by the creation of 1,000 additional preferred shares of the par value of \$100. each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of November, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The John Howard Society of Quebec Incorporated

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of December, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "The Prisoners' Aid and Welfare Association of Montreal, Inc.", a corporation incorporated by letters patent issued under the provision of Part III of the said Act, dated September 10th, 1931, into that of "The John Howard Society of Quebec, Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this 10th day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Windsor Hosiery Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier décembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Windsor Hosiery Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 septembre 1947, en celui de "Windsor Hosiery Mills Inc."

Daté du bureau du Procureur général le 1er décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20951 L. DÉSILETS.

Windsor Hosiery Mills Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 1st day of December, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Windsor Hosiery Incorporated", incorporated by letters patent dated September 22nd, 1947, into that of "Windsor Hosiery Mills Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this 1st day of December, 1947.

L. DÉSILETS,
20951-o Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature**AVIS PUBLIC**

Avis public est ici donné que Joseph McAbbee, restaurateur, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à la prochaine session pour demander une loi spéciale, aux fins suivantes: remplacer par une créance hypothécaire de \$20,000 en faveur des appelés éventuels, la substitution créée par le testament de feu Onésime McAbbee sur l'immeuble décrit comme le N° 2 de la subdivision du lot officiel N° 7 aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis, comté d'Hochelega, dans la division d'enregistrement de Montréal et de reconnaître et affirmer, quant au reste, le droit de propriété absolu dudit Joseph McAbbee ou de ses ayants droit sur le même immeuble.

Montréal, le 24 novembre 1947.
20780-49-4-o (Signé) JOSEPH McABBEE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Alain-François de Bellefeuille, de la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec, licencié en droit, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi autorisant le Barreau de la Province de Québec à admettre ledit Alain-François de Bellefeuille, à l'étude du droit.

Montréal, ce 29 novembre 1947.
Les Procureurs du Requérant,
20784-49-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

Avis public vous est par les présentes donné que la ville de Gatineau, dans le comté de Hull, et la Commission scolaire pour la municipalité scolaire de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, s'adresseront à la Législature de la province de Québec lors de sa prochaine session pour obtenir une loi ayant pour effet de ratifier certaines résolutions de la ville de Gatineau et de la Commission scolaire pour la municipalité de Saint-Jean-Vianney, dans le comté de Papineau, et un certain contrat passé entre la dite ville et Commercial Alcohols Limited, fixant, pour une période de dix ans, d'évaluation pour fins municipales et scolaires des propriétés immobilières de la dite compagnie.

Le Procureur des Requérantes,
20785-49-4-o JACQUES BOUCHER.

Applications to Legislature**PUBLIC NOTICE**

Public notice is hereby given that Joseph McAbbee, restaurant keeper of Montreal will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of replacing by an hypothecary claim of \$20,000 payable to the eventual substitutes, the actual substitution created by the last will of the late Onésime McAbbee and affecting the immovable property bearing No 2 of the subdivision of lot No 7 in the Official Plan and Book of Reference of the incorporated village of Côte Saint-Louis, Hochelega county, in the registration division of Montreal; and for the further purpose of having it declared and approved that the said Joseph McAbbee is the absolute owner of the said immovable property.

Montreal, November 24th, 1947.
20780-49-4-o (Signed) JOSEPH McABBEE.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Alain-François de Bellefeuille, of the city of Montreal, district of Montreal, province of Quebec, bachelor of law, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize the Bar of the province of Quebec to admit the said Alain-François de Bellefeuille to the study of law.

Montreal, November 29th, 1947.
FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
20784-49-4-o Attorneys for Applicant.

Public notice is hereby given that the town of Gatineau, in the county of Hull, and the School Commission of the school municipality of St. Jean Vianney, in the county of Papineau, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the passing of an Act to ratify certain resolutions passed by the town of Gatineau and the school Commission of the municipality of St. Jean Vianney, in the county of Papineau, and a certain contract entered into between the said town and Commercial Alcohols Limited, fixing, for a period of ten years, the valuation of the immoveable property of the said company for municipal and school purposes.

JACQUES BOUCHER,
20785-49-4-o Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est donné par les présentes que la corporation "St. Andrew's Society of Montreal", s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte (22 Victoria, chapitre 138) concernant l'emploi de son capital; le placement de ses fonds; ses pouvoirs; son administration; la mise à exécution de ses règlements; et pour d'autres fins.

Montréal, le 6 décembre 1947.

Les Procureurs des Requérants,
HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
20800-49-4 CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.

AVIS DE BILL PRIVÉ

La Corporation Municipale du Village de Durham Sud donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir l'annexion des lots 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 850, 851 et 852 du Cadastre officiel pour le canton de Durham, comté de Drummond, lesquels lots font présentement partie du territoire de la municipalité de Durham Sud.

Durham Sud, 2 décembre 1947.

Le Procureur de la Corporation du Village
de Durham Sud,
20801-49-4-o ROGER SÉGUIN.

Avis est donné que les Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve, 4041, boulevard Rosemont, Montréal, par MM. Paul Leduc et Philippe Ferland et autres, vont demander à la prochaine session de la Législature l'adoption d'une loi les constituant en corporation sous le nom des Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No 1787) Inc. avec siège social à l'endroit précité, avec tous les pouvoirs ordinaires des corporations civiles, entre autres celui de posséder des biens immobiliers n'excédant pas \$100,000, avec le pouvoir de succéder à tous les droits et obligations des Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve N° 1787 depuis l'année 1935.

PHILIPPE FERLAND,
20808-49-4-o 10 est, St-Jacques, Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

1° Amendement à la charte relativement à l'inclusion des lois, règlements, ordonnances et arrêtés en Conseil provinciaux et fédéraux, par simple référence dans une procédure du Conseil, le cas échéant;

2° Remplacement du paragraphe 3 de l'article 55 de la charte, relatif aux octrois municipaux;

3° Amendement au statut 19 George V, chapitre 123, relatif à certains immeubles de la Fraternité du Tiers-Ordre de St. François d'Assise, pour le rendre plus clair en ce qui a trait au paiement des taxes municipales;

4° Amendement à l'article 26 du statut 3 George VI, chapitre 107, relatif à certains immeubles de la Fabrique de la paroisse Notre-Dame, pour le rendre plus clair en ce qui a trait au paiement des taxes municipales;

5° Ratification de la vente de la bâtisse industrielle à Lampron Shirt Limited en date du 16

NOTICE

Notice is hereby given that the "St. Andrew's Society of Montreal", will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session for the passing of an Act amending its charter (22 Victoria, chapter 138) with respect to the use of its capital; the investment of its funds; its powers, its management; its enactment of by-laws; and for other purposes;

Montreal, December 6th, 1947.

HEWARD, HOLDEN, HUTCHISON,
CLIFF, MEREDITH & BALLANTYNE.
20800-49-4-o Solicitors for the Applicant.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

The municipal Corporation of the Village of South Durham gives notice that it will apply to the Provincial Legislature, at its next session to obtain the annexion of lots 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 850, 851 et 852 of the official cadastre for the township of Durham, Drummond county, the said lots being presently a part of the territory of the municipality of South Durham.

South Durham, December 2nd 1947.

Attorney for the Village of South
Durham.
20801-49-4-o ROGER SÉGUIN.

Notice is hereby given that the Knights of Columbus of the Maisonneuve Council, 4041 Rosemount Boulevard, Montreal, per Messrs. Paul Leduc and Philippe Ferland and others, desire to apply to the next session of the Legislature for the passing of an Act incorporating them as a corporation under the name of "Chevaliers de Colomb du Conseil Maisonneuve (No. 1787) Inc.", with head office at the above mentioned place, with all the usual powers of a civil corporation, amongst others that of owning immovable properties not exceeding \$100,000, with power to succeed to all the rights and obligations of the Knights of Columbus Maisonneuve Council No. 1787 since the year 1935.

PHILIPPE FERLAND,
20808-49-4 10 St. James Street East, Montreal

Public notice is hereby given that the city of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. Amendment of the charter respecting the inclusion of the laws, regulations, ordinance and orders in council, both provincial and federal, by simple reference in a procedure of the Council, as the case may be;

2. Replacement of paragraph 3 of section 55 of the charter, respecting municipal grants;

3. Amendment of the Statute 19 George V, chapter 123, respecting certain immovables of the Fraternity of the Third Order of St. François d'Assise, in order to give a clearer meaning to that which deals with the payment of municipal taxes;

4. Amendment of section 26 of the Statute 3 George VI, chapter 107, respecting certain immovables of the Fabrique of the parish of Notre-Dame, in order to give a clearer meaning to that which deals with the payment of municipal taxes;

5. Ratification of the sale of the industrial building to the Lampron Shirt Limited under

mai 1947, devant J. C. Sawyer, N. P., et autorisation à disposer du produit de la vente;

6° Ratification de résolutions ou décisions du Conseil accordant une pension de retraite à MM. Louis Dubois, Désiré Pellerin, Alfred Doucet, J. O. Rivard, Ovila St-Louis, Aimé Lacerte et autres, employés municipaux.

Trois-Rivières, le 3 décembre 1947.

Le Procureur de la Cité des Trois-Rivières,
LÉON LAMOTHE.

20809-49-4

date the 16th day of May, 1947, before J. C. Sawyer, N. P., and authorization to dispose of the proceeds of the sale;

6. Ratification of resolutions or decisions of the Council granting a retirement pension to Messrs Louis Dubois, Désiré Pellerin, Alfred Doucet, J. O. Rivard, Ovila St-Louis, Aimé Lacerte and other municipal employees.

Trois-Rivières, December 3, 1947.

LÉON LAMOTHE,
Attorney for the City of Trois-Rivières.

20809-49-4

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Monsieur Edward Dillon, comptable public, des cité et district de Montréal, demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine Session, l'adoption d'une loi déclarant son éligibilité à l'Institut des Comptables Agréés de Québec en vertu de l'article 26 de la loi 10 Geo. VI, chap. 47.

Montréal, ce 29ième jour de novembre 1947.

Les Procureurs du pétitionnaire,
BEAULIEU, GOUIN, BOURDON

20835-50-4-0

& **BEAULIEU.**

Canada, Province de Québec, ville de Rouyn

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Rouyn s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session:

1° pour obtenir l'annexion à son territoire de certains blocs, lots et terrains miniers dans le canton de Rouyn;

2° pour autoriser le maire et le greffier à signer l'original de certains règlements;

3° pour autoriser le maire et le greffier à signer l'entrée de certains règlements au Livre des Règlements;

4° pour obtenir le droit d'accorder une réduction de taxe de pas plus de 25% pour une période n'excédant pas dix ans, sur toutes bâtisses entièrement à l'épreuve du feu;

5° pour changer le nom de "La Ville de Rouyn" en celui de "Cité de Rouyn".

Donné sous son seing et sceau à Rouyn ce 3ième jour de décembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD BEAUCHEMIN.

20837-50-4-0

CITÉ DU CAP-DE-LA-MADELEINE

Avis est par les présentes donné, que la Corporation de la Cité du Cap-de-la-Madeleine, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine, les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le Comté de Champlain, et la Compagnie Durham Chemicals (Canada) Limited fixant le montant de taxes municipales et scolaires que la dite compagnie devra payer pour une période de six années;

2° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine, et la Compagnie St-Régis Paper Company (Canada) Limited, déterminant l'évaluation des biens imposables de la dite Compagnie pour une période de six années et l'entente intervenue entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine dans le Comté de Champlain, et la dite Compagnie fixant le montant

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Edward Dillon, public accountant, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of a Bill declaring his eligibility for membership in The Institute of Chartered Accountants of Quebec, in conformity with section 26 of the Act 10 Geo. VI, chap. 47.

Montreal, this 29th day of November, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& **BEAULIEU,**
Attorneys for the Petitioner.

20835-50-4

Canada, Province of Quebec, Town of Rouyn

Public notice is hereby given that the Town of Rouyn will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session:

1° to obtain the annexion within its limits of certain blocks, lots and claims within the Rouyn Township;

2. to authorize the mayor and the town clerk to sign the original of some of its by-laws;

3. to authorize the mayor and the town clerk to sign the entry of some of its by-laws in the Book of the By-laws;

4. to obtain the right to grant not more than 25% discount on municipal taxes for a period not exceeding ten years, on all fireproof buildings;

5. to obtain that the name of "Town of Rouyn" be replaced by the name of "City of Rouyn".

Given under my Hand and Seal at Rouyn, this 3rd day of December 1947.

GÉRARD BEAUCHEMIN,
Secretary-Treasurer.

20837-50-4-0

CITY OF CAP-DE-LA-MADELEINE

Notice is hereby given, that the City of Cap-de-la-Madeleine, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain the adoption of a special law for the following purposes:

1. To confirm and ratify an agreement made between the City of Cap-de-la-Madeleine, The School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine in the County of Champlain, and The Durham Chemicals (Canada) Limited, fixing the amount of municipal and school taxes to be paid by the said Company, for a period of six years;

2. To confirm and ratify an agreement made between the City of Cap-de-la-Madeleine and the St-Régis Paper Company (Canada) Limited determining the assessment of taxable property of the said Company, for a period of six years; and the agreement made between the School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine in the County of Champlain, and the said Company fixing the amount of school

des taxes scolaires que cette compagnie devra payer, pour une période de six années;

3° Pour confirmer et ratifier l'entente intervenue entre la Cité du Cap-de-la-Madeleine et le Compagnie Laurentian Silk Mills Limited déterminant l'évaluation des biens imposables de la dite Compagnie pour une période de six années, et l'entente intervenue entre les Commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le Comté de Champlain et la dite compagnie, fixant le montant des taxes scolaires que cette Compagnie devra payer, pour une période de six années;

4° Pour ratifier et confirmer la résolution portant le numéro 10,048 passée par la Cité du Cap-de-la-Madeleine, le 17 novembre 1947 autorisant la cité à emprunter une somme de \$100,000.00 pour la construction d'un hôpital;

5° Pour changer le mode l'élection des membres de son conseil municipal.

6° Pour amender la loi 10 Geo. VI, chap. 66 art. 4...

7° Pour toutes autres fins.

Le Maire,

IRÉNÉE ROCHEFORT.

Le Greffier,

FORTUNAT C. BEAUMIER.

Contresigné: Le Procureur de la Cité,
20836-50-4-o LÉON MÉTHOT.

taxes which this Company will pay, for a period of six years;

3. To confirm and ratify an agreement made between the City of Cap-de-la-Madeleine and Laurentian Silk Mills Limited determining the assessment of taxable property of the said Company for a period of six years, and the agreement made between the School Commissioners for the Municipality of Cap-de-la-Madeleine in the County of Champlain, and the said Company fixing the amount of school taxes which this Company will pay, for a period of six years;

4. To confirm and ratify a resolution bearing No. 10,048 passed by the city of Cap-de-la-Madeleine, on the 17th day of November 1947 authorizing the city, to borrow a sum of \$100,000.00 for the construction of an hospital;

5. To change the mode of the election of the members of its municipal council;

6. To amend 10 Geo. VI., Chap. 66, art. 4.

7. For other purposes.

IRÉNÉE ROCHEFORT,

Mayor.

FORTUNAT C. BEAUMIER,

City-Clerk.

Contersigned: LÉON MÉTHOT,
20836-50-4-o Attorney for the City.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ville de Black Lake, dans le comté de Mégantic, s'adressera à la Législature provinciale, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi pour modifier sa charte aux fins suivantes:

1. D'annexer à son territoire, pour fins suivantes, les lots ci-après désignés et situés dans la Municipalité de St-Joseph de Coleraine, dans le comté de Mégantic; les lots 25, 26, 27A & 27B, 28A & 28 B, 29A & 29B, 30A & 30B et 31 dans le rang B du Canton de Coleraine; et le lot 241 du rang B traversant les lots 29, 30, 31 dans le dit rang B, et sur lequel est situé la ligne de transmission électrique de la Shawinigan Water & Power Company; de même que les lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 et 32 dans le rang A du Canton de Coleraine;

2. La dite annexion se fera en maintenant l'évaluation actuelle des résidences privées pour une période de dix (10) ans; la Municipalité de St-Joseph de Coleraine percevra les taxes et les arrérages du territoire annexé jusqu'au 31 décembre 1948; la Ville de Black Lake paiera sa part proportionnelle de la dette obligatoire de la Municipalité de St-Joseph de Coleraine pour le territoire détaché de cette dernière, en des versements annuels égaux et consécutifs pendant une période de vingt (20) ans: avec intérêt à trois pour cent (3%), et autres conditions accessoires. Black Lake, 6 décembre 1947.

Le Procureur de la Ville de Black Lake,
LUCIEN DROLET, C. R.
20838-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la ville de Jacques-Cartier s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale pour les fins suivantes et autres fins accessoires:

1. valider et confirmer certaines élections, et pourvoir s'il y a lieu, aux vacances dans le Conseil;

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the town of Black Lake, in the county of Megantic, will apply to the Provincial Legislature at its next session, for the passing of an Act amending its charter, for the following purposes:

1. To annex to its territory, for the following purposes, the lots hereinafter designated and situate in the Municipality of St-Joseph de Coleraine, in the county of Megantic: lots 25, 26, 27A & 27B, 28A & 28B, 29A & 29B, 30A & 30B and 31, in range B of the township of Coleraine; and lot 241 of range B crossing lots 29, 30, 31 in said range B and upon which is situate the electric transmission line of the Shawinigan Water & Power Company; as also lots 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31 and 32 in range A of the township of Coleraine;

2. The said annexation shall be made while maintaining the actual valuation of the private residences for a period of ten (10) years; the Municipality of St-Joseph de Coleraine will collect taxes and arrears of the annexed territory until December 31, 1948; the town of Black Lake will pay its proportionate share of the bonded debt of the Municipality of St-Joseph de Coleraine for the territory detached from the latter in annual equal and consecutive payments for a period of twenty (20) years, with interest at three per cent (3%), and other accessory conditions. Black Lake, December 6, 1947.

LUCIEN DROLET, K. C.,
Attorney for the Town of
Black Lake.
20838-50-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is given that the town of Jacques-Cartier shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session to obtain a special law for the following purposes and for other incidental purposes:

1. to validate and confirm certain elections and to provide, if necessary, to fill the vacancies of the Council;

2. autoriser et valider certaines répartitions locales dans le cas de travaux ou de services qui ne bénéficient qu'à un quartier ou une rue;

3. autoriser l'abrogation et le remplacement d'un règlement de construction sans referendum;

4. autoriser l'expropriation sans indemnité de certains terrains réservés pour des rues ou chemins;

5. autoriser un emprunt sans referendum pour la construction d'un hôtel de ville;

6. modifier, pour la ville, l'article 506 de la loi des cités et villes.

Montréal, le 13 décembre 1947.

Les Procureurs de la requérante,

ÉMILIE BRAIS,

PHILIPPE LAMARRE.

20924-51-4-o

2. to authorize and validate certain local apportionment of the costs of works or services that benefit only one to ward or one street;

3. to authorize the repeal and replacement, without a referendum of a building by law;

4. to authorize the expropriation without indemnity of certain strips of land reserved for streets of roads;

5. to authorize a loan being made without a referendum for the purpose of the construction of a city hall;

6. to amend for the town, section 506 of the Cities and Town Act;

Montreal, December 13, 1947.

ÉMILIE BRAIS

PHILIPPE LAMARRE,

Attorneys for petitioner.

20924-51-4-o

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est par les présentes donné que l'Association Professionnelle des Mesureurs de Bois Licenciés de la province de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session pour demander l'adoption d'une loi définissant mieux les buts de l'Association, augmentant et précisant ses pouvoirs particulièrement concernant la réglementation, l'admission, l'éligibilité, la qualification, le classement la conduite, la suspension et l'expulsion de ses membres, la fixation des contributions annuelles et honoraires d'admission payables en vue des examens de l'Association et de l'admission comme membre, de la fixation des conditions et exigences relatives aux examens des candidats en vue de l'admission dans l'Association et l'exercice en général des pouvoirs nécessaires ou utiles pour la gouverne, le bon fonctionnement, l'administration et la régie de l'Association et de ses membres; prescrivant le pouvoir pour l'Association de faire les règlements pour le maintien de l'honneur et de la dignité des membres, la confection et la publication du registre des membres, les devoirs de ses officiers, le mode et le programme des examens; fixant ses pouvoirs d'acquiescer et posséder; prescrivant qu'en sont membres actuels les personnes en règle et qu'en deviendront membres les personnes qui à l'avenir satisferont aux exigences de la loi et des règlements qu'elle pourrait adopter; fixant les conditions requises pour devenir membre de l'Association quant à l'âge, la citoyenneté, l'expérience, le succès aux examens prescrits et les honoraires payables; déterminant des conditions spéciales en faveur des ingénieurs forestiers diplômés; sauvegardant les droits acquis des personnes ayant douze mois d'expérience avant le 1er mai 1949 dans la pratique du mesurage; réglant la composition du conseil de l'Association, ses devoirs et pouvoirs administratifs; spécifiant les devoirs, pouvoirs et privilèges des membres, le mode de recouvrement des pénalités et le mode d'exercice des pouvoirs octroyés à l'Association, le mode, l'époque, les formalités du choix des officiers de l'Association, de l'assemblée générale annuelle des membres et des assemblées générales spéciales; définissant l'exercice de la profession de mesureur de bois au sens de la loi et en prohibant l'exercice par toute autre personne qu'un membre de l'Association dans les conditions et avec les exceptions prévues par la loi; établissant des pénalités pour faux mesurages, faux rapports et autres infractions et pour d'autres fins.

Québec, le 11 décembre 1947.

Le Procureur de la pétitionnaire,

YVES PRÉVOST.

20907-51-4-o

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

Public notice is hereby given that the Professional Association of Licensed Cullers of the province of Quebec will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act giving a clearer definition of the objects of the Association, increasing and stating precisely its powers, more particularly those concerning the regulation, admission, eligibility, qualification, classification, conduct, suspension and expulsion of its members, the annual subscriptions and admission fees payable for examinations of the Association and admission as member, the conditions and requirements concerning the examinations of candidates for admission into the Association and the general exercise of powers necessary or useful for the government, proper working, administration and management of the Association and its members; conferring on the Association the power to make by-laws for maintaining the honour and dignity of its members, the compiling and publication of the roll of members, the duties of its officers, the method and programme of examinations; determining its powers to acquire and own property; prescribing that its present members are those in good standing only, and that only persons meeting the requirements of the Act and of such by-laws as the Association may adopt, may become future members; determining the conditions required to become a member of the Association as regards age, citizenship, experience, success in the prescribed examinations and fees payable; establishing special conditions in favour of qualified Forestry Engineers; safeguarding the acquired rights of persons having twelve months' experience, before the 1st of May, 1949, in measuring wood; determining the composition of the Board of Directors of the Association, its duties and administrative powers; stating the duties, powers and privileges of the members, the manner of recovering penalties and the method of exercising the powers granted to the Association, the mode, time and formalities concerning the selection of officers of the Association, the annual general meeting of its members and the special general meetings; defining the practice of the profession of culler in its legal sense and prohibiting the practice of said profession by any person other than a member of the Association in the conditions and with the exceptions prescribed by the Act; establishing penalties for false measurements, false reports and other offences and for other purposes.

Quebec, December 11, 1947.

YVES PRÉVOST,

Attorney for petitioner.

20907-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour demander une loi spéciale décrétant:

1° l'autorisation pour la Cité de disposer de certains lots de terre acquis sous condition de les utiliser comme parcs;

2° une modification à la loi des Cités et Villes pour la Cité relativement à la date des élections;

3° une modification à la loi des Cités et Villes pour la Cité relativement au droit de détenir les lots par elle acquis à une vente pour taxes;

4° une modification à la loi 9 George VI, chapitre 82, art. 2, pour porter de \$40,000.00 à \$80,000.00 pour une période de cinq ans l'emprunt annuel qui y est autorisé;

5° une modification à la loi des Cités et Villes et au chapitre 222 des Statuts Refondus de Québec 1941, pour la Cité, l'autorisant à concéder une franchise pour l'établissement d'un service d'autobus ou autre moyen de transport des voyageurs ou à établir elle-même tel service;

6° La validation du règlement no. 425 relatif à la répartition contre les immeubles intéressés de certaines sommes employées à la confection de travaux permanents.

Montréal, le 9 décembre 1947.

Le Procureur de la requérante,

20842-50-4-o

ÉMILIEN BRAIS.

PUBLIC NOTICE

Public notice is given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special law enacting:

1. the authorization for the City to dispose of a certain number of lots of land which the City had acquired under the condition to make parks with them;

2. an amendment to the Cities and Towns Act, for the City, relating to the time of the elections;

3. an amendment to the Cities and Towns Act, for the City, relating to the right to keep lots of land acquired at a sale for taxes;

4. an amendment to the Statute 9 George VI, Chapter 82, section 2, to increase from \$40,000.00 to \$80,000.00, for a period of 5 years, the yearly loan thereby authorized;

5. an amendment to the Cities and Towns Act and to chapter 222 of the Revised Statutes of Quebec 1941, for the City, authorizing it to grant franchise for the establishment of an auto-bus service or other system for the transportation of passengers or to itself establish such a service

6. the validation of by-law no. 425 relating to the apportionment against the interested immovable properties of certain amounts employed in the construction of permanent works;

Montreal, December 9, 1947.

ÉMILIEN BRAIS,

Attorney for petitioner.

20842-50-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Dame Mary Rose Williams, veuve de Arthur Joseph Grubert, en son vivant rentier, Dame Mary Grubert, épouse séparée de biens de Charles Joseph Gélinas, avocat, et le dit Charles Joseph Gélinas pour autoriser son épouse aux fins des présentes, Dame Margaret Theresa Grubert, épouse séparée de biens de Clarence Joslin, courtier en valeurs, et ce dernier pour autoriser son épouse aux fins des présentes, tous de la Cité d'Outremont, district de Montréal, Arthur R. Grubert, de la municipalité de Hudson, district de Montréal, Dame Catherine Rose Grubert, épouse séparée de biens de James L. Dudgeon, gérant de Banque, et le dit James L. Dudgeon pour autoriser son épouse aux fins des présentes, de Ville Mont-Royal, district de Montréal, tous en leur qualité de grevés de la Succession de feu Arthur Joseph Grubert, et John Joseph Grubert, rentier, de la Cité et du District de Montréal, en sa qualité de curateur à la substitution créée en vertu du testament olographe de feu Arthur Joseph Grubert, en date du 16ième jour de novembre, 1928, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale pour interpréter le testament du dit feu Arthur Joseph Grubert, déterminer les droits des légataires particuliers, prolonger la charge des Exécuteurs testamentaires et leurs successeurs, et leur accorder des pouvoirs d'administration et de disposition; et pour toutes fins nécessaires ou utiles concernant la succession du dit Arthur Joseph Grubert.

Montréal, le 9 décembre 1947.

Les Procureurs des requérants,

LAJOIE, GÉLINAS ET

MACNAUGHTEN.

20843-50-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that Dame Mary Rose Williams, widow of the late Arthur Joseph Grubert, in his lifetime Gentleman, Dame Mary Grubert, wife separate as to property of Charles Joseph Gélinas, advocate, and the said Charles Joseph Gélinas to authorize his wife to these presents, Dame Margaret Theresa Grubert, wife separate as to property of Clarence Joslin, Bond dealer, and the latter to authorize his wife to these presents, all of the City of Outremont, district of Montreal, Arthur R. Grubert, of the municipality of Hudson, district of Montreal, Dame Catherine Rose Grubert, wife separate as to property of James L. Dudgeon, Bank Manager, and the said James L. Dudgeon to authorize his wife to these presents, of the Town of Mount-Royal, district of Montreal, all in their quality of Institutes of the Estate of the late Arthur Joseph Grubert, and John Grubert, Gentleman, of the City and District of Montreal, in his quality of curator to the substitution created by the holograph Will of the late Arthur Joseph Grubert, dated the 16th. day of November 1928, shall apply to the Legislature of the Province of Québec at its next Session in order to obtain a special law for the purpose of construing the will of the late Arthur Joseph Grubert, of determining the rights of the particular legatees, of extending the powers of the Testamentary Executors and of their successors, and of granting to the Executors powers of administration and of disposition; and for all other necessary or useful purposes concerning the Estate of the said Arthur Joseph Grubert.

Montreal, December 9th., 1947.

LAJOIE, GÉLINAS AND

MACNAUGHTEN,

Attorneys for Petitioners.

20843-50-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la Loi I George VI, chapitre 105, et les différents statuts qu'il amendement, sur les matières suivantes:

Ratifier un contrat passé entre la Cité de Sherbrooke et la Central Mortgage and Housing Corporation (Wartime Housing Ltd); emprunter la somme de \$200,000.00 pour construire une gare centrale d'autobus; annexer à la Cité une partie de la municipalité du Canton d'Ascot ainsi qu'une partie de la municipalité d'Ascot Nord; légaliser le règlement N° 656 concernant la construction et le zonage et pour autres fins.

Sherbrooke, le 5 décembre 1947.

Le Greffier de la Cité.

20840-50-4-o ANTONIN DESLAURIERS.

NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act I George VI, chapter 105, and the various statutes amending it, for the following purposes:

To ratify a contract passed between the City of Sherbrooke and the Central Mortgage and Housing Corporation (Wartime Housing Ltd); to borrow the sum of \$200,000 to build a central autobus station; to annex to the City a part of the municipality of the Township of Ascot and also a part of the municipality of North Ascot; to legalize By-law No. 656 concerning building and zoning and for other purposes.

Sherbrooke, December 5, 1947.

ANTONIO DESLAURIERS,

20840-50-4 City Clerk.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Beauharnois s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour les fins suivantes:

Refondre au complet la charte de la Ville;

Annexer au territoire actuel de la Ville les territoires suivants:

A) Partie du lot 45, les lots 46, 47, 48 et 49 partie du lot 50, partie de la rue Ellice, partie du chemin public du Bord du Lac, partie du lot 559, dans la Ville de Maple Grove.

B) Les lots 51, 52, 53, 54, partie du lot 559, partie du chemin de la Beauce, le lot 125, partie du lot 557, les lots 126, 127, 129, 130, 132, 133, partie du lot 131 et partie du chemin de la Rivière Saint-Louis, dans la municipalité de la paroisse de Saint-Clément.

C) Les lots 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 470, 471, 474, 475, parties des lots 279, 280, 282, 286, 281, 558 partie du chemin du Bord du Lac, partie du chemin public situé entre le lot 286 et les lots 290 et 291, partie du chemin de front de la Troisième Concession, dans la municipalité du Village du Lac Saint-Louis. Tous ces lots apparaissent aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Clément de Beauharnois, division d'enregistrement de Beauharnois.

Ériger le territoire actuel de la Ville, agrandi du territoire annexé, en municipalité de cité; diviser ce territoire en quartiers; accorder à ladite Cité des pouvoirs spéciaux pour réglementer la construction et le zonage, l'enlèvement de la neige et de la glace des rues, les contraventions aux règlements relatifs à la circulation et à la sécurité publique, le paiement de la taxe d'eau, les postes de stationnement pour les voitures publiques, taxis ou autobus; déterminer les immeubles imposables dans la municipalité et établir le taux maximum de la taxe foncière.

Beauharnois, le 10 décembre 1947.

Le Maire,

HORMISDAS ROY,

Le Secrétaire-trésorier,

20862-50-4-o LUCIEN PRIMEAU.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Beauharnois will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

Complete revision of the charter of the Town; To annex to the present territory of the Town the following immoveable property:

A) Part of lot 45, lots 46, 47, 48 and 49, part of lot 50, part of Ellice street, part of the public road du Bord du Lac, part of lot 559, in the Town of Maple Grove.

B) Lots 51, 52, 53, 54, part of lot 559, part of the Beauce road, lot 125, part of lot 557, lots 126, 127, 129, 130, 132, 133, part of lot 131 and part of Saint-Louis River road, in the municipality of the parish of Saint-Clément.

C) Lots 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 470, 471, 474, 475, parts of lots 279, 280, 282, 286, 281, 558, part of the road du Bord du Lac, part of the public road situated between lot 286 and lots 290 and 291, part of the front road of the Third Concession in the municipality of the Village of Lake Saint-Louis. All these lots appear on the Official Plan and Book of Reference of the parish of Saint-Clément de Beauharnois, Registry Division of Beauharnois.

To erect the present territory of the Town increased by the annexed territory into a city municipality; to divide this territory into wards; to accord to the said City special powers to regulate constition and zoning, snow and ice removal from the streets, the violation of regulations concerning traffic and public safety, payment of water-rates, parking places for public carriers, taxis or autobuses; to determine the taxable immoveable property in the municipality and to establish the maximum rate of the real estate tax.

Beauharnois, December 10, 1947.

HORMISDAS ROY,

Mayor,

LUCIEN PRIMEAU,

20862-50-4-o Secretary-Treasurer.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que l'Interior Decorators Society of Quebec s'adressera à l'Assemblée Législative de la province de Québec réunie en parlement, à sa prochaine session, pour demander pour ses membres le droit et le privilège exclusif d'exercer

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Interior Decorators Society of Quebec will apply to the Legislative Assembly of the Province of Quebec in Parliament Assembled, at its next session, to ask for its member the exclusive right and privilege to exercise the profession of Interior

la profession de décorateur et d'ensemblier et d'employer à cette fin les noms et désignations de décorateur et d'ensemblier, avec toutes les sanctions qu'un tel droit comporte et pour demander de déterminer les conditions d'admission à ladite Société, et qu'elle s'adressera à l'Assemblée législative, à sa prochaine session, à d'autres fins.

Montréal, le 9 décembre 1947.

Le Procureur et agent,
L. J. BARCELO, C.R.

20863-50-4-o

Decorators and to use for that purpose the name and appellation of Interior Decorators with all sanctions deriving thereof and to ask to determine the conditions of admission to membership to said Society, and that it will apply to the Legislative Assembly, at its next session, for other purposes.

Montreal, December 9th, 1947.

L. J. BARCELO, K.C.,
Solicitor and agent.

20863-50-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que La Survivance, compagnie mutuelle d'assurance-vie, ayant son siège social en les cité et district de St-Hyacinthe, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, en vue de l'adoption d'une loi modifiant la Loi 2 Georges VI, chapitre 128, la constituant en corporation, en abrogeant les articles 16, 17, 18, 19 et 20 de ladite Loi, relatifs au placement de ses biens, la rendant sujette, sous ce rapport, aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec.

St-Hyacinthe, ce 9 décembre 1947.

Le Procureur de La Survivance,
GAËTAN SYLVESTRE, C.R.

20869-50-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that "La Survivance", a mutual life-insurance company, having its head office in the city and district of St-Hyacinthe, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the Act 2, George VI, chapter 128, incorporating same, by repealing sections 16, 17, 18, 19 and 20 of the said Act, respecting the investment of its property, rendering it, in this respect, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act.

St-Hyacinthe, December 9, 1947.

GAËTAN SYLVESTRE, K.C.,
Attorney for "La Survivance".

20869-50-4

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion, ayant son siège à Dorion, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, demandera aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant sa charte (6 George V, chapitre 59) à fin d'annexer certains terrains contigus à son territoire, faisant actuellement partie de la paroisse St-Michel-de-Vaudreuil, et de déterminer la date du partage des impôts et taxes, à la suite de cette annexion.

Montréal, 10 décembre 1947.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE.

20897-51-4-o

Public notice is hereby given that the town of Dorion, having its head office in Dorion, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter (6 George V, chapter 59), with the object of annexing certain lands adjoining its territory, the latter being actually part of the parish of St-Michel-de-Vaudreuil, and of setting the date of the partition of the taxes and dues entailed by such annexation.

Montreal, December 10th, 1947.

LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE,
Petitioner's attorney.

20897-51-4-o

AVIS PUBLIC

La ville LaSalle donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: règlements d'emprunts permettant de faire des travaux d'aqueducs et d'égouts à la charge de toute la ville dans certains cas, avec droit de charger ces travaux subséquemment aux propriétés en bénéficiant, lors de l'usage desdites améliorations; plans de division et de subdivision de lots à bâtir dans la municipalité; les rues ou places publiques homologuées par la Cour supérieure et les plans de la municipalité; perception de la taxe scolaire sur les immeubles appartenant aux contribuables protestants et sur les immeubles inscrits sur la liste neutre; pouvoir de payer l'entretien des rues et des trottoirs pendant toute l'année, à même les fonds généraux de la ville et pour autres fins.

Montréal, ce 17 décembre 1947.

Les Procureurs de Ville LaSalle,
SYLVESTRE, PELLETIER
& LACROIX.

20937-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of LaSalle will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: loan by-laws permitting to execute waterworks and sewers at the expense of the whole town in some cases, with the right to charge subsequently these works to the properties benefiting from them when such properties would be using said improvements; division and subdivision plans of building lots in the municipality; the streets and public places homologated by the Superior Court and the plans of the municipality; collection of the school taxes on the immoveables belonging to the protestant ratepayers and on the immoveables inscribed on the neutral panel; power to pay the maintenance of streets and sidewalks during the whole year, through the general funds of the town and for other purposes.

Montreal, December 17th, 1947.

SYLVESTRE, PELLETIER
& LACROIX,
Attorneys for the Town of LaSalle.

20937-51-4-o

Avis public est, par les présentes, donné que Antoni Carboneau, domicilié dans la cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi lui donnant le droit d'être admis comme membre de l'Institut des comptables agréés de Québec.

Montréal, le 6 décembre 1947.
Le Procureur du requérant,
20896-51-4-o GASTON TAILLEFER.

AVIS LÉGAL

Avis public est par les présentes donné que les légataires universels résiduaux de la succession de feu J. Augustin Leblanc, en son vivant médecin des cité et district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à la prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi concernant l'interprétation des testament et codicille olographes dudit feu J. Augustin Leblanc, aux fins qu'il soit décrété que ledit feu J. Augustin Leblanc a effectivement légué tous ses biens sauf ce qu'il avait dans son bureau et sa bibliothèque qui regarde sa profession de médecin, à ses trois enfants Henri, Alice et Thérèse Leblanc en parts égales jusqu'à concurrence de \$10,000.00 à chacun et dès que chacun des trois susdits enfants aura pu retirer \$10,000.00 tout surplus des biens de ladite succession à ses quatre enfants Henri, Alice, Thérèse et Auguste Leblanc en parts égales le tout en pure et absolue propriété, pour chacun de ces dits légataires jouir et disposer comme bon lui semblera sans aucune formalité de justice et sans que les acquéreurs ne soient tenus de faire l'emploi du prix de vente ni de suivre les deniers tout résidu de tels legs subsistant encore au décès d'aucun des susdits légataires Henri, Alice, Thérèse et Auguste Leblanc, ne pouvant être donné à d'autres qu'aux enfants respectifs des dits légataires et s'ils n'en ont pas devant être donné aux héritiers collatéraux et les moins éloignés et que les frais, honoraires, déboursés et dépenses encourus pour l'adoption de la présente loi seront payés par les exécuteurs testamentaires sur et à même la masse des biens de ladite succession avant partage.

Montréal le 12 décembre 1947.
Le Procureur des requérants,
20898-51-4-o DAMASE COTÉ C.R.

VILLE DE RIMOUSKI

AVIS DE PÉTITION

Avis est par les présentes donné que la ville de Rimouski, demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, d'adopter une loi, amendant certaines dispositions de la charte qui la régit et de la loi des cités et villes, aux fins suivantes:

- 1) Pour abroger l'article 4 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif à la cession par la ville de Rimouski à la corporation de la paroisse de St-Germain de Rimouski, de partie du lot numéro 1, du cadastre officiel de la ville;
- 2) Pour abroger l'article 10 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif au cens électoral;
- 3) Pour abroger l'article 19 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif à la taxe affectant les fonds de commerce;
- 4) Pour abroger l'article 21 de la charte, (10 George V, chapitre 96), relatif aux modes d'imposition de certaines taxes;

Public notice is hereby given that Antoni Carboneau, domiciled in the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during its next sitting to obtain the passing of a bill giving him the right to be admitted membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec.

Montreal, December the 6th, 1947.
GASTON TAILLEFER,
20896-51-4-o Attorney for the applicant.

LEGAL NOTICE

Public notice is hereby given that the residuary universal legatees of the Estate of the late J. Augustin Leblanc, in his lifetime physician of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, respecting the interpretation of the holograph Will and codicils of the said late J. Augustin Leblanc, for the purpose of enacting that the said late J. Augustin Leblanc effectively bequeathed the whole of his property save that which he had in his office and his library which concerns his medical profession, to his three children Henri, Alice and Thérèse Leblanc in equal shares to the extent of \$10,000 to each, and as soon as each of the three aforesaid children shall have been able to collect \$10,000, any surplus of the property of the said Estate to his four children Henri, Alice, Thérèse and Auguste Leblanc, in equal shares the whole in pure and absolute property, for each of the said legatees to enjoy and dispose of at will, without any legal formality and without the acquirers being obliged to make use of the price of sale nor to account for the monies, any residue of such legacies still subsisting at the death of any of the aforesaid legatees Henri, Alice Thérèse and Auguste Leblanc, not being allowed to be given to any others but the respective children of the said legatees and if they have none, to be given to the collateral heirs and the least distant, and that the costs, fees, disbursements and expenses incurred for the passing of the present Act shall be paid by the Testamentary Executors with and out of the bulk of the property of the said Estate before partition.

Montreal, December 12, 1947.
DAMASE COTÉ K.C.,
20898-51-4 Attorney for the Petitioners.

TOWN OF RIMOUSKI

NOTICE OF APPLICATION

Notice is hereby given that the Town of Rimouski, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, amending certain provisions of the charter governing the said town and the cities and towns Act, for the following purposes:

- 1) To repeal section 4 of the charter, (10 George V, chapter 96), respecting the surrender by the town of Rimouski to the corporation of the parish of St-Germain de Rimouski, of a part of lot number 1, of the official cadastre of the town;
- 2) To repeal section 10 of the charter, (10 George V, chapter 96), respecting qualification to vote;
- 3) To repeal section 19 of the charter, (10 George VI, chapter 96), respecting the tax on stock in trade;
- 4) To repeal section 21 of the charter, (10 George V, chapter 96), respecting the manner of imposing certain taxes;

5) Pour abroger l'article 23 de la charte (10 George V, chapitre 96) relatif à l'avis de demande de paiement des taxes;

6) Pour abroger l'article 3 de la charte (6 Edouard VII, chapitre 51) relatif à la forme des débiteures ou obligations;

7) Pour abroger l'article 31 de la charte, (4, Edouard VII, chapitre 64), relatif aux pouvoirs d'emprunts temporaires de la ville;

8) Pour annexer à la ville de Rimouski, le territoire suivant:

a) Partie de la municipalité de Rimouski-Est comprenant les lots portant les numéros 186 à 196-A inclusivement, des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Germain de Rimouski, ainsi que leurs subdivisions;

b) Partie de la municipalité de la paroisse de St-Germain de Rimouski, comprenant les lots portant les numéros 197 à 210 inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Germain de Rimouski, ainsi que leurs subdivisions;

c) Partie du numéro 1 du cadastre officiel de la ville de Rimouski, faisant partie de la paroisse de St-Germain de Rimouski, et mesurant environ 22,500 pieds en superficie;

9) Pour changer le terme et la date des élections municipales ainsi que la date des procédures préliminaires la précédant;

10) Pour fixer la date-limite à laquelle les taxes de locataire ou d'occupant devront être payées pour avoir le droit d'être inscrit sur la liste des électeurs;

11) Pour instituer une commission sportive;

12) Pour amender l'article 353 relatif à l'ajournement des séances spéciales du Conseil;

13) Pour amender l'article 426 aux fins d'autoriser la ville:

a) A réglementer la forme des toits des immeubles à être construits et décréter certains modes de protection pour ceux déjà construits;

b) Décréter l'alignement des constructions sur certaines rues;

c) Pour exiger de tout propriétaire qui achète un immeuble une description sommaire des terrains achetés;

d) Pour prescrire le port de réflecteurs ou de tout autre appareil de protection sur bicycles ou voitures hippomobiles circulant la nuit;

14) Pour instituer une commission d'Urbanisme et lui conférer juridiction dans les limites de la ville et même sur des territoires adjacents, dans un rayon de trois milles pour la location des rues et la subdivision des terrains;

15) Pour pourvoir à l'enlèvement des vidanges et imposer une taxe spéciale à cette fin;

16) Pour réglementer la manière de faire les raccordements d'eau et de drains privés;

17) Pour réglementer les lieux d'amusements, les panneaux-réclame et les placards et imposer une licence à leurs titulaires;

18) a) Pour réglementer la circulation et le stationnement des voitures automobiles ou autres;

b) Pour imposer une licence aux postes de stationnement;

c) Pour réglementer le nombre de taxis à ces postes, et limiter leur nombre dans les limites de la ville;

d) Pour exiger un permis annuel des cyclistes en certains cas;

19) Pour obtenir le droit d'acquérir par voie d'expropriation, des immeubles devant servir comme aérodrômes;

20) Pour faire des travaux permanents payables à même le produit d'une taxe spéciale; contracter des emprunts à cette fin par billets con-

5) To repeal section 23 of the charter, (10 George V, chapter 96) respecting the notice demanding payment of taxes;

6) To repeal section 3 of the charter, (6 Edward VII, chapter 51) respecting the form of debentures or bonds;

7) To repeal section 31 of the charter, (4, Edward VII, chapter 64), concerning powers for temporary loans of the town;

8) To annex the following territory to the town of Rimouski:

a) Part of the municipality of Rimouski-Est comprising the lots bearing Nos. 186 to 196-A inclusively, of the official plan and book of reference for the parish of St-Germain de Rimouski, and their subdivisions,

b) Part of the municipality of the parish of St-Germain de Rimouski, comprising the lots bearing Nos. 197 to 210 inclusively of the official plan and book of reference for the parish of St-Germain de Rimouski, and their subdivisions;

c) Part of number 1 of the official cadastre for the town of Rimouski, forming part of the parish of St-Germain de Rimouski, and measuring about 22,500 feet in superficial area;

9) To change the term and date of the municipal elections and also the date for the preliminary proceedings preceding the same;

10) To fix the date-limit on which the taxes for the tenant or occupant must be paid in order to be entitled to be entered on the electors list;

11) To institute a sports commission;

12) To amend section 353 respecting the adjournment of special meetings of the Council;

13) To amend section 426 for the purpose of authorizing the town to:

a) Regulate the type of roofs for immovables to be built and enact certain measures of protection for those already built;

b) To enact the alignment of buildings on certain streets;

c) To exact from every proprietor buying an immovable a summary description of the lots purchased;

d) To authorize the use of reflectors or other protective device on bicycles or horse-drawn vehicles circulating at night;

14) To institute a Town-Planning Commission and confide to it the jurisdiction, within the limits of the Town and likewise over the adjacent territory, within a radius of three miles, for the location of streets and subdivision of lands;

15) To provide for the removal of garbage and levy a special tax for such purpose;

16) To regulate the manner of making water connexions and private drains;

17) Enact by-laws concerning places of amusement, bill-boards and posters and impose a license on their owners;

18) a) Regulate motor vehicle or other traffic and parking;

b) Levy a license on taxi stands;

c) Regulate the number of taxis at such stands, and limit their number within the town limits;

d) Exact an annual license from cyclists in certain cases;

19) To obtain the right to acquire, by way of expropriation, any immovables to be used as airports;

20) Do permanent works payable out of the revenue from a special tax; contract loans for such purpose by notes convertible into bonds up

vertibles en obligations jusqu'à concurrence d'un montant de \$75,000, par année;

21) Pour imposer une taxe dans les cas d'infraction aux lois de la circulation et de la sécurité publique et en prescrire le mode de recouvrement;

22) a) Pour réglementer ou limiter le nombre de restaurants ambulants ou en interdire la circulation;

b) Pour prélever un droit annuel ou taxe sur tout taxi, camion, autobus ou autre véhicule;

c) Pour exiger de tout taxi une assurance contre les accidents dont pourront être victimes leurs passagers;

d) Pour exiger un permis annuel n'excédant pas \$500.00 pour tout commerçant étranger opérant dans les limites de la municipalité;

e) Pour prescrire le mode de recouvrement des licences de tout colporteur récalcitrant;

f) Pour réglementer l'ouverture et la fermeture des établissements de commerce, boutiques, lieux d'amusements ou autres;

g) Pour prélever une licence sur les distributeurs automatiques et les jeux mécanisés;

16) Pour créer un fonds de roulement de \$75,000.00 pour travaux d'utilité publique;

17) Pour adjoindre des experts aux estimateurs de la municipalité;

18) Pour imposer les immeubles non imposables, pour fins d'enlèvement de la neige ou de la glace;

19) Pour modifier le mode d'évaluation des terres en culture;

20) Pour modifier l'article 526 quant au mode et au montant maximum des licences exigibles des établissements de commerce ou autres établis depuis douze mois ou moins et n'exiger d'eux qu'une demi-licence en certains cas;

21) Pour imposer une taxe ou licence sur tout cirque, spectacle, ou représentation publique quelconque et en prescrire le mode de recouvrement;

22) Pour imposer une taxe sur les pompes à essence;

23) Pour modifier l'article 541 quant à la procédure au mode de perception des taxes;

24) Pour être autorisé à accorder des réductions de taxes à tout établissement industriel ou commercial;

25) Pour être autorisé à emprunter un montant de \$75,000.00 pour solder toute balance due sur le coût du pavage des chemins et l'ouverture de certaines rues;

Rimouski, ce 13ième jour de décembre 1947.

Les Procureurs de la ville de Rimouski,

20899-51-4-0 SIMARD & CHASSÉ.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis public est par les présentes donné que dame Marie-Eugénie Labrecque, domiciliée à 258, Grande-Allée, en la cité de Québec, veuve de Georges Couillard de l'Épinay, en son vivant charcutier et industriel, de la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi lui donnant acte de la validité du mariage qu'elle a contracté, étant mineure, avec Georges Couillard de l'Épinay, majeur, le 19 janvier 1897, en la paroisse de St-Pierre de la Rivière-du-Sud, comté de Montmagny, et confirmant, ratifiant et déclarant légaux et valides à toutes fins que de droit le contrat de mariage intervenu entre elle mineure et son dit époux majeur le 18 janvier 1897, devant Wilfrid Guay, notaire, en la paroisse de St-Pierre de Montmagny, sous le numéro 3403 de ses minutes, et enre-

to but not exceeding an amount of \$75,000 per year;

21) Impose a fine in cases of violations of the traffic laws and public safety and prescribe the method of collecting the same;

22) a) Regulate or limit the number of ambulating restaurants or prohibit the circulation of same;

b) Collect an annual tax or fee from every taxi, truck, autobus or other vehicle;

c) To oblige every taxi to carry an accident insurance for the protection of their passengers;

d) Exact an annual permit not exceeding \$500 from every non-resident trader operating within the limits of the municipality;

e) Prescribe the method of recovering licenses from any recalcitrant peddler;

f) Regulate the opening and closing of commercial establishments, shops, places of amusement or the like;

g) Levy a license on slot machines and mechanized games;

16) To create a floating capital of \$75,000 for public utility works;

17) Appoint experts to the appraisers of the municipality;

18) To tax non taxable-property, for the removal of snow and ice;

19) Amend the method of valuating lands under cultivation;

20) Amend section 526 as regards the method and maximum amount for licenses exible on commercial or other establishments established since twelve months or less and exact from them only half the license in certain cases;

21) Impose a tax or license on any circus, exhibition or public performance whatsoever and prescribe the mode of collection;

22) Levy a tax on gasoline pumps;

23) Amend section 541 as regards the procedure respecting the manner of collecting taxes;

24) To be authorized to grant reductions in taxes to any commercial or industrial establishments;

25) To be authorized to borrow an amount of \$75,000 to pay off any balance due for the cost of paving roads and opening certain streets;

Rimouski, this 13th day of December, 1947.

SIMARD & CHASSÉ,

20899-51-4 Attorneys for the town of Rimouski.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Public notice is hereby given that Dame Marie-Eugénie Labrecque, domiciled at 258 Grande-Allée, in the city of Quebec, widow of Georges Couillard de l'Épinay, in his lifetime of the city of Quebec, butcher and manufacturer, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to obtain the passing of an Act declaring that the validity of her marriage as a minor, on the 19th of January 1897, in the parish of St-Pierre de la Rivière-du-Sud, county of Montmagny, with the said Georges Couillard de l'Épinay who was then of age of majority, is not open to attack, and confirming, ratifying and declaring legal and valid, to all intents and purposes, the marriage contract between her, a minor, and her husband of age, of the 18th of January, 1897, before Wilfrid Guay, notary, in the parish of St-Pierre de Montmagny, under num-

gistré à Québec le 25 juillet 1900, sous le numéro 104,809, et la clause d'institution contractuelle y stipulée.

Québec, le 11 décembre 1947.

Le Procureur de la pétitionnaire,

20908-51-4-o

YVES PRÉVOST.

AVIS PUBLIC

Avis public est ici donné que Charles-Eugène Frenette, comptable de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la prochaine session, pour demander une loi spéciale pour être admis et reconnu membre de l'Institut des Comptables agréés de Québec, sur paiement des honoraires d'admission ordinaires.

Montréal, 25 novembre 1947.

(Signé) CHARLES-EUGÈNE FRENETTE.

20905-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est ici donné que La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal s'adressera à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir une loi spéciale pour faire confirmer et ratifier son droit de propriété sur les deux ruelles contenues dans le quadrilatère formé par les rues suivantes, à Montréal: Sainte-Catherine, McGill College, Burnside et Victoria et désignées en partie comme étant les lots N° 1340A et 1340B, aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, dans la division d'enregistrement de Montréal; et aussi pour obtenir la permission de changer l'assiette des servitudes de passage existant sur la partie sud-ouest de la ruelle susdécrite comme lot le 1340A, pour la reporter sur le lot N° 1334 des plan et livre de renvoi du même quartier Saint-Antoine.

Montréal, le 13 décembre 1947.

LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ
ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL,
Le Gérant général,
(Signé) T. TAGGARTH SMYTH.

20906-51-4-o

Canada, Province de Québec, District de Montréal

VILLE DE MONTRÉAL-EST

Avis public est par les présentes donné que la Ville de Montréal-Est s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant certains acte et règlements, comme suit:

1. Pour faire ratifier un contrat intervenu entre la Ville de Montréal-Est et Sa Majesté le Roi aux droits de la Puissance du Canada, relativement à la construction de deux cents maisons, à Montréal-Est;

2. Pour faire ratifier le règlement N° 231 de la Ville de Montréal-Est autorisant un emprunt pour défrayer le coût de travaux d'aqueduc et d'égoûts, de pavage, de trottoirs et chaînes de trottoirs, etc., dans la municipalité;

3. Pour faire ratifier certains règlements d'emprunt pour défrayer le coût de l'acquisition, la construction, l'aménagement et l'entretien d'un centre récréatif, éducatif et sportif à Montréal-Est, et d'un parc public.

Montréal, 15 décembre, 1947.

Les Procureurs de la requérante,

20909-51-4-o

VIEN & FARIBAUT.

ber 3403 of his minutes, and registered at Québec on the 25th of July 1900, under number 104,809 and the clause of universal and reciprocal gift in contemplation of death therein contained in favor of the said petitioner.

Quebec, December 11, 1947.

YVES PRÉVOST,

20908-51-4-o

Attorney for applicant.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Charles-Eugène Frenette, accountant, of Montreal, will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of his admission to membership in the Institute of Chartered Accountants of Quebec, upon payment of the usual fee for admission.

Montreal, November 25th, 1947.

(Signed) CHARLES-EUGÈNE FRENETTE.

20905-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Montreal City and District Savings Bank will make application to the Quebec Legislature, during the forthcoming session thereof, for the enactment of a special law for the purpose of confirming and ratifying its right of ownership in the two lanes situated in the area of land bounded by the following streets, in Montreal: St. Catherine, McGill College, Burnside and Victoria and in part known as lots No. 1340A and 1340B of the official Plan and Book of Reference of the St. Antoine Ward, in the registration division of Montreal and for the further purpose of being granted the power and permission to change the location of the rights of passage presently existing on the south-west portion of the afore-described lot No. 1340A, by substituting the exercise of such rights of passage on lot bearing No. 1334, on the Plan and Book of Reference of the same St. Antoine Ward.

Montreal, December 13th, 1947.

MONTREAL CITY AND DISTRICT
SAVINGS BANK.

20906-51-4-o

(Signed) T. TAGGARTH SMYTH,
General Manager.

Canada, Province of Québec, District of Montreal

TOWN OF MONTREAL-EAST

Public notice is hereby given that the Town of Montreal East will apply to the Legislature of the province of Québec, at its next session, for the adoption of an Act declaring legal and valid certain deed and by-laws, as follows:

1. To declare binding and valid a contract passed between the town of Montreal East and His Majesty the King in his rights of the Dominion of Canada, concerning the construction of two hundred houses in Montreal East;

2. To declare binding and valid by-law No. 231 of the Town of Montreal East, authorizing a loan to defray the costs of construction of waterworks, sewers, pavement, sidewalks and curbs, etc., in the municipality;

3. To declare binding and valid certain by-laws, authorizing loans to defray the costs of acquisition, construction, management and maintenance of a recreative, educative and sportive centre in Montreal East, and of a public park.

Montreal, December 15, 1947.

VIEN & FARIBAUT,

20909-51-4-o

Attorneys for the petitioners.

AVIS D'UN BILL PRIVÉ

Avis est par les présentes donné, qu'un bill privé sera présenté, lors de la prochaine session de la Législature provinciale, par les Naturopathes de la province de Québec, aux fins de légaliser dans la Province de Québec l'exercice de la naturopathie.

Le Procureur des Naturopathes
de la province de Québec,
20921-51-4-0 ROSAIRE BEAUDOIN, C.R.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that a private bill will be presented at the next Session of the Provincial Legislature by the Naturopaths of the Province of Quebec, so that the practice of Naturopathy may be legalized in the Province of Quebec.

ROSAIRE BEAUDOIN, C.C.
Attorney for the Naturopaths
20921-51-4-0 of the Province of Quebec.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que Wolfe Mendelzys, manufacturier; Jack Fane, commerçant; Max Hendman, vendeur; Moses Amsel, manufacturier; Aron Goldfarb, secrétaire; Joseph Shlamowitz, contremaître; Meyer Edelstein, manufacturier; Lewis Rubinstein, gentilhomme; Abraham Weiskopf, commerçant; Louis Sitrin, commerçant; Leib Glantz, contremaître; Jacob Frankel, opérateur; Jack Adelstein, opérateur; Max Shaeffer, cordonnier; Abraham Henoch Yankofsky, opérateur; Isaac Eiley, commerçant; Samuel Greenfeld, commerçant; Michael Borochovit, manufacturier; tous de la cité et du district de Montréal, et qui sont tous membres et officiers de la "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour obtenir une loi spéciale, les constituants et ainsi que ceux qui deviendront membres subseqüemment, en corporation sous le nom de "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc.", avec siège social en la cité de Montréal, pour les fins d'assister ses membres en cas de maladie, accident, incapacité de travailler, revers, et la mort, et accorder l'aide et assistance et tous autres bénéfices aux veufs, veuves, enfants, héritiers ou légataires de tous les membres, y compris les bénéfices funéraires et de sépulture, et obtenir pour ses membres tous autres avantages qui seront accordés de temps en temps par les règlements de la société avec les pouvoirs de succéder à tous les droits et les obligations de la "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal."

Montréal, le 16 décembre, 1947.

Le Procureur des requérants,
20925-51-4-0 MICHAEL RUBENSTEIN.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que Montréal Trust Company, un corps politique ayant son siège social dans la ville de Montréal, et Dame Eileen Mary White, veuve de feu Douglas Watson Ogilvie, en son vivant de la ville de Montréal, agent d'immeubles, en leur qualité d'exécuteurs en vertu du testament dudit Douglas Watson Ogilvie, adresseront une demande à la Législature de Québec à sa prochaine session pour une loi autorisant lesdits exécuteurs de distribuer une part du capital de ladite succession et de payer cette part en parties égales aux légataires résiduaux et pour d'autres fins.

Montréal, 15 décembre 1947.

Les Procureurs des requérants,
MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
20930-51-4-0 HOWARD, FORSYTH & KER.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Wolfe Mendelzys, manufacturer; Jack Fane, merchant; Max Hendman, salesman; Moses Amsel, manufacturer; Aron Goldbarb, secretary; Joseph Shlamowitz, foreman; Meyer Edelstein, manufacturer; Lewis Rubinstein, gentleman; Abraham Weiskopf, merchant; Louis Sitrin, trader; Leib Glantz, foreman; Jacob Frankel, operator; Jack Adelstein, operator; Max Schaeffer, shoemaker; Abraham Henoch Yankofsky, operator; Isaac Eiley, merchant; Samuel Greenfeld, merchant; Michael Borochovit, manufacturer, all of the city and district of Montreal, and all of whom are members and officers of the "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal", shall apply to the Legislature of the province of Quebec at its next Session for the passing of a special law constituting themselves and others, who may subsequently become members thereof, a Corporation under the name of "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc." with head office in the city of Montreal, for the purpose of assisting its members in case of sickness, accident, inability to work, reverses of fortune and death, and to grant assistance and aid and confer all other benefits upon the widowers, widows, children, heirs or legatees of all members, including funeral and cemetery benefits and to secure for its members all other advantages which may from time to time be conferred by the by-laws of the Association, and with power to succeed to all the rights and obligations of the "Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal".

Montreal, December 16, 1947.

MICHAEL RUBENSTEIN,
20925-51-4-0 Attorneys for Petitioners.

NOTICE

Public Notice is hereby given that Montreal Trust Company, a body corporate, having its head office at the City of Montreal, and Dame Eileen Mary White, widow of the late Douglas Watson Ogilvie, in his lifetime of the City of Montreal, Real Estate Agent, in their capacities of Executors under the Last Will and Testament of the said Douglas Watson Ogilvie, will apply to the Legislature of Quebec at its next Session for an Act authorizing the said Executors to make a distribution of a portion of the capital of the said Estate and to pay the same in equal shares to the Residuary Legatees and for other purposes.

Montreal, December 15th, 1947.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON,
20930-51-4-0 HOWARD, FORSYTH & KER,
Attorneys for Petitioners.

Avis public est, par les présentes, donné que Guy Brodeur, Guy Hébert et Arthur Villeneuve s'adresseront à la prochaine session de la Législature de la province de Québec pour demander l'adoption d'une loi les admettant comme membres de l'Institut des Comptables Agréés de Québec, à compter du 1er juin 1948.

Les Procureurs des requérants,
PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU.
20923-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné, que Rolande Lanctôt, fille majeure, Rita Lanctôt, fille majeure, et Serge Lanctôt, employé, tous trois de la cité de Montréal s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour modifier le dernier testament et les deux codicilles de feu Joel Lanctôt, de son vivant de la cité de Montréal, aux fins de permettre aux pétitionnaires, grevés de substitution, d'être immédiatement saisis de l'absolue propriété des biens substitués; et à certaines autres fins.

Montréal, le 16 décembre 1947.
Les Procureurs des pétitionnaires,
ROBITAILLE & POULIOT.
20926-51-4-o

DEMANDE A LA LÉGISLATURE

Avis est par les présentes donné que l'Association de Bienfaisance des Pompiers de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander certains amendements à sa charte, aux fins d'étendre les pouvoirs de cette corporation et notamment aux fins d'exercer à titre de compagnie de fonds de pensions, les pouvoirs conférés par la Loi des assurances de Québec, S.R. 1941, ch. 299, art. 222 telle qu'amendée par la loi 9, Geo. VI, ch. 61 et plus spécialement aux fins de se prévaloir des dispositions du parag. 2 de l'art. 154 de la dite Loi des assurances de Québec.

Montréal, 17 décembre 1947.
Le Procureur de la requérante,
ALBERT THÉBERGE.
20935-51-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements, sur les matières suivantes: les rues ou places publiques homologuées par la Cour supérieure et les plans de la municipalité; pouvoir de réglementer les postes de taxis dans la municipalité; plans de division et de subdivision de lots à bâtir dans la municipalité; perception des taxes de la Commission des écoles catholiques de Lachine par la municipalité; mode spécial de prélever les droits ou taxes imposés sur les cirques, spectacles, etc.; permission de fermer une partie de la Première Avenue, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Dominion Bridge Company Limited; validation d'un acte de vente passé entre la cité de Lachine et The Seward Soap Company Limited, devant Me J. M. Trépanier, notaire, le 8 octobre 1947 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le N° 712699 et pour autres fins.

Montréal, ce 17 décembre 1947.
Les Procureurs de la Cité de Lachine,
SYLVESTRE, PELLETIER & LACROIX.
L'avocat-conseil,
JACQUES VIAU.
20936-51-4-o

Public notice is hereby given that Guy Brodeur, Guy Hébert and Arthur Villeneuve will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act admitting them as members of The Institute of Chartered Accountants of Quebec, as from the 1st of June, 1948.

PAGER, LESPÉRANCE & DANSEREAU,
Attorneys for applicants.
20923-51-4

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given, that Rolande Lanctôt, Rita Lanctôt, both spinsters of the full age of majority, and Serge Lanctôt, employee, all domiciled in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, to modify the last will and the two codicils of the late Joel Lanctôt, in his lifetime, of the city of Montreal, in order that the petitioners, institutes under a substitution; be immediately seized of the substituted property to dispose of it absolutely; and for other purposes.

Montreal, December 16th, 1947.
ROBITAILLE & POULIOT,
Attorneys for the petitioners.
20926-51-4-o

APPLICATION TO THE LEGISLATURE

Notice is hereby given you that The Montreal Firemen's Benefit Association, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for certain amendments to its charter, so as to extend the powers of this corporation and exercise, as a pension fund company, the powers conferred by the Quebec Insurance Act, R.S. 1941, ch. 299, section 222, as amended by the statute 9, George VI, ch. 61 and more especially so as to avail itself of the provisions of subsection 2 of section 154 of the said Quebec Insurance Act.

Montreal December 17th, 1947.
ALBERT THÉBERGE,
Attorney for Petitioner.
20935-51-4-o

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the City of Lachine will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edouard VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: the streets and public places homologated by the Superior Court and the plans of the municipality; power to regulate the taxi stands in the municipality; division and subdivision plans of the building lots in the municipality; the collection of the taxes of the Commission of the catholic schools of Lachine by the municipality; special mode to levy every duties or taxes imposed on circuses, spectacles, etc.; permission to close part of First Avenue to provide for the enlargement of the plant of the Dominion Bridge Company Limited; validation of a deed of sale passed between the City of Lachine and The Seward Soap Company Limited, before J. M. Trépanier, notary, on October the 8th, 1947 and registered at the Registry office of the division of Montreal under No. 712699 and for other purposes.

Montreal, December 17th, 1947.
SYLVESTRE, PELLETIER & LACROIX,
Attorneys for the City of Lachine.
JACQUES VIAU,
Counsel.
20936-51-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné que Messieurs Côme Cartier, Auguste Desrosiers et Jacques-Antoine Cartier et Madame Marie-Anne Valois, veuve de feu Georges-Étienne Cartier, agissant tous en leur qualité de fidéicommissaires et exécuteurs-testamentaires de la Succession de feu Sir Georges-Étienne Cartier, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi déterminant la nature et l'étendue de leurs pouvoirs comme fidéicommissaires et exécuteurs-testamentaires de la dite Succession Sir Georges-Étienne Cartier.

Les Procureurs des requérants,
20841-50-4-o DORAIS & DORAIS.

Avis est donné par les présentes que l'"Institut de gestion industrielle et commerciale", une corporation ayant son siège social à Montréal, s'adressera à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte (5 Geo. VI, ch. 95) afin de changer son nom corporatif en "La société des comptables en administration industrielle" et pour changer en conséquence la désignation des membres diplômés et des membres agrégés ainsi que les initiales; et pour d'autres fins.

Montréal, ce 17ème jour de décembre 1947.

Les Procureurs de la requérante,
20938-51-4-o MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Préville Limited et Country Club of Montreal Inc., corporations légalement constituées par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale leur permettant de détacher leurs immeubles de la ville de Jacques-Cartier et de se constituer en corporation de ville sous le nom de ville de Préville, avec certaines dispositions dérogatoires à la Loi des cités et villes, le territoire de la nouvelle ville étant constitué par leurs immeubles.

Montréal, ce 17ème jour de décembre 1947.

Les Procureurs des Requérantes,
20940-51-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi lui accordant les pouvoirs suivants:

1° Emprunter une somme de \$445,098.65 pour
a) consolider l'excédent des dépenses, sur les revenus tel qu'accumulé au 30 juin 1947, soit une somme de \$143,098.65;

b) financer l'excédent prévu des dépenses sur les revenus pour l'année fiscale 1947-48, soit une somme de \$102,000.00

c) Utiliser les pouvoirs d'emprunt accordés par l'article 3 de la loi 3 George VI, chapitre 74, et par l'article 5 de la loi 9 George VI, chapitre 74, pour la construction de deux écoles attenantes pour garçons et filles dans la paroisse St-Thomas More;

d) disposer, en outre de ce que ci-dessus, d'une somme de \$200,000.00 représentant le solde

NOTICE

Notice is hereby given that Messrs Côme Cartier, J. Auguste Desrosiers, and Jacques-Antoine Cartier, and Mrs Marie-Anne Valois, widow of the late Georges-Étienne Cartier, acting in their quality of Trustees and Testamentary executors of the late Sir George-Étienne Cartier, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for the adoption of an Act determining the nature and the extension of their powers as trustees and testamentary executors of the said estate of the late Sir Georges-Étienne Cartier.

DORAIS & DORAIS,
20841-50-4-o Attorneys for the Petitioners.

Notice is hereby given that the "Cost and Management Institute", a body corporate and politic having its head office in Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act amending its charter (5 Geo. VI, ch. 95) to change its corporate name to "The Society of Industrial and Cost Accountants of Quebec" and to change accordingly the designation of Certificated Members and Fellows as well as the degree letters; and for other purposes.

Montreal, this 17th day of December 1947.

MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD,
20938-51-4-o Solicitors for the Applicant.

NOTICE

Notice is hereby given that Préville Limited and Country Club of Montreal Inc., legally incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of a special Act permitting them to detach their immovables from the town of Jacques Cartier and to become incorporated into a town corporation under the name of "Ville de Préville" with certain provisions derogatory to the Cities and Towns Act, the territory of the new town being formed by their immovables.

Montreal, this 17th day of December, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON & BEAULIEU,
20940-51-4 Attorneys for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Verdun will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act granting it the following powers:

1. To borrow an amount of \$445,098.65 to:
a) consolidate the surplus expenditures out of the revenues as accumulated on June 30, 1947, namely an amount of \$143,098.65;

b) finance the surplus of foreseen expenditures out of the revenues for the fiscal year 1947-48, namely an amount of \$102,000.

c) make use of the borrowing powers granted by section 3 of the Act 3 George VI, chapter 74, and by section 5 of the Act 9 George VI, chapter 74, for the building of two adjoining schools for boys and girls in the parish of St-Thomas More;

d) dispose of, in addition to the aforesaid, an amount of \$200,000 representing the foreseen

prévu du coût de la construction des dites écoles dans la paroisse de St-Thomas More ;

e) Avec l'autorisation particulière de la commission municipale et aux conditions déterminées par elle, pourvoir au paiement des frais d'émission, de renouvellement d'émission et d'escompte des bons ou obligations, ainsi qu'au paiement des frais légaux et dépenses découlant tant de l'émission et du renouvellement d'émission que de leur autorisation.

2° Déposer au fonds général tout résidu d'emprunt autorisé par les présentes et non utilisé.

3° Diviser les charges de Secrétaire et de Trésorier et fixer leurs attributions respectives par résolution.

Verdun, le 16 décembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier de la Commission des Écoles Catholiques de Verdun,
20963-52-4-o MARCEL BERTRAND.

balance from the cost of building the said schools in the parish of St-Thomas More ;

e) With special authorization from the Municipal Commission and upon the conditions determined by it, provide for the payment of costs of issue or renewal of issue and discount of bonds or debentures, as well as the payment of legal costs and expenses arising both from the issue and renewal of issue as well as their authorization.

2. To deposit into the general funds any residue from the loan hereby authorized and not used ;

3. Divide the duties of the Secretary and Treasurer and fix their respective duties by resolution.

Verdun, December 16, 1947.

MARCEL BERTRAND,
Secretary-Treasurer of the Catholic School
20963-52-4 Commission of Verdun.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que l'honorable sénateur Élie Beauregard, Roméo Boucher, médecin, d'Outremont, et J. A. Leclerc, de Montréal, dans le district de Montréal, s'adresseront à la prochaine session de la Législature de Québec, pour obtenir une loi spéciale les constituant, avec d'autres personnes, sous le nom de "Centre Médical de Montréal", en une corporation ayant les pouvoirs des corporations ordinaires et le droit d'exercer la médecine par l'entremise de médecins habiles à pratiquer leur profession, mais sans faire d'hospitalisation.

Montréal, le 18 décembre 1947.

Les Procureurs des requérants,
L. EMERY BEAULIEU et
20961-52-4-o FRANCIS FAUTEUX.

NOTICE

Public notice is hereby given that Honourable Senator Elie Beauregard, Dr. Roméo Boucher, of Outremont, and J. A. Leclerc, of Montreal, in the district of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, to obtain the passing of a law to form, with other persons under the name of "Centre Médical de Montréal", an incorporated body having the powers of ordinary corporations and the right to practise medicine through physicians authorized to exercise their profession, but without any hospitalisation.

Montreal, December 18th., 1947.

L. EMERY BEAULIEU and
FRANCIS FAUTEUX,
20961-52-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné par la Ville de Plage Laval qu'elle s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour la passation d'une loi sur les matières suivantes :

1. Pour l'établissement d'un restaurant.
2. Pour la ratification d'un règlement de construction.

3. Pour l'agrandissement d'une plage dans les limites Est de la ville.

4. Pour être autorisée à emprunter une somme de \$100,000. pour recouvrir les rues d'asphalte.

5. Pour l'annexion d'une partie de la Paroisse Ste. Rose Ouest, à certaines conditions.

Montréal, 18 décembre 1947.

Le Procureur de la ville de Plage Laval,
20962-52-4-o FRS. FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of Plage Laval will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act on the following matters:

1. To establish a restaurant.
2. To ratify a Building By-Law.

3. To extend the beach at the Eastern limits of the Town.

4. To be authorized to borrow a sum of \$100,000.00 for the asphaltting of the street.

5. For the annexion of part of the parish of Ste. Rose West, on certain conditions.

Montreal, December 18th., 1947.

FRS. FAUTEUX,
20962-52-4-o Attorney for Town of Plage Laval

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la corporation du village de Cadillac, dans le comté d'Abitibi-est, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi incorporant en une municipalité de ville, le territoire actuel du village de Cadillac, sous le nom de "Ville de Cadillac", et et pour la soustraire à l'application de l'article 226 de la loi des mines de Québec, chapitre 196, S.R.Q. 1941.

Cadillac, ce 18 décembre 1947.

Le Procureur,
20971-52-4-o JACQUES MIQUELON.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the corporation of the village of Cadillac, in the county of Abitibi-East, will apply to the Quebec legislature, at its next session, for the passing of an act incorporating into a town municipality the actual territory of the village of Cadillac, under the name of "Town of Cadillac", and not to be subject to the application of section 226 of the Quebec Mining Act, chapter 196, S.R.Q. 1941.

Cadillac, this 18th day of December 1947.

JACQUES MIQUELON,
20971-52-4-o Attorney.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de la dite Cité aux fins suivantes:

Déclarer que l'année financière de la Cité à venir au premier décembre 1947 a toujours commencé le premier décembre de chaque année pour se terminer le 30 novembre de l'année suivante; et que celle commençant le premier décembre 1947 se terminera le 31 décembre 1948, pour ensuite suivre la loi générale;

Autoriser la Cité à prélever par règlement une taxe ou licence annuelle sur chaque pompe à gazoline, sur chaque table de pool ou billard, chaque chaise de salon de coiffure et de barbier, sur chaque véhicule automobile de promenade servant à des fins de location;

Réglementer la garde et le muselage des chiens; définir ce qu'est un chien errant; établir un mode de destruction pour les chiens errants et ceux sans licence; et prohiber la garde de certaines espèces de chiens;

Amender l'article 69 de la Loi des Cités et Villes de manière à ce que l'ingénieur de la Cité, le secrétaire-trésorier et le chef de police ne soient démis de leurs fonctions que par le vote affirmatif des deux tiers des membres du Conseil;

Autoriser le chef de police à suspendre certaines catégories de permis annuels pour cause de désordre; et dans tel cas faire rapport au Conseil pour décision finale;

Imposer sommairement une amende pour infraction aux règlements de circulation et valider les procédures faites dans le passé;

Municipaliser l'enlèvement des vidanges et imposer à cette fin une charge fixe annuelle sur les propriétaires et les locataires;

Autoriser la Cité à imposer une taxe annuelle fixe, pour l'enlèvement de la neige, aux propriétaires riverains, à tant du pied de front;

Autoriser la Cité à modifier, à amender ou à abroger les règlements de construction et de zonage sans les formalités du paragraphe 1 de l'article 426 de la Loi des Cités et Villes;

Faire des règlements pour prohiber la dance dans les cafés, restaurants et auberges en certains cas;

Empêcher toute personne résidant en dehors de la Municipalité et n'ayant pas d'établissement de commerce de détail, de faire son commerce ou des affaires sans avoir payé pour un permis, en plus des autres permis exigés des personnes résidentes;

Pour emprunter une somme n'excédant pas cinquante mille piastres (\$50,000.) pour construire une gare centrale d'autobus ou encore affecter cette somme pour l'achat d'un terrain et la construction d'une telle gare.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 6 décembre 1947.

Le Procureur de la requérante,
20974-52-4-0 LUCIEN DROLET, C.R.

AVIS

Avis est par les présentes donné que La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir le pouvoir de former une société de secours mutuels pour ses membres.

Québec, ce 19ième jour de décembre 1947.

Le Procureur de la pétitionnaire,
20973-52-4-0 VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Thetford Mines will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said City for the following purposes:

To declare that the fiscal year for the city which until the first of December, 1947, always began the first of December of each year and ended the 30th of November of the following year; will begin on the first of December, 1947, and will end the 31st of December, 1948, so as to follow the general custom;

To authorize the City to levy, by by-law, an annual tax or license on each gasoline pump, on each pool or billiard table, on each chair in a barber-shop or hair-dressing parlour, on each motor vehicle (passenger car) used for rental purposes;

To regulate the keeping and muzzling of dogs; define the meaning of a stray dog; establish a method of destroying stray dogs or those without a license; and prohibit the keeping of certain species of dogs;

To amend section 69 of the Cities and Towns Act so that the City Engineer, the Secretary-Treasurer and the Chief of Police shall not be dismissed from office without the affirmative vote of two thirds (2/3) of the members of the Council;

To authorize the Chief of Police to suspend certain classes of annual permits due to disorder; and in such cases make a report to the Council for final decision;

To levy summarily a fine for violations of traffic regulations and validate procedures made in the past;

To municipalize the removal of garbage and impose an annual fixed charge on proprietors and tenants;

To authorize the City to levy an annual fixed tax for snow removal on owners of river-side property, at so much per foot of frontage;

To authorize the City to modify, amend or repeal the building and zoning by-laws without the formalities of paragraph 1 of section 426 of the Cities and Towns Act;

To make by-laws to prohibit dancing in cafés, restaurants and inns in certain cases;

To prevent anyone residing outside the Municipality and having no retail business establishment, from carrying on his business or transacting business without having paid for a license, over and above the licenses exacted from residents;

To borrow an amount not exceeding fifty thousand dollars (\$50,000) to build a central autobus station or again use this said amount to purchase the land and build the said station.

And for other purposes.

Thetford Mines, December 6, 1947.

LUCIEN DROLET,
20974-52-4 Attorney for Petitioner.

NOTICE

Notice is hereby given that "La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec" will apply to the Quebec Legislature, at its next session, with a view of obtaining permission to form a Mutual Benefit Society for its members.

Quebec, this nineteenth day of December 1947.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
20973-52-4-0 Attorney for the petitioner.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2080

Québec, le 18 décembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT certaines ordonnances de la Commission du salaire minimum.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1. QUE soit approuvée l'ordonnance de renouvellement, adoptée par la Commission du salaire minimum le 20 novembre 1947, à l'effet de maintenir en vigueur, jusqu'au 1er mai 1948, les ordonnances numéro 2 révisé, 3 révisée, 5 révisée, 8 révisée, 11, 1944, 14, 19, 23, 1943, 26A, 29, 37, et 39, 1942, de ladite Commission.

2. QUE l'ordonnance générale numéro 4, de la Commission du salaire minimum soit prolongée pour une période de soixante (60) jours, à compter du 31 décembre 1947.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

Texte de l'ordonnance de renouvellement modifié par ledit arrêté en conseil.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Ordonnance de renouvellement

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q. 1941, c. 164),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance de renouvellement, ainsi qu'il suit, savoir:

1. Ordonnance maintenues en vigueur: Les ordonnances ci-après mentionnées sont maintenues en vigueur jusqu'au 1er mai 1948, savoir:

a) L'ordonnance no 2, révisée, de la Commission du salaire minimum, concernant le paiement du surtemps, adoptée le 12 août 1946, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 15 août 1946 par arrêté portant le numéro 3215 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 31 août 1946;

b) L'ordonnance no 3, révisée, de la Commission du salaire minimum, édictant des congés annuels payés, adoptée le 12 août 1946, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 6 septembre 1946 par arrêté portant le numéro 3575, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 14 septembre 1946 et subséquemment modifiée et approuvée.

c) L'ordonnance no 5, révisée, de l'office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie du textile de la soie, adoptée le 30 juin 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 août 1938 par arrêté portant le numéro 1398 et publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 août 1938 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

d) L'ordonnance no 8, révisée, de la Commission du salaire minimum, régissant l'industrie textile du coton, adoptée par la Commission le 12 décembre 1940, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 20 décembre 1940 par arrêté portant le numéro 4402, publiée dans la *Gazette*

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2080

Quebec, December 18, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING ordinances of the Minimum Wage Commission.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

1. THAT the ordinance of renewal, adopted by the Minimum Wage Commission on November 20, 1947, to maintain in force until May 1, 1948, ordinances 2 revised, 3 revised, 5 revised, 8 revised 11, 1944, 14, 19, 23, 1943, 26A, 29, 37 and 39, 1942, of the said Commission, be approved.

2. That the general ordinance number 4 of the Minimum Wage Commission be extended for a period of sixty (60) days, from December 31, 1947,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Text of the ordinance of renewal as amended by the said Order in Council.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordinance of renewal

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164),

Orders and decrees by the present Ordinance of renewal, the following, to wit:

1. Ordinance maintained in force: The following ordinances are maintained in force until May 1st, 1948, to wit:

a) Ordinance No. 2, revised, of the Minimum Wage Commission, regarding the payment of overtime, adopted on August 12, 1946, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 15, 1946, by Order-in-Council No. 3215 and published in the *Quebec Official Gazette* on August 31, 1946;

b) Ordinance No. 3, revised, of the Minimum Wage Commission, enacting annual vacation with pay, adopted on August 12, 1946, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 6, 1946, by Order-in-Council No. 3575, published in the *Quebec Official Gazette* on September 14, 1946, and subsequently amended, and approved.

c) Ordinance No. 5, revised, of the Fair Wage Board, now an ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Silk Textile Industry, adopted on June 30, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 9, 1938, by Order in Council No. 1398 and published in the *Quebec Official Gazette* on August 13, 1938, and subsequently amended, renewed and approved.

d) Ordinance No. 8, revised, of the Minimum Wage Commission, governing Cotton Textile Industry, adopted by the Commission on December 12, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 20, 1940, by Order in Council No. 4402, published in the *Quebec*

officielle de Québec le 28 décembre 1940 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

e) L'ordonnance no 11, 1944, de la Commission du salaire minimum, régissant les institutions d'assistance, hôpitaux et hospices, adoptée par la Commission le 4 juillet 1944, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 1er août 1944 par arrêté portant le numéro 3029, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 5 août 1944 et subséquemment renouvelée et approuvée.

f) L'ordonnance no 14, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les exploitations foncières, adoptée le 12 août 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 10 septembre 1938 par arrêté portant le numéro 1843, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 17 septembre 1938 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

g) L'ordonnance no 19, de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les établissements de fabrication de bas façonnés, adoptée le 14 octobre 1938, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 novembre 1938, par arrêté portant le numéro 2365, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 26 novembre 1938, et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

h) L'ordonnance no 23, 1943, de la Commission du salaire minimum, régissant les tavernes dans le district de Montréal adoptée le 31 août 1943, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 21 octobre 1943 par arrêté portant le numéro 3015, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 23 octobre 1943 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

i) L'ordonnance no 26-A, de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et les automobiles de louage dans le district de Montréal, adoptée le 5 mars 1941, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 15 mars 1941 par arrêté portant le numéro 636, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 22 mars 1941 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

j) L'ordonnance no 29 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les taxis-autos et automobiles de louage dans les cités de Québec et de Lévis, adoptée le 25 août 1939, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 9 septembre 1939 par arrêté portant le numéro 1991, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 16 septembre 1939 et subséquemment renouvelée et approuvée.

k) L'ordonnance no 37 de l'Office des salaires raisonnables, devenue ordonnance de la Commission du salaire minimum, régissant les verreries à bouteilles, adoptée le 21 juin 1940, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 5 juillet 1940 par arrêté portant le numéro 2591, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 13 juillet 1940 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

l) L'ordonnance no 39, 1942, de la Commission du salaire minimum, régissant les exploitations forestières, adoptée le 9 décembre 1942, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil le 17 décembre 1942 par arrêté portant le numéro 3494 publiée dans la *Gazette officielle de Québec* le 9 janvier 1943 et subséquemment modifiée, renouvelée et approuvée.

2. *Entrée en vigueur*: Le présente ordonnance de renouvellement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Official Gazette on December 1940, and subsequently amended, renewed and approved.

e) Ordinance No. 11, 1944, of the Minimum Wage Commission, governing Charitable Institutions, Hospitals and Homes, adopted by the Commission on July 4, 1944, approved by the Lieutenant-Governor in Council on August 1st, 1944, by Order in Council No. 3029, published in the *Quebec Official Gazette* on August 5, 1944, and subsequently renewed and approved.

f) Ordinance No. 14 of the Fair Wage Board, now an ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Real Estate Undertakings, adopted on August 12, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 10, 1938, by Order in Council No. 1843, published in the *Quebec Official Gazette* on September 17, 1938, and subsequently amended, renewed and approved.

g) Ordinance No. 19 of the Fair Wage Board, now an ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Establishments Engaged in the Manufacture of Full Fashioned Hosiery, adopted on October 14, 1938, approved by the Lieutenant-Governor in Council on November 17, 1938, by Order in Council No. 2365, published in the *Quebec Official Gazette* on November 26, 1938 and subsequently amended, renewed and approved.

h) Ordinance No. 23, 1943, of the Minimum Wage Commission, governing Taverns in the district of Montreal, adopted on August 31st, 1943, approved by the Lieutenant-Governor in Council on October 21st, 1943, by Order in Council No. 3015, published in the *Quebec Official Gazette* on October 23, 1943, and subsequently amended, renewed and approved.

i) Ordinance No. 26-A of the Minimum Wage Commission, governing Taxi-Cabs and Automobiles for Hire in the district of Montreal, adopted on March 5, 1941, approved by the Lieutenant-Governor in Council on March 15, 1941, by Order in Council No. 636, published in the *Quebec Official Gazette* on March 22, 1941, and subsequently amended, renewed and approved.

j) Ordinance No. 29 of the Fair Wage Board, now an ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Taxi-Cabs and Automobiles for Hire in the cities of Quebec and Lévis, adopted on August 25, 1939, approved by the Lieutenant-Governor in Council on September 9, 1939, by Order in Council No. 1991, published in the *Quebec Official Gazette* on September 16, 1939, and subsequently renewed and approved.

k) Ordinance No. 37 of the Fair Wage Board, now an ordinance of the Minimum Wage Commission, governing Establishments manufacturing Glass Containers, adopted on June 21st, 1940, approved by the Lieutenant-Governor in Council on July 5, 1940, by Order in Council No. 2591, published in the *Quebec Official Gazette* on July 13, 1940, and subsequently amended, renewed and approved.

l) Ordinance No. 39, 1942, of the Minimum Wage Commission, governing Forest Operations, adopted on December 9, 1942, approved by the Lieutenant-Governor in Council on December 17, 1942, by Order in Council No. 3494, published in the *Quebec Official Gazette* on January 9, 1943, and subsequently amended, renewed and approved.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of renewal shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce vingtième jour du mois de novembre mil neuf cent quarante-sept.

Le Président, (Signé) F. X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-Président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, THOS. AUBRY
EUGÈNE DUSSAULT
H. C. LEBRUN.

(Sceau)

Copie conforme

20960-o

Le Secrétaire général,
J. E. SIMARD.

Signed and dated in the city of Quebec, this twentieth day of the month of November in the year one thousand nine hundred and forty-seven.

(Signed) F. X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President.
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN, Members.

(Seal)

True Copy.

20960-o

J. E. SIMARD,
General Secretary.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2083

Québec, le 18 décembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

" Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la Robe dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Commission conjointe de l'Industrie de la Robe dans la province de Québec a présenté au ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 novembre 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3519 soit modifié de la façon suivante:

1° L'article VIII est remplacé par le suivant:
"VIII. Salaires minima pour le travail à la semaine ou à la pièce: Les taux minima suivants pour la semaine de quarante-quatre (44) heures s'appliquent aux salariés énumérés ci-après:

Métiers	L'heure	par semaine
Opérateur.....	\$0.455	\$20.02
Faiseur d'échantillon.....	0.455	20.02
Drapeuse.....	0.42	18.48
Finisseuse.....	0.40	17.60
Examinatrice.....	0.38	16.72
Plieur.....	0.35	15.40
Ouvrier général.....	0.35	15.40
Presseur.....	0.80	35.20
Presseuse.....	0.48	21.12
Assistant-presseur.....	0.40	17.60
Coupeur compétent, classe I..	0.91	40.04
Coupeur semi-compétent, classe II.....	0.70	30.80
Etaleur.....	0.50	22.00

Aucun taux à la pièce ne peut être fixé de façon à rapporter moins que les minima ci-haut."

2° L'article IX est remplacé par le suivant:
"IX. Défense de réduire les salaires et les taux: Les employeurs qui paient un taux de salaire à l'heure, à la semaine ou à la pièce plus élevé que ceux fixés par le présent décret ne peuvent les réduire et doivent les maintenir à leur niveau actuel."

3° L'article X est remplacé par le suivant:

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2083

Quebec, December 18, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the dress industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Joint Commission for the Dress Industry of the Province of Quebec has submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3519 of September 24, 1940, and amendments, relating to the dress industry in the Province of Québec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of November 8, 1947;

WHEREAS no objection has been made against its approval;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3519, be amended as follows:

1. Section VIII is replaced by the following:
"VIII. Minimum Scale of Wages for Week or Piece Work. The following minimum scale of wages per week of forty-four (44) hours shall apply to the employees hereinafter enumerated:

Trades	per hour	per week
Operator.....	\$0.455	\$20.02
Sample Maker.....	0.455	20.02
Draper.....	0.42	18.48
Finisher.....	0.40	17.60
Examiner.....	0.38	16.72
Folder.....	0.35	15.40
General Hand.....	0.35	15.40
Presser-Male.....	0.80	35.20
Presser-Female.....	0.48	21.12
Asst. Presser.....	0.40	17.60
Cutter, Grade I (Skilled)....	0.91	40.04
Cutter, Grade II (Smi-skilled).....	0.70	30.80
Spreader.....	0.50	22.00

No piece work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimums as above mentioned."

2. Section IX is replaced by the following:
"IX. Prohibition to Reduce Wages and Rates: Employers paying a higher scale of wages per hour or week or higher rates for piece work than those fixed by the present decree are prohibited from reducing them and must maintain the said higher rates of payment."

3. Section X is replaced by the following:

"X. *Apprentis*: Les employeurs ayant sept coupeurs compétents et semi-compétents ou plus ont le droit d'employer un apprenti. Les ateliers employant moins de sept coupeurs compétents et semi-compétents n'ont pas le droit d'employer d'apprenti.

Un apprenti-coupeur est celui qui apprend le métier et les apprentis-coupeurs qui travaillent pour la première fois dans l'industrie après la mise en vigueur du présent décret, doivent travailler selon l'échelle de salaires suivante:

<i>Apprentis-coupeurs:</i>	<i>Par</i>	
	<i>L'heure</i>	<i>semaine</i>
Durant le 1er semestre	\$0.30	\$13.20
Durant le 2e semestre	0.36	15.84
Durant le 3e semestre	0.43	18.92
Durant le 4e semestre	0.50	22.00
Durant le 5e semestre	0.57	25.08
Durant le 6e semestre	0.63	27.72

Subséquentement, le salaire est le même que celui des coupeurs semi-compétents.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas excéder quinze pour cent (15%) du nombre des salariés d'un tel atelier. Un apprenti-opérateur, finisseur, presseur, examinateur, ouvrier général est un commençant et doit être payé d'après l'échelle suivante:

<i>Apprentis</i>	<i>Par</i>	
	<i>L'heure</i>	<i>semaine</i>
Durant le 1er semestre	\$0.295	\$12.98
Durant le 2e semestre	0.325	14.30
Durant le 3e semestre	0.35	15.40
Durant le 4e semestre	0.40	17.60

Subséquentement leur rémunération est basée sur le taux établi pour leur métier.

Nonobstant les dispositions précédentes, les taux du quatrième semestre ne s'appliquent pas aux examinatrices, aux plieurs et aux ouvriers généraux qui doivent recevoir le minimum de leur métier après le troisième semestre d'apprentissage et subséquentement."

4° Le nouvel article X-A suivant est ajouté:

"X-A. *Vacances annuelles payées*: Une semaine de vacances payées doit être accordée par l'employeur à ses salariés entre le 15 juin et le 15 août de chaque année, pourvu que les dits salariés aient été à l'emploi de l'employeur à compter de la première semaine de janvier de l'année courante jusqu'à la date des vacances inclusive et pourvu aussi, que tels salariés aient travaillé dans l'industrie pendant une période d'une année avant la date des vacances, le tout sujet aux règlements et conditions suivantes.

i. La rémunération de vacances des salariés travaillant à la pièce est de un quarante-huitième (1/48) de leur salaire brut gagné entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année précédente. Lorsqu'un salarié travaillant à la pièce n'a pas été à l'emploi de son employeur actuel du 1er janvier au 31 décembre de l'année précédente, sa rémunération de vacances doit être déterminée en calculant le montant total du salaire de tel salarié à compter du 1er janvier jusqu'à la date des vacances de l'année courante et en y divisant ce montant par le nombre de semaines de travail pendant cette période.

ii. La rémunération de vacances des salariés travaillant à la semaine est équivalente au salaire d'une semaine régulière de travail de quarante-quatre (44) heures.

iii. Les salariés temporaires ou surnuméraires, c'est-à-dire les salariés qui travaillent régulière-

"X. *Apprentices*: Any shop employing seven or more skilled and semiskilled cutters shall be entitled to employ only one apprentice. Shops employing less than seven skilled and semi-skilled cutters are not entitled to employ any apprentice.

An apprentice-cutter is one learning the trade and apprentice-cutters employed for the first time in the industry after the coming into force of the present decree shall work under the following schedule:

<i>Apprentice Cutters</i>	<i>per hour per week</i>	
	<i>per hour</i>	<i>per week</i>
During the 1st six months . . .	\$0.30	\$13.20
During the 2nd six months . . .	0.36	15.84
During the 3rd six months . . .	0.43	18.92
During the 4th six months . . .	0.50	22.00
During the 5th six months . . .	0.57	25.08
During the 6th six months . . .	0.63	27.72

and thereafter in accordance with the rate for semi-skilled cutters."

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed fifteen per cent (15%) of the employees of such shop. An apprentice-operator, finisher, presser, examiner, general hand is a beginner and shall work under the following schedule:

<i>Apprentices</i>	<i>per hour per week</i>	
	<i>per hour</i>	<i>per week</i>
During the 1st six months . . .	\$0.295	\$12.98
During the 2nd six months . . .	0.325	14.30
During the 3rd six months . . .	0.35	15.40
During the 4th six months . . .	0.40	17.60

and thereafter in accordance with the rate in their respective crafts.

Provided that, notwithstanding the foregoing, the rates for the fourth period of six months shall not apply in the cases of examiners, folders and general hands who will receive the minimum in their respective crafts after the third period of six months of their apprenticeship and thereafter."

4. The following new Section X-A is added after Section X:

"X-A. *Annual Vacation With Pay*: A Week's vacation with pay shall be accorded by the employer to his employees between the 15th day of June and the 15th day of August in each year, provided that the employees individually have been in the employ of the employer from the first week in January of the current year up to and including the date of the vacation, and provided also that each such employee has been employed in the industry for a period of at least one year prior to the date of vacation, the whole subject to the following rules and conditions:

i. Vacation pay for employees engaged on a piece-work basis shall be one-forty-eighth (1/48) of their gross earnings from January 1st to December 31st of the preceding year. When an employee engaged on a piece work basis has not been employed by his present employer from January 1st to December 31st of the preceding year, the vacation pay shall be determined by computing the total amount of earnings of the said employee for the period extending from January 1st up to the date of the vacation in the current year, and by dividing such earnings by the number of weeks worked during the said period.

ii. Vacation pay for employees engaged on a week work basis shall be one week's regular wages per forty-four (44) hour week.

iii. Part time or temporary employees, that is, employees who work twenty-four (24) hours

ment vingt-quatre (24) heures ou moins par semaine n'ont pas droit aux vacances payées.

iv. Tout salarié qui s'absente volontairement du travail pendant une période de sept (7) à neuf (9) semaines complètes pendant une année n'a droit qu'aux trois-quarts ($\frac{3}{4}$) de la semaine de vacances payées.

v. Tout salarié qui s'absente volontairement du travail pendant une période d'au moins 10 et de pas plus de 11 semaines complètes pendant une année n'a droit qu'à la moitié de la semaine de vacances payées.

vi. Tout salarié qui s'absente volontairement du travail pendant une période de douze (12) semaines complètes ou plus pendant une année n'a pas droit aux vacances payées.

Cependant toute période d'hospitalisation ou toute cessation de travail décidée par l'employeur et subie par les salariés visés aux alinéas iv, v et vi ci-haut n'affecte pas le droit aux vacances payées de ces salariés.

5° L'article XVI-A est modifié en radiant les mots "qui travaille dans leurs établissements respectifs" apparaissant aux cinquième et sixième lignes.

6° Le deuxième alinéa de l'article XXII est radié.

(Document "A" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20968-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 2026

Québec, le 10 décembre 1947.

Présent: le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "B"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux établissements commerciaux dans la cité de Saint-Hyacinthe.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 4688 du 17 novembre 1945, relatif aux établissements commerciaux dans la cité de Saint-Hyacinthe, le village de Saint-Joseph, le village de La Providence et la paroisse de Notre-Dame de Saint-Hyacinthe, soit prolongé de deux mois à compter du 10 janvier 1948.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

20959-o

Greffier du Conseil Exécutif.

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour supérieure, No 53,346. Dame Lumina Bussièrès, épouse de J. Ernest Petitclerc, conducteur de tramways, de la cité de Québec, a formé contre son mari une demande en séparation de biens.

Québec, le 25 novembre 1947.

Le Procureur de la demanderesse,

RENÉ NADEAU.

20967-o

or less per week as a regular arrangement, shall not be entitled to any vacation with pay.

iv. Any employee who has voluntarily abstained from work for a period of not less than seven (7) nor more than nine (9) full weeks during any one year, shall receive three-quarters ($\frac{3}{4}$) of one week's vacation with pay.

v. Any employee who has voluntarily abstained from work for a period of not less than ten (10) nor more than eleven (11) full weeks during any one year shall receive one-half ($\frac{1}{2}$) week's vacation with pay.

vi. Any employee who has voluntarily abstained from work for a period of twelve (12) or more full weeks during any year shall be disqualified from receiving vacation with pay.

Provided that, with respect to conditions iv, v and vi herein, employees who are absent from work because of hospitalization, or because of lay-off by the employer, shall not be disqualified with respect to the period of such hospitalization, or lay-off.

5. Section XVI-A is amended by omitting therefrom the words "working in their respective establishments" in the fifth and sixth line thereof.

6. The second paragraph of section XXII is deleted.

(Document "A" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20968-o

Clerk of the Executive Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 2026

Quebec, December 10, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "B"

CONCERNING the extension of the decree relating to the commercial establishments of the city of St. Hyacinthe.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

That the decree number 4688 of November 17, 1945, relating to the commercial establishments of the city of St. Hyacinthe, the village of Saint-Joseph, the village of La Providence and the parish of Notre-Dame de St. Hyacinthe, be extended for two months from January 10, 1948.

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

20959-o

Clerk of the Executive Council.

Action for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, No. 53,346. Dame Lumina Bussièrès, wife of J. Ernest Petitclerc, streetcar conductor, of the city of Quebec, has taken action against her husband for separation as to property.

Quebec, November 25, 1947.

RENÉ NADEAU,

Attorney for the plaintiff.

20967

Avis divers

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 4 décembre 1947, approuvé la refonte des règlements de l'Association Canadienne-Française pour l'avancement des Sciences Inc., telle qu'adoptée à une assemblée générale tenue le 13 octobre 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 5 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20953-o JEAN BRUCHÉSI.

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANCAISE
POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES INC.

Extrait des nouveaux règlements de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à l'assemblée générale des membres tenue le 13 octobre 1947, et approuvés par le Secrétaire de la Province le 4 décembre 1947, concernant la réduction du nombre de ses directeurs de quinze à quatorze:

"ARTICLE 7, Administration: a) L'administration de l'A.C.F.A.S. est dévolue à un Conseil composé comme suit:

1. un président;
2. un premier vice-président;
3. un second vice-président;
4. un président sortant;
5. un trésorier;
6. un membre fondateur (M. Victor Doré);
7. huit (8) conseillers."

Le Secrétaire général,
20954-o LIONEL LEMAY.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire Desjardins du Couvent de Limoilou", en date du 14 novembre 1947, dont le siège social est situé au Couvent de Limoilou, comté de Québec-Est, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 25 novembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20955-o JEAN BRUCHÉSI.

PAROISSE DE SAINT-HONORÉ
COMTÉ DE CHICOUTIMI

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 38, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-39 et 82.

Dénomination de \$500.00: D-17, 29, 161, 169, 174, 199.

Lesdites obligations seront remboursables le 1er février 1948, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
20969-o FRANCIS DUFOUR.

Miscellaneous Notices

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary, on December 4, 1947, approved the revision of the By-laws of "Association Canadienne-Française pour l'Avancement des Sciences Inc." as adopted at a general meeting held on October 13, 1947, and such, in conformity with section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276) as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, December 5, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20953 Under Secretary of the Province.

ASSOCIATION CANADIENNE-FRANCAISE
POUR L'AVANCEMENT DES SCIENCES INC.

Excerpt from new by-laws of the above mentioned corporation, as adopted at the general meeting of the members held on the 13th of October, 1947, and approved by the Provincial Secretary on the 4th of December, 1947, concerning the decrease in the number of directors from fifteen to fourteen:

"SECTION 7, Management: a) The management of "L'ACFAS" is vested in a Council composed as follows:

1. A president;
2. A first Vice-president;
3. A second vice-president;
4. One retiring president;
5. One treasurer;
6. One member, founder (Mr. Victor Doré);
7. Eight (8) councillors."

LIONEL LEMAY,
20954 General Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire Desjardins du Couvent de Limoilou", under date the fourteenth day of November, 1947, whereof the head office is at the Couvent de Limoilou, county of Quebec East, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of November, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20955 Under Secretary of the Province.

PARISH OF SAINT-HONORÉ
COUNTY OF CHICOUTIMI

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 38, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-39 and 82.

Denomination of \$500.00: D-17, 29, 161, 169, 174, 199.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of February 1948, from which date they shall cease to bear interest.

FRANCIS DUFOUR,
20969-o Secretary-Treasurer.

PORETE CO. (CANADA) LTD.

Règlement spécial No 54

(pour amender le Règlement no 3 intitulé "Directeurs")

"Qu'il soit décrété comme règlement de cette compagnie:

"*Nombre.* Les affaires de la compagnie seront gérées par un bureau de quatre directeurs qui pourront exercer tous tels pouvoirs et faire toutes telles actions et choses qui peuvent être exercées et faites par la compagnie et qui ne sont pas, par les règlements de la compagnie ou par les statuts, spécialement ordonnées ou requises à être faites par la compagnie aux assemblées générales des actionnaires."

Certifiée vraie copie du Règlement spécial no 54, passé à une assemblée du bureau de direction tenue le 10e jour d'octobre 1947, et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

20956 La Secrétaire,
GABRIELLE MARTIN.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Les Instituteurs de la Banlieue de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 décembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

20983-o Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

PORETE CO. (CANADA) LTD.

Special By-Law No. 54

(to amend By-Law No. 3 entitled "Directors")

"Be it enacted as a By-Law of this Company:

"*Number.* The affairs of the Company shall be managed by a board of four directors who may exercise all such powers and do all such acts and things as may be exercised or done by the Company and are not by the by-laws of the Company or by statute expressly directed or required to be done by the Company at general meetings of the shareholders."

Certified True Copy of Special By-Law No. 54 passed at a Meeting of the Board of Directors held on the 10th day of October, 1947 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

20956-o GABRIELLE MARTIN,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Les Instituteurs de la Banlieue de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 9, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20983 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

Concernant les bills qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 24 décembre 1947 et présentés avant le 4 février 1948, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 24 janvier 1948 et reçues avant le 29 janvier 1948, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 18 février 1948.

20626-46-9-o Québec, le 13 novembre 1947.
Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 24th December, 1947, and introduced before the 4th February, 1948; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 24th January, 1948, and received before the 29th January, 1948, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 18th February, 1948.

20626-46-9-o Québec, November 13th, 1947.
ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Chartes — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Snowden Realty and Development

Charters — Surrender of

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Snowden Realty and Development

Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt juillet 1931.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4 décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Solmax Realities Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du dix janvier 1935.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-six novembre 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Denis Realities, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-et-un septembre 1934.

Avis est de plus donné qu'à compter du vingt-six novembre 1946, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "S. & M. Chenille Manufacturers Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du premier décembre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 4 décembre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au procureur général, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Wear-Rite Garment Co. Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-six février 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce vingt-deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

20952-o

Company Limited", incorporated by letters patent dated the twentieth day of July, 1931.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Solmax Realities Inc.", incorporated by letters patent dated the tenth day of January, 1935.

Notice is also given that from and after the twenty-sixth day of November, 1946, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Denis Realities, Inc.", incorporated by letters patent dated the twenty-first day of September, 1934.

Notice is also given that from and after the twenty-sixth day of November, 1946, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "S. & M. Chenille Manufacturer Inc.", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of January, 1946.

Notice is also given that from and after the first day of December, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of December, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, article 26, Chapter 276, Revised Statutes of Quebec, 1941, and subject to the liability enacted by article 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Wear-Rite Garment Co. Limited", incorporated by letters patent dated the twenty-sixth day of February, 1946.

Notice is also given that from and after the eighth day of October, 1947, the said Company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

20952-o

F. BLAIS INCORPORÉE

Avis est par les présentes donné que "F. Blais Incorporée" a l'intention de demander la permission d'abandonner sa charte en conformité avec la loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 19 décembre 1947.

F. BLAIS INCORPORÉE,
Les Procureurs de la compagnie,
20957-o ROUX & VERSCHULDEN.

F. BLAIS INCORPORÉE

Notice is hereby given that "F. Blais Incorporated" intends to apply for leave to surrender its charter in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montréal, December 19, 1947.

F. BLAIS INCORPORÉE,
ROUX & VERSCHULDEN,
Attorneys for the Company.

GALLAGHER'S RESTAURANTS INCORPORATED

En vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie "Gallagher's Restaurants Incorporated" donne avis, par les présentes qu'elle s'adressera au Procureur général et au Ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour faire accepter l'abandon de sa charte à compter d'une date qu'il leur plaira de fixer.

Montréal, le 6 décembre 1947.

Les Procureurs de la compagnie,
20958 JACOBS & JACOBS.

GALLAGHER'S RESTAURANTS INCORPORATED

Under the provisions of the Quebec Companies Act, "Gallagher's Restaurants Incorporated", hereby gives notice that it will make application to the Attorney General, and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for acceptance of the surrender of its charter, on and from a date to be fixed by them.

Montreal, December 6th 1947.

JACOBS & JACOBS,
Attorneys for Company.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Lady Fashion Inc.", ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, pour demander la permission d'abandonner ses lettres patentes à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 17e jour de décembre 1947.

Les Procureurs de la requérante,
20970 STEIN & STEIN.

NOTICE

Notice is hereby given that Lady Fashion Inc., having its head office in the City and District of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Letters Patent from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated, at Montreal, this 17th day of December, 1947.

STEIN & STEIN,
Attorneys for Petitioner.

"Adanac Holdings Limited" donne par les présentes avis qu'elle s'adressera au Procureur Général et au Ministre des Affaires Municipales, de l'industrie et du Commerce pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce seizième jour du mois de décembre mil neuf cent quarante-sept.
(Seal)

Le Secrétaire,
20989-o L. GODIN.

Notice is hereby given that "Adanac Holdings Limited" will make application to the Attorney General and the Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce for leave to surrender its Charter.

Dated at Montreal, this sixteenth day of December Nineteen Hundred and Forty-Seven.
(Seal)

L. GODIN,
Secretary.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Canada, Province de Québec, district de Québec

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné, que Dame Pauline Mercier-Marais et M. Alfred Marais, tous deux domiciliés dans la cité de Québec, Dame Arline Marais Vidricaire, domiciliée à Montréal, et Dame Marguerite Hamilton, domiciliée à Ottawa, tous enfants de feu Alfred Marais, de son vivant médecin pratiquant dans la cité de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, au cours de la prochaine session pour obtenir la permission de faire modifier la Loi 10, Georges VI, chapitre 107, afin de faire rectifier une faute de copiste dans ledit Statut.

Québec, le 22 décembre, 1947.

L'avocat des requérants,
20986-52-4-o PHILIPPE FERLAND.

Public notice is hereby given that Mrs. Pauline Mercier-Marais and Mr. Alfred Marais, both domiciled in the Quebec City, Mrs. Arline Marais Vidricaire, domiciled in Montréal and Mrs. Marguerite Marais Hamilton, domiciled in Ottawa, children of the late Alfred Marais, medical doctor, practicing in his lifetime in the City of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next Session, to obtain the permission to amend the Statute 10, George VI, chapter 107, to rectify a clerical error in the said Statute.

Quebec, December 22, 1947.

PHILIPPE FERLAND,
Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis vous est donné que Raymond Labrèche, avocat, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi l'admettant à l'exercice de la profession de notaire après examen, selon une résolution du Conseil de la Chambre des Notaires, le 19 novembre 1947.

Montréal, le 19 décembre 1947.

Le Requérant,
20972-52-4-o RAYMOND LABRÈCHE.

NOTICE

Notice is given that Raymond Labrèche, lawyer, from Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, during its next session, to obtain the passing of an act admitting him to practice the notarial profession, after examination, according to a resolution by the Council of the Board of Notaries, on the 19th of November 1947.

Montreal, 19th of December 1947.

RAYMOND LABRÈCHE,
20972-52-4-o Petitioner.

AVIS

Avis public est par les présentes donné que le "Club St-Denis", une corporation légalement constituée ayant son siège social en la cité de Montréal, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine Session pour obtenir une loi spéciale amendant sa charte, la Loi 44-45 Victoria, chapitre 57 telle qu'amendée par les Lois 14 George V, chapitre 114 et 22 George V, chapitre 137, aux fins de convertir le Club en une corporation sans capital-actions, de préciser certains de ses pouvoirs et de valider certaines délibérations et pour autres fins.

Montréal, 22 décembre 1947.

Les Procureurs du requérant,
20985-52-4-o BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU.

NOTICE

Public notice is hereby given that the "Club St-Denis", a corporation legally constituted, having its principal place of business in the City of Montreal, District of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, in order to obtain a special law amending its charter, the Act 44-45 Victoria, chapter 57, as amended by the Acts 14 George V, chapter 114 and 22 George V, chapter 137, for the purpose of converting the Club in a corporation without share capital, of clarifying certain of its powers and of validating certain resolutions and for other purposes.

Montreal, December 22nd, 1947.

BEAULIEU, GOUIN, BOURDON
& BEAULIEU,
20985-52-4-o Attorneys for Petitioner.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Henry Lawrence Melville, marchand en gros, Frederick Kenneth Bonnell, agent manufacturier, Alexander Lorne May, agent manufacturier, Edgar Charles Atkinson, surintendant, Russell Norman Ashley, rentier, Duncan Collins, dessinateur, Alexander Wilden, expéditeur, Cyril Smith, manufacturier, Floyd Donald Davies, comptable, Frederick William Topp comptable, tous de la ville de Chateauguay, dans le comté de Chateauguay, s'adresseront à la législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'adopter une loi pour ériger en corporation de ville sous le nom de "Ville de Chateauguay Heights" sous l'autorité de la loi des cités et villes (chapitre 233 S.R.Q. 1941) sauf que la ville sera administrée par un conseil composé d'un maire et de quatre échevins élus le premier juin, tous les deux ans, par la majorité des électeurs ayant voté, le territoire suivant faisant actuellement partie de la ville de Chateauguay, savoir:

"La partie des lots originaux 17, 20, 43, 44, 47 et 379 aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Chateauguay et leurs subdivisions comprises dans les limites suivantes et bornées comme suit: au nord par le lot original 16 et la ligne nord du lot 379; à l'ouest par la ligne est du lot 17-489 et son prolongement à travers la rue Robert, la ligne ouest du lot 17-16A, la rue de l'église, la ligne ouest des lots 44-23 44-13, 44-12, 47-5 et son prolongement à travers partie le lot 44 et le lot 47-4; au sud par la partie du lot 17 appartenant aux Pères Franciscains, partie du lot 44-23 et la ligne nord du lot 48-1 et du lot original 48; à l'est par la ligne séparant le comté de Chateauguay du comté de Laprairie.

Les Procureurs,
20984-52-4-o GUÉRIN, GODIN & PINARD.

NOTICE

Notice is hereby given that Henry Lawrence Melville, wholesaler, Frederick Kenneth Bonnell, manufacturer's agent, Alexander Lorne Hay, manufacturer's agent, Edgar Charles Atkinson, superintendent, Russell Norman Ashley, retired, Duncan Collins, draftsman, Alexander Wilden, shipping, Cyril Smith, manufacturer, Floyd Donald Davies, accountant, Frederick William Topp, accountant, all of the Town of Chateauguay, in the County of Chateauguay, will apply at the Legislature of Quebec, at its next session, to adopt a law incorporating as a town under the name of "Town of Chateauguay Heights" under the authority of the Cities and Towns' act (Chapter 233, S.R.Q. 1941) except that the town will be administrated by a council composed of a mayor and four aldermen elected every two years, the first day of June, by the majority of the municipal electors who have voted, the territory described below and actually a part of the Town of Chateauguay, it is to say:

"That part of the original lots 17, 20, 43, 44 47 and 379, of the cadastre of the Parish of St. Joachim de Chateauguay, and their subdivisions included in the following limits and bounded: to the north by original lot 16 and the north line of lot 379; to the west by the east line of lot 17-489 and its extension through Robert street, the west line of lot 17-16A, Church street, the West line of lots 44-23, 44-13 44-12, 47-5 and its extension through lot part of 44 and lot 47-4; to the south by part of lot 17, property of the Franciscans Fathers, part of lot 44-23 and the north line of lots 48-1 and 48; to the east by the line dividing the county of Chateauguay from the county of Laprairie.

GUÉRIN, GODIN & PINARD,
20984-52-4-o Attorneys.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Sillery s'adressera à la législature de la Province de Québec, réunie en parlement, à sa prochaine session, aux fins d'amender sa charte et d'obtenir des pouvoirs additionnels sur les points suivants:

Les dépôts bancaires, les vérificateurs, la procédure aux séances ordinaires et leur convocation, la circulation et le stationnement, la fermeture à bonne heure des établissements commerciaux et autres, le rôle d'évaluation, l'évaluation de propriétés postérieurement à l'homologation du rôle par suite d'augmentation de valeur par améliorations ou additions, la correction d'erreurs dans le rôle d'évaluation, l'imposition de toute taxe par règlement, la construction et le zonage et l'adoption d'un règlement général à cet effet sans obligation de la soumettre au vote des propriétaires intéressés, la légalisation des règlements non promulgués, l'homologation de rues d'une largeur moindre que 65 pieds et la concession d'une franchise pour le transport en commun par autobus.

Québec, ce 22 décembre 1947.

Le Procureur de la Cité de Sillery,
20987-52-4-0 PHILIPPE LANCTOT.

NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sillery will apply to the Legislature of the Province of Quebec, sitting in Parliament, at its next session, for the purpose of amending its charter and obtaining additional powers on the following matters:

The bank deposits, auditors, the procedure for ordinary meetings and their convening; traffic and parking; early closing for commercial and other establishments; the valuation roll; valuation of properties after homologation of the roll due to increase in value through improvements or additions; correction of errors in the valuation roll; levying of any tax by by-law; building and zoning and the adoption of a general by-law to this effect without being obliged to submit it to the vote of the interested proprietors; legalizing of unpublished by-laws; homologation of streets less than 65 feet in width and the concession of a franchise for common transportation by autobus.

Québec, December 22, 1947.

PHILIPPE LANCTOT,
20987-52-4 Attorney for the City of Sillery.

Département de l'Instruction publique

N° 993-46.

Québec, le 6 décembre, 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Harvey, dans le comté de Chicoutimi, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte sous le nom de "Village de Saint-Fulgence", même comté, les lots suivants, savoir:

Dans le canton Harvey, toute cette partie du rang I, comprenant les lots "A" et "B" et leurs subdivisions; les lots 1 à 6 et leurs subdivisions; le la partie ouest du lot N° 7, d'une largeur de 1 arpent et 1/2; toute cette partie du rang II, comprenant le lot "A" et les lots 1 à 5 inclusivement avec leurs subdivisions.

Dans le canton Tremblay, toute cette partie du rang V, comprenant le lot "A", et les lots 1 à 4-A inclusivement et leurs subdivisions et enfin le lot 3-41; toute cette partie du rang VI, comprenant le lot "A" et les lots 1 à 4-A inclusivement.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20900-51-2-0 J.-P. LABARRE.

N° 1196-47

Québec, le 17 décembre, 1947

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de l'Ancienne Lorette paroisse, comté de Québec, le territoire ci-dessous décrit et de l'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Sainte-Monique des Saules, même comté, savoir:

Toute cette partie de territoire limitée comme suit, savoir:

Prenant comme point de départ l'intersection des lignes séparatives des paroisses Ancienne-Lorette, Ste-Foye et St-Sauveur, au coin sud-est du lot N° 1, paroisse Ancienne-Lorette.

De là dans une direction générale ouest, en suivant la ligne séparative des paroisses Ste-Foye et des lots Nos 1, 5, 6-A, 10, 19, 20, 21, 962, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 30-A, 31, 32, 33, 34,

Department of Education

No. 993-46.

Québec, December 6, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Harvey, in the county of Chicoutimi, the territory hereinunder described and to erect the same into a separate school municipality under the name of "Village de Saint-Fulgence", said county, the following lots, to wit:

In the township of Harvey, all that part of range I, comprising lots "A" and "B" and the subdivisions thereof; lots 1 to 6 and subdivisions thereof and the west part of lot No. 7, of 1 and 1/2 arpent in width; all that part of range II, comprising lot "A" and lots 1 to 5 inclusively with their subdivisions.

In the township of Tremblay, all that part of range V, comprising lot "A" and lots 1 to 4-A inclusively and their subdivisions and finally lot 3-41; all that part of range VI, comprising lot "A" and lots 1 to 4-A inclusively.

J.-P. LABARRE,
20900-51-2 Superintendent of Education.

No. 1196-47

Québec, December 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Ancienne Lorette Parish, county of Quebec, the territory hereinafter described and to erect it into a separate school municipality under the name of "Sainte-Monique des Saules", same county, to wit:

All that part of the territory bounded as follows to wit:

Taking as its starting point the intersection of the division lines of the parishes of Ancienne-Lorette Ste-Foye and St-Sauveur, at the southeast corner of lot No. 2, parish of Ancienne-Lorette.

Thence, in a general westerly direction, following the division line of the parish of Ste-Foye and of lots Nos.: 1, 5, 6-A, 10, 19, 20, 21, 962, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 30-A, 31, 32, 33, 34

et 35 de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, jusqu'au coin sud-ouest dudit lot N° 35;

De là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division des lots 116 et 35 de la paroisse de l'Ancienne-Lorette, jusqu'au coin nord-ouest dudit lot N° 35;

De là dans une direction nord-est, en suivant la ligne de division des lots 35, 34, 33, 32 et 31 d'avec les lots Nos 115, 114 et 113 de la même paroisse, jusqu'au coin sud-est dudit lot N° 113;

De là dans une direction nord-ouest, en suivant la ligne de division des lots Nos 106 et 108 d'avec le lot 113 de la même paroisse jusqu'au coin sud-ouest du lot 109 dans une direction sud-est; en suivant cette ligne de division des lots 109, 110 et 111 d'avec les lots 108, 107 et 104; de là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division des lots 111 et 103 de la même paroisse.

De là dans une direction nord-est en suivant la ligne de division des lots Nos 103, 98 et 97 d'avec les lots Nos 231, 232, 233, 234 et 235 jusqu'au coin sud-est dudit lot N° 235; de là dans une direction nord-ouest en suivant la ligne de division du lot N° 237 d'avec un chemin public et le lot N° 238 jusqu'au coin nord-ouest dudit lot N° 237; de là dans une direction générale nord-est, en suivant la ligne séparative de la paroisse St-Ambroise de la Jeune-Lorette d'avec les lots Nos 237, 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70, 54, 53 et 46 de la paroisse de l'Ancienne-Lorette jusqu'à son intersection avec la rivière Saint-Charles.

De là en suivant ladite rivière Saint-Charles, dans une direction générale sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne séparative entre les paroisses St-Ambroise de la Jeune-Lorette et St-Sauveur.

De là dans une direction générale ouest en suivant ladite rivière St-Charles, jusqu'à son intersection avec la ligne séparative des paroisses St-Sauveur et Ancienne-Lorette.

De là dans une direction sud-est, en suivant la ligne séparative des paroisses St-Sauveur et Ancienne-Lorette jusqu'au point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20910-51-2-o J.-P. LABARRE.

and 35 of the parish of Ancienne-Lorette, up to the south-west corner of said lot No. 35;

Thence, in a northwesterly direction following the division line of lots 116 and 35 of the parish of Ancienne-Lorette, as far as the northwest corner of said lot No. 35;

Thence, in a northeasterly direction, following the line separating lots 35, 34, 33, 32 and 31 from lots Nos. 115, 114 and 113 of the same parish, up to the southeast corner of said lot No. 113;

Thence, in a northwesterly direction, following the line separating lots Nos. 106 and 108 from lot 113 of the same parish up to the southwest corner of lot 109 in a southeasterly direction; following this said line separating lots 109, 110 and 111 from lots 108, 107 and 104; thence northwesterly following the division line of lots Nos. 111 and 103 of the same parish.

Thence, in a northeasterly direction following the line separating lots Nos 103, 98 and 97 from lots Nos. 231, 232, 233, 234 and 235 up to the southeast corner of said lot No. 235; thence in a northwesterly direction following the division line of lot No. 237 from the public road and lot No. 238 up to the northwest corner of said lot No. 237; thence, in a general northeasterly direction, following the line separating the parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette from lots Nos. 237, 236, 85, 82, 81, 77, 76, 71, 70, 54, 53 and 46 of the parish of Ancienne-Lorette to its intersection with the Saint Charles river.

Thence, following the said St-Charles river, in a general southeasterly direction up to its intersection with the division line between the parishes of St-Ambroise de la Jeune-Lorette and St-Sauveur.

Thence, in a general westerly direction following the said St. Charles river as far as its intersection with the division line of the parishes of St-Sauveur and Ancienne-Lorette.

Thence, in a southeasterly direction, following the direction line of the parishes of St-Sauveur and Ancienne-Lorette, to the starting point.

J. P. LABARRE,
20910-51-2 Superintendent of Education.

N° 1057-47.

Québec, le 17 décembre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Saint-Ephrem d'Upton, dans le comté de Bagot, les lots Nos 102, 103, 105 à 114 inclusivement du cadastre officiel de St-Ephrem d'Upton, et de les annexer à la municipalité du Village St-Ephrem d'Upton, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20929-51-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1057-47

Quebec, December 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-Ephrem d'Upton in the county of Bagot, lots Nos. 102, 103, 105 to 114 inclusively, of the official cadastre for St-Ephrem d'Upton, and to annex them to the municipality of the village of St-Ephrem d'Upton, same county.

J. P. LABARRE,
20929-51-2 Superintendent of Education.

N° 1286-47.

Québec, le 16 décembre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Saint-Jérôme, dans le comté du Lac Saint-Jean, les lots 4 et 5 du rang "A" du canton de Métabetchouan et de les annexer à la municipalité de la paroisse de Saint-Jérôme, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20930-51-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1286-47.

Quebec, Décembre 16, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the Village of Saint-Jérôme, in the county of Lake St. John, lots 4 and 5 of range "A" of the township of Métabetchouan and to annex them to the municipality of the parish of Saint-Jérôme, in the same county.

J. P. LABARRE,
20930-51-2 Surintendant of Education.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), que la constitution et les règlements du Comité paritaire de l'Industrie de la Boîte de Carton de la province de Québec, établi en exécution du décret numéro 1884 du 12 novembre 1947, et dont le siège social est situé dans la cité de Montréal, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 2081 du 18 décembre 1947 (section "A").

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 27 décembre 1947. 20976-o

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the constitution and the by-laws of the Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec, formed under decree number 1884 of November 12, 1947, and whose corporate seat is in the city of Montreal, have been approved by Order in Council number 2081 of December 18, 1947 (part "A").

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, December 27, 1947. 20976-o

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 522, du 5 février 1940, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1935 du 27 novembre 1947, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés.

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1948 au 1er janvier 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de la liste des salaires qu'ils paient à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré dans la zone I, soit \$0.75 de l'heure.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels, des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of Plumbers of the district of Three Rivers, formed under decree No. 522, of February 5, 1940, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1935, of November 27, 1947, part "B", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from January 1st 1948, to January 1st, 1949; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeymen of zone I, receiving the lowest pay, namely \$0.75 per hour.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that these reports be filed out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the expiration of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or

mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des plombiers de Trois-Rivières et district pour la période comprise entre le 1er janvier 1948 et le 1er janvier 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DES PLOMBIERS DE TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT Siège social: Trois-Rivières, P.Q.

Estimé des recettes et des déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1948 et le 1er janvier 1949.

Recettes:

Cotisation ($\frac{1}{2}$ de 1%);	
Employeurs professionnels.....	\$ 1,750.0
Artisans.....	80.00
Salariés.....	1,750.00
	<u>\$3,580.00</u>

Dépenses:

Salaire du secrétaire.....	\$ 120.
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité.....	1,200.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement.....	800.00
Loyer du bureau et téléphone.....	250.00
Frais légaux.....	150.00
Vérification des livres.....	60.00
Papeterie.....	60.00
Dépenses de voyage, ameublement et divers.....	940.0
	<u>\$3,580.00</u>

Le Sous-Ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 décembre 1947. 20978-o

AVIS DE PÈLEVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, que le Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, établi en exécution du décret numéro 305, du 23 février 1938, et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1935 du 27 novembre 1947, section "A", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend du 1er janvier 1948 au 1er janvier 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une

before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is requirable.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report covering its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of Plumbers of the District of Three Rivers for the period comprised between January 1, 1948, and January 1, 1949.

THE JOINT COMMITTEE OF THE PLUMBERS OF THE DISTRICT OF THREE RIVERS Corporate Seat: Three Rivers

Estimate of the receipts and disbursements for the period between January 1, 1948, and January 1, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):	
Professional employers.....	\$1,750.00
Artisans.....	80.00
Employees.....	1,750.00
	<u>\$3,580.00</u>

Expenses:

Salary of the secretary.....	\$ 120.00
Travelling and other expenses of the members of the committee.....	1,200.00
Inspector, salary and travelling expenses.....	250.00
Office rent and telephone.....	250.00
Legal charges.....	150.00
Audition of books.....	60.00
Stationery.....	60.00
Travelling expenses, furniture and miscellaneous.....	940.00
	<u>\$3,580.00</u>

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 27, 1947. 20978-o

NOTICE OF LEVY

The Honorable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, formed under decree No. 305, of February 23, 1938, and amendments, has been authorized by a by-law approved by Order in Council No. 1935 of November 27, 1947, part "A", in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, to levy assessments from the professional employers, the artisans and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of levy extends from January 1st, 1948, to January 1st, 1949; it shall be laid in the following manner:

a) The professional employers governed by the decree shall pay to the Parity Committee a

somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs salariés.

b) Les artisans assujettis au décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$29.00 par semaine.

c) Les salariés régis par le décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur salaire fixe et pourcentage.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu au cours de la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit voir à ce que ces rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire à tous les mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin de chaque semaine à même le salaire de chacun de ses salariés les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le pouvoir d'exiger l'assertation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible.

3. Rapport financier

Selon les termes de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux périodes fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre 1948.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district, pour la période comprise entre le 1er janvier 1948 et le 1er janvier 1949.

LE COMITÉ PARITAIRE DES BOULANGERS ET DISTRIBUTEURS DE PAIN DES TROIS-RIVIÈRES ET DISTRICT

État des recettes et dépenses probables pour la période comprise entre le 1er janvier 1948 et le 1er janvier 1949.

Recettes:

Cotisations ($\frac{1}{2}$ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 400.00
Artisans	20.00
Salariés	400.00
Divers: Honoraires d'examen, etc.	20.00
	\$ 840.00

Dépenses:

Salaires du secrétaire	\$ 60.00
Inspecteur, salaire et frais de déplacement	350.00
Frais de déplacement et autres dépenses des membres du Comité	180.00
Loyer du bureau et téléphone	120.00
Frais légaux	50.00
Vérification des livres	20.00

sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the regular wages and of the percentages paid to their employees.

b) The artisans subject to the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the wages fixed for the journeyman receiving the lowest pay, i.e. \$29.00 per week.

c) The employees governed by the decree shall pay to the Parity Committee a sum equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their regular wages and of their percentage.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee shall supply the professional employers with report forms indicating the hours of labour, the money collected during any one week, and the sums sent to the Parity Committee. The professional employer shall see that the reports be filled out and sent to the Parity Committee every month.

The professional employer shall retain, at the end of each week, from the wages of each one of his employees, the sums owed to the Parity Committee.

The report of the professional employer shall be signed before it is sent to the Parity Committee. The committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The report, together with the assessments, shall be sent to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the period for which it is required.

3. Financial report

Under the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall make a quarterly report of its financial activities and remit same to the Minister of Labour on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, 1948.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Three Rivers and District, for the period comprised between January 1st, 1948 and January 1st, 1949.

THE PARITY COMMITTEE OF THE BAKERS AND BREAD DISTRIBUTORS OF THREE- RIVERS AND DISTRICT

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st, 1948 and January 1st, 1949.

Receipts:

Assessments ($\frac{1}{2}$ of 1%):

Professional employers	\$ 400.00
Artisans	20.00
Employees	400.00
Miscellaneous: examination fees, etc.	20.00
	\$ 840.00

Expenses:

Salary of the secretary	\$ 60.00
Inspector: salary and travelling expenses	350.00
Travelling and other expenses of the members of the committee	180.00
Office rent and telephone	120.00
Legal charges	50.00
Auditing of books	20.00

Papeterie.	35.00	Stationery.	35.00
Dépenses de voyages, ameublement, etc.	25.00	Travelling expenses, furniture, etc. ...	25.00
	<u>\$ 840.00</u>		<u>\$ 840.00</u>

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 décembre 1947. 20977-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 27, 1947. 20977-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

"The Sherwin-Williams Company of Canada Ltd." de Red Mill,

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat National Catholique des employés des Mines de Red Mill;
pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I. Jurisdiction territoriale: Cette convention sera applicable dans Red Mill et dans un rayon de cinquante (50) milles autour de cet endroit, couvrant tous les employés de la compagnie ci-haut mentionnée et qui sont mentionnés dans les classifications mentionnées à l'article 2.

II. Taux horaires et classifications: Les salaires suivants seront applicables aux employés de ladite industrie:

Classifications	Taux horaires
Meuniers	\$0.78
Contremaîtres à l'intérieur	0.75
Chef d'équipe dans la mine	0.72
Chauffeurs de fourneaux et tous ceux qui travaillent en dedans de l'établissement	0.70
Ouvriers travaillant dans la mine	0.64

Il est entendu que lorsqu'un employé changera d'emploi, soit qu'il travaille dans l'établissement ou dans la mine, il devra être payé suivant les taux mentionnés ci-dessus pour le nombre d'heures qu'il fera dans chaque catégorie de travail.

III. Durée du travail: La durée du travail sera de quarante-huit (48) heures par semaine; il n'y aura pas de travail les dimanches et les fêtes suivantes:

Le Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Fête du Travail, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël, la Toussaint.

IV. Travail supplémentaire: Au cas où les employés devraient travailler pour la production, les jours de fêtes mentionnées ci-dessus ainsi que les dimanches, ils devront recevoir temps et demi, sauf:

Le Jour de l'An, La Saint-Jean-Baptiste, La Toussaint, Le jour de Noël.

Les employés devront recevoir deux fois et demi leur salaire.

Il sera aussi payé temps et demi pour toutes les heures en surplus de 48 heures par semaine.

V. Vacances payées: a) Les employés assujettis à la présente convention ayant un an jusqu'à cinq (5) ans de service pour la Compa-

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"The Sherwin-Williams Company of Canada Ltd." de Red Mill,

And ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat National Catholique des employés des Mines de Red Mill";
for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. Jurisdiction: This Labour Agreement is applicable to Red Mill, Quebec and to a surrounding area of fifty miles and will cover all employees of the above mentioned Company included in the rate classifications of Clause II.

II. Rates: The following rates will be effective in the above mentioned industry:

Classification	Rate
Millmen	\$0.78
Furnace Foremen	0.75
Mine Foremen	0.72
Furnace men	0.70
Labourers	0.64

It is understood that when an employee is transferred from one classification to another, whether in the plant or in the mine, he shall be paid at the rate of pay mentioned above for the number of hours worked at each job.

III. Hours of work: The normal work week will consist of 48 hours; no work will be performed on Sundays or on the following holidays:

New Year's Day, Epiphany, Good Friday, Ascension, St. John Baptiste, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception, Christmas.

IV. Overtime: Should the employees be required to work on Sundays or any of the above mentioned holidays they shall be paid time and a half except on the following holidays:

New Year's Day, St. John Baptiste, All Saints Day, Christmas.

When they shall be paid two and a half times their regular rate.

Time and a half will be paid to employees working over the regular forty-eight (48) hours week.

V. Paid holidays: a) Employees covered by this Agreement and with one to five years of service, will be entitled to one week's holiday

gnie recevront une semaine de vacances payées; de cinq (5) ans jusqu'à vingt-cinq (25) ans, deux (2) semaines de vacances payées, de vingt-cinq (25) ans et plus trois (3) semaines de vacances payées chaque année.

b) En plus des vacances payées mentionnées ci-dessus, les employés seront payés pour les fêtes chômées suivantes: Le Jour de l'An, La Saint-Jean-Baptiste, La Toussaint, Le jour de Noël.

VI. *Durée de la convention:* Cette convention sera valable pour un (1) an à compter du 6 novembre 1947, et elle se renouvellera automatiquement chaque année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes donne un avis écrit à l'autre partie et au Ministère du Travail, pas plus que soixante (60) jours et pas moins que trente (30) jours avant l'expiration de chaque terme annuel, de son intention de l'abroger.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra des objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 27 décembre 1947. 20980-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de Saint-Hyacinthe, rendue obligatoire par le décret numéro 491, du 10 février 1945, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements. On demande:

1° Que le paragraphe "b" de l'article I soit remplacé par le suivant:

"b) Pour les fins du présent décret, le territoire susdit est divisé en trois (3) zones:

Zone I. Les cités de Saint-Hyacinthe, Granby et Sorel; les villes de Farnham, de Saint-Joseph-de-Sorel et d'Iberville.

Zone II. Les villes de Marieville, Acton Vale, Belœil, Bedford, Cowansville, Waterloo; les villages de Saint-Pie, Saint-Césaire, la Providence, Warden et Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe.

Zone III. Le reste de la juridiction ci-haut décrite."

2° Que les paragraphes 4, 5 et 6 de l'article V ((Salariés du sexe masculin) soient remplacés par les suivants:

"4. Boulanger:

a) Le terme "Chef-boulangier" désigne tout salarié qui a la responsabilité d'une boulangerie et qui a au moins trois salariés réguliers sous sa direction.

b) Le terme "Assistant-chef-boulangier" désigne tout salarié qui partage la responsabilité du chef et le remplace quand il est absent.

c) Le mot "Boulangier" désigne tout autre salarié employé à la préparation et à la cuisson du pain."

with pay each year; from five to twenty-five year's service, two weeks' holiday with pay; over twenty-five years' service, three weeks' holidays with pay.

b) The employees will also be paid for the following holidays at their regular rate: New Year's Day, St. John Baptiste, All Saints Day, Christmas.

VI. *Duration of agreement:* This Contract shall become effective as of November 6th, 1947 for one year and hereafter shall be automatically renewed from year to year unless either party shall furnish the other party and the Department of Labour of Quebec of its intention to revise the above Agreement within not more than sixty days and not less than 30 days before the expiration of the Contract.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may desire to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 27, 1947. 20980-0

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe, rendered obligatory by the decree number 491 of February 10, 1945, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments. It is requested:

1. That subsection "b" of section I be replaced by the following:

"b) For the purposes of the present decree, the aforesaid territory is divided into three (3) zones:

Zone I. The cities of St. Hyacinthe, Granby and Sorel; the towns of Farnham, Saint-Joseph-de-Sorel and Iberville.

Zone II. The towns of Marieville, Acton Vale, Belœil, Bedford, Cowansville, Waterloo; the villages of St. Pie, St. Césaire, La Providence, Warden and Saint-Joseph-de-Saint-Hyacinthe.

Zone III. The remainder of the jurisdiction hereabove described."

2. That subsections 4, 5 and 6 of section V (Male employees) be replaced by the following:

"4. Baker:

a) The words "chief-baker" mean an employee in charge of a bakery with at least three regular employees under his direction.

b) The words "assistant-chief-baker" mean an employee who shares the responsibility of the chief baker and who replaces him when he is absent.

c) The word "baker" means any employee committed to the preparation and baking of bread."

"5. Boucher:

- a) Le terme "Boucher-chef" désigne tout salarié ayant la responsabilité du département où l'on tue, congèle, conserve et coupe les viandes destinées à l'alimentation.
- b) Le terme "Assistant-chef-boucher" désigne tout salarié qui partage la responsabilité du chef et le remplace quand il est absent.
- c) Le mot "Boucher" désigne tout autre salarié employé dans le département où l'on tue, congèle, conserve et coupe les viandes destinées à l'alimentation."

"6. Buandier:

- a) Le terme "Buandier-chef" désigne tout salarié qui a la responsabilité de la buanderie.
- b) Le terme "Assistant-chef-buandier" désigne tout salarié qui partage la responsabilité du chef et le remplace quand il est absent.
- c) Le mot "Buandier" désigne tout autre salarié employé à la buanderie."

3° A l'article VII. (Employés réguliers du sexe masculin) que les paragraphes 2a, 2b, 3, 4, 5a, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, soient remplacés par les suivants:

"2. Mécanicien de machines fixes:

	Zones		
	I	II	III
a) Chef:			
1ère classe.....	\$54.00	\$54.00	\$54.00
2e classe.....	43.00	41.00	41.00
3e classe.....	37.00	35.00	35.00
b) Mécaniciens de classe:	par heure		
2e classe.....	0.73	0.70	0.70
3e classe.....	0.63	0.60	0.60
4e classe.....	0.58	0.55	0.55

3. Employé en charge d'un département ou d'un service.....

	par semaine		
	26.00	25.00	25.00

4. Chauffeur.....

	par heure		
	0.50	0.45	0.45

5. Cuisinier:

	par semaine		
a) chef.....	33.00	31.00	29.00

b) assistant-chef:			
1ère année.....	28.00	26.00	24.00
2e année.....	30.00	28.00	26.00
3e année.....	32.00	29.00	27.00
c) cuisinier.....	26.50	25.00	25.00

6. Boulanger:

a) chef.....	33.00	31.00	29.00
--------------	-------	-------	-------

b) assistant-chef:			
1ère année.....	28.00	26.00	24.00
2e année.....	30.00	28.00	26.00
3e année.....	32.00	29.00	27.00
c) boulanger.....	26.50	25.00	25.00

7. Boucher:

a) chef.....	33.00	31.00	29.00
--------------	-------	-------	-------

b) assistant-chef:			
1ère année.....	28.00	26.00	24.00
2e année.....	30.00	28.00	26.00
3e année.....	32.00	29.00	27.00
c) boucher.....	26.50	25.00	25.00

8. Buandier:

a) chef.....	33.00	31.00	29.00
--------------	-------	-------	-------

b) assistant-chef:			
1ère année.....	28.00	26.00	24.00
2e année.....	30.00	28.00	26.00
3e année.....	32.00	29.00	27.00
c) buandier.....	26.50	25.00	25.00

9. Conducteur de véhicule automobile:

1ère année.....	27.00	24.00	22.00
-----------------	-------	-------	-------

"5. Butcher:

- a) The words "chief-butcher" mean an employee in charge of the department where slaughtering is done and where the meat intended for food is frozen, preserved and cut.
- b) The words "assistant-chief-butcher" mean an employee who shares the responsibility of the chief-butcher and replaces him when he is absent.
- c) The word "butcher" means any other employee of the department where slaughtering is done and where the meat intended for food is frozen, preserved and cut."

"6. Launderer:

- a) The words "chief-launderer" mean an employee in charge of the laundry.
- b) The words "assistant-chief-launderer" mean an employee who shares the responsibility of the chief-launderer and replaces him when he is absent.
- c) The word "launderer" means any other laundry employee."

3. In section VII (Regular male employees), that subsections 2a, 2b, 3, 4, 5a, 5b, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13 and 14 be replaced by the following:

"2. Stationary engine-man:

	Zones		
	I	II	III
a) Chief:			
1st class.....	\$54.00	\$54.00	\$54.00
2nd class.....	43.00	41.00	41.00
3rd class.....	37.00	35.00	35.00
b) Certified engine-man:	per hour		
2nd class.....	0.73	0.70	0.70
3rd class.....	0.63	0.60	0.60
4th class.....	0.58	0.55	0.55

3. Employee in charge of a department or service.....

	par semaine		
	26.00	25.00	25.00

4. Fireman.....

	par heure		
	0.50	0.45	0.45

5. Cook:

	par semaine		
a) Chief.....	33.00	31.00	29.00

b) Assistant-chef:			
1st year.....	28.00	26.00	24.00
2nd year.....	30.00	28.00	26.00
3rd year.....	32.00	29.00	27.00
c) Cook.....	26.50	25.00	25.00

6. Baker:

a) Chief.....	33.00	31.00	29.00
---------------	-------	-------	-------

b) Assistant-chef:			
1st year.....	28.00	26.00	24.00
2nd year.....	30.00	28.00	26.00
3rd year.....	32.00	29.00	27.00
c) Baker.....	26.50	25.00	25.00

7. Butcher:

a) Chief.....	33.00	31.00	29.00
---------------	-------	-------	-------

b) Assistant-chef:			
1st year.....	28.00	26.00	24.00
2nd year.....	30.00	28.00	26.00
3rd year.....	32.00	29.00	27.00
c) Butcher.....	26.50	25.00	25.00

8. Launderer:

a) Chief.....	33.00	31.00	29.00
---------------	-------	-------	-------

b) Assistant-chef:			
1st year.....	28.00	26.00	24.00
2nd year.....	30.00	28.00	26.00
3rd year.....	32.00	29.00	27.00
c) Launderer.....	26.50	25.00	25.00

9. Automobile driver:

1st year.....	27.00	24.00	22.00
---------------	-------	-------	-------

2e année.....	30.00	27.00	25.00
3e année.....	32.00	29.00	27.00
10. Infirmier:			
1ère année....	23.00	23.00	23.00
Après 1 an....	25.00	25.00	25.00
Après 2 ans....	27.00	27.00	27.00
Après 4 ans....	31.00	31.00	31.00
Après 6 ans....	33.00	33.00	33.00

11. Préposé à l'entretien — qualifié:			
Classe A-1....	35.00	31.00	25.00
Classe A-2....	32.00	28.00	23.00

12. Homme de service:			
1er semestre...	22.00	20.00	19.00
2e semestre....	25.00	22.00	21.00
Après un (1) an.	29.00	25.00	23.00

13. Salariés non compris dans les catégories précédentes.	23.00	21.00	19.00
---	-------	-------	-------

14. Cordonnier:			
1ère année....	24.00	22.00	20.00
2e année.....	27.00	25.00	23.00
3e année.....	30.00	28.00	26.00

4° A l'article VIII (Employées régulières du sexe féminin) que les paragraphes 1, 2, 3, 4, 5, et 6 soient remplacés par les suivants:

“VIII. Employées régulières du sexe féminin:			
1. Infirmière:	par semaine		
1er semestre...	\$23.00	\$23.00	\$23.00
2e semestre....	25.50	25.50	25.50
Après 1 an....	27.00	27.00	27.00

2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service:			
1er semestre...	17.00	17.00	17.00
2e semestre....	19.00	19.00	19.00
Après un an...	21.00	21.00	21.00

3. Institutrice, employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière:			
1er semestre...	12.00	11.00	10.00
2e semestre....	14.00	13.00	12.00
Après un an...	15.50	14.50	13.50
Après deux ans.	17.00	16.00	15.00

4. Couturière:			
1er semestre...	16.00	15.00	15.00
2e semestre....	16.50	15.50	15.50
Après un an...	18.00	16.00	16.00

5. Employée junior...	11.00	11.00	11.00
-----------------------	-------	-------	-------

6. Salariées non comprises dans les catégories précédentes:			
1er semestre...	12.00	11.00	10.00
2e semestre....	13.00	12.00	11.00
Après un an...	14.00	13.00	12.00
Après deux ans.	15.00	14.00	13.00

5° A l'article IX (Employés surnuméraires du sexe masculin) que les paragraphes 2, 3, 4, 5a, 5b, 5c, 6, 7, 8, 9, 10, 11a, 11b, 12 et 13, soient remplacés par les suivants:

“2. Mécanicien de machines fixes:

Le même salaire horaire que celui établi au paragraphe 2 de l'article VII.

3. Employé en charge d'un service.....	par jour	\$ 5.00	\$ 4.50	\$ 4.50
--	----------	---------	---------	---------

4. Chauffeur.....	par heure	0.55	0.50	0.45
-------------------	-----------	------	------	------

5. Cuisinier:	par jour			
a) chef.....		7.00	6.50	6.00

2nd year.....	30.00	27.00	25.00
3rd year.....	32.00	29.00	27.00

10. Orderly:			
1st year.....	23.00	23.00	23.00
After one year..	25.00	25.00	25.00
After 2 years...	27.00	27.00	27.00
After 4 years...	31.00	31.00	31.00
After 6 years...	33.00	33.00	33.00

11. Qualified maintenance man:			
Class A-1.....	35.00	31.00	25.00
Class A-2.....	32.00	28.00	23.00

12. Service man:			
First six months	22.00	20.00	19.00
Second six months.....	25.00	22.00	21.00
After one (1) year.....	29.00	25.00	23.00

13. Employees not included in the preceding categories...	23.00	21.00	19.00
---	-------	-------	-------

14. Shoemaker:			
1st year.....	24.00	22.00	20.00
2nd year.....	27.00	25.00	23.00
3rd year.....	30.00	28.00	26.00

4. In section VIII (Female regular employees) that subsections 1, 2, 3, 4, 5 and 6 be replaced, by the following:

“VIII. Female regular employees:			
1. Nurse:	par semaine		
1st six months..	23.00	23.00	23.00
2nd six months..	25.50	25.50	25.50
After one year..	27.00	27.00	27.00

2. Supervisor in charge of a department or service:			
1st six months..	17.00	17.00	17.00
2nd six months..	19.00	19.00	19.00
After one year..	21.00	21.00	21.00

3. Teacher, office employee, specialized employee, cook:			
1st six months..	12.00	11.00	10.00
2nd six months..	14.00	13.00	12.00
After one year..	15.50	14.50	13.50
After two years..	17.00	16.00	15.00

4. Seamstress:			
1st six months..	16.00	15.00	15.00
2nd six months..	16.50	15.50	15.50
After one year..	18.00	16.00	16.00

5. Junior employee...	11.00	11.00	11.00
-----------------------	-------	-------	-------

6. Employees not included in the foregoing categories:			
1st six months..	12.00	11.00	10.00
2nd six months..	13.00	12.00	11.00
After one year..	14.00	13.00	12.00
After two years..	15.00	14.00	13.00

5. In section IX (Male supernumerary employees), that subsections 2, 3, 4, 5a, 5b, 5c, 6, 7, 8, 9, 10, 11a, 11b, 12 and 13 be replaced by the following:

“2. Stationary engine-man:

The same hourly wage rate as the one established in subsection 2 of section VII.

3. Employee in charge of a service.....	per day	5.00	4.50	4.50
---	---------	------	------	------

4. Fireman.....	per hour	0.55	0.50	0.45
-----------------	----------	------	------	------

5. Cook:	per day			
a) chief.....		7.00	6.50	6.00

b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50	b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50
c) cuisinier	5.50	5.00	4.50	c) cook	5.50	5.00	4.50
6. Boulanger:				6. Baker:			
a) chef	7.00	6.50	6.00	a) chef	7.00	6.50	6.00
b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50	b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50
c) boulanger	5.50	5.00	4.50	c) baker	5.50	5.00	4.50
7. Boucher:				7. Butcher:			
a) chef	7.00	6.50	6.00	a) chef	7.00	6.50	6.00
b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50	b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50
c) boucher	5.50	5.00	4.50	c) butcher	5.50	5.00	4.50
8. Buandier:				8. Launderer:			
a) chef	7.00	6.50	6.00	a) chef	7.00	6.50	6.00
b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50	b) assistant-chef ..	6.50	6.00	5.50
c) buandier	5.50	5.00	4.50	c) launderer	5.50	5.00	4.50
9. Conducteur de véhicule-automobile...	0.60	0.55	0.50	9. Automobile driver.	0.60	0.55	0.50
	par jour				per hour		
10. Infirmier	5.00	5.00	5.00	10. Orderly	5.00	5.00	5.00
11. Homme de métier de la construction (là seulement où il n'existe pas de décret régissant ces métiers):				11. Construction trades man (only where no decree exists to govern such trades):			
	par heure				per hour		
a) qualifiés	0.60	0.50	0.45	a) skilled	0.60	0.50	0.45
b) non qualifié. ...	0.45	0.40	0.35	b) not qualified ...	0.45	0.40	0.35
12. Homme de service.	0.55	0.50	0.45	12. Service man	0.55	0.50	0.45
13. Salariés non compris dans les catégories précédentes.	0.45	0.40	9.35"	13. Employees not included in the foregoing categories ...	0.45	0.40	0.35"
6° A l'article X (Employées surnuméraires du sexe féminin) que les paragraphes 1, 2, 3, 4 et 5 soient remplacés par les suivants:				6. In section X (female supernumerary employees), that subsections 1, 2, 3, 4 and 5 be replaced by the following:			
	par jour				per day		
"1. Infirmière	\$ 4.50	\$ 4.50	\$ 4.50	"1. Nurse	4.50	4.50	4.50
2. Surveillante en charge d'un département ou d'un service	3.50	3.50	3.50	2. Supervisor in charge of a department or service	3.50	3.50	3.50
3. Couturière	3.00	3.00	3.00	3. Seamstress	3.00	3.00	3.00
4. Employée de bureau, employée spécialisée, cuisinière ..	0.35	0.30	0.30	4. Office employee, specialized employee, cook	0.35	0.30	0.30
	par heure				per hour		
5. Salariée non comprise dans les catégories précédentes.	0.30	0.27	0.27	5. Employee not included in the foregoing categories ...	0.30	0.27	0.27"
7° A l'article XI (Salaire pour temps supplémentaire) que les paragraphes 1a, 1b, 1c et 2 soient remplacés par les suivants:				7. In section XI (Wages for overtime), that subsections 1a, 1b, 1c and 2 be replaced by the following:			
"1. Mécanicien de machines fixes:				"1. Stationary engineman:			
	par heure				per hour		
a) de 2e classe..	\$1.09½	\$1.05	\$1.05	a) 2nd class ...	\$1.09½	\$1.05	\$1.05
b) de 3e classe..	0.94½	0.90	0.90	b) 3rd class ...	0.94½	0.90	0.90
c) de 4e classe..	0.87	0.82½	0.82½	c) 4th class ...	0.87	0.82½	0.82½
2. Chauffeur	0.75	0.67½	0.67½"	2. Fireman	0.75	0.67½	0.67½"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GERARD TREMBLAY.

Ministre du Travail,
Québec, le 27 décembre 1947.

20979-o

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 27, 1947.

20979-o

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

"The Builders' Exchange, Inc."

ET, D'AUTRE PART:

Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal, "The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity", pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après:

I. Juridiction territoriale: La juridiction territoriale de la présente convention comprend toute l'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de quinze (15) milles de ses limites. Elle s'applique aussi à la cité de Valleyfield, P.Q.

Toutefois, en dehors de l'île de Montréal, cette convention ne s'applique qu'aux travaux d'une valeur de \$25,000.00 ou plus.

Toute la province de Québec constitue la juridiction territoriale de la présente convention en ce qui touche l'industrie des ascenseurs, l'industrie du fer structural, les métiers de mécanicien de machines génératrices à vapeur, de chaudronnier, et de poseur d'acier d'armature.

Toutefois, la présente convention ne s'applique pas aux métiers ci-dessus dans les régions où une convention collective de travail rendue obligatoire par décret est en vigueur.

II. Juridiction professionnelle: La présente convention s'applique à tous les travaux de construction, de bâtiment et de génie, aux travaux exécutés par les jardiniers-paysagistes (excepté le travail d'entretien), aux travaux de toutes, et à toute entreprise d'installation, de réparation et de démolition.

III. Taux minima de salaires: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

Métiers	Taux horaires
Couvreur d'amiante.....	\$0.89
Chaudronniers, monteurs, y compris les mécaniciens de machines génératrices à vapeur et les soudeurs.....	1.11
Aides.....	0.84
Briqueurs et poseurs de blocs de ciment.....	1.17
Calfat (construction).....	0.73
Charpentiers, menuisiers, mécaniciens, (millwrights) dans la construction, y compris les opérations suivantes: formes à béton (boutique ou chantier), posage de paravents (bois ou métal), chassis, fenêtres, "weatherstrips", bardeaux et murs de bois ou de composition, divisions en acier et d'ameublement, tel que, comptoirs et tablettes (fixes ou mobiles) y compris le posage de planchers de bois franc.....	1.06
Finisseurs de ciment.....	0.89
Poseurs d'acier d'armature de béton.....	.84
Métiers	Taux horaires
Poseurs de liège isolateur.....	\$.89
Électriciens—Compagnons.....	1.11
Électriciens—Entrepreneurs.....	1.28
Préposés aux grues.....	1.00
Préposés aux malaxeurs à vapeurs.....	.89
Mécaniciens-montage d'ascenseurs (voir texte).....	.70
Préposés aux malaxeurs à gazoline.....	.84
Préposés aux compresseurs.....	.84
Chaudfères (construction).....	.78
Porteurs d'oiseau.....	.73
Journaliers (ouvriers non-qualifiés).....	.70
Contremaîtres jardiniers-paysagistes.....	.73
Jardiniers-paysagistes (non-qualifiés).....	.70
Poseurs de lattes en métal.....	1.06

ON THE ONE PART:

The Builders' Exchange, inc.

AND, ON THE OTHER PART:

"Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal",

The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity.

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the following conditions:

I. Territorial Jurisdiction: The territorial jurisdiction covered by this Agreement shall comprise and include the entire Island of Montreal and a radius of fifteen miles from its limits. It shall also include the City of Valleyfield, P.Q.

However, beyond the Island of Montreal, this agreement shall apply only to undertakings of a value of \$25,000.00 or more.

The entire Province of Quebec shall constitute the territorial jurisdiction of the present agreement in respect of the elevator trades, the structural steel trade, the trade of steam generating mechanics, boiler makers, and re-inforcing steel erectors.

However, the present Agreement shall not apply to the foregoing trades in regions where a collective labour agreement rendered obligatory by Order-in-Council has effect.

II. Professional Jurisdiction: The present Agreement shall apply to and be effective on all engineering construction and building operations, landscape work (with the exception of maintenance landscape work), road work, and shall cover all erection, repair and demolishing undertakings.

III. Schedule of Wages: The following minimum wage rates shall be payable:

Trades:	Wage rates per hour
Asbestos Coverers.....	\$.89
Boiler makers, Erectors and including Steam Generating Mechanics and Weld- ers.....	1.11
Helpers.....	.84
Bricklayers and Cementblock layers.....	1.17
Caulkers (construction).....	.73
Carpenters, Joiners and Millwrights on construction and including the follow- ing operations, Concrete Forms (yard or job) the erection of screens (wood or met- al) sashes, windows, weatherstrips and shingles, and siding, wood or composi- tions and equipment such as counters and shelving, movable or immovable and including hardwood floor laying.....	1.06
Cement finishers.....	.89
Concrete Re-inforcing Steel erectors.....	.84
Trades	Wage rates per hour
Cork Insulation Setters.....	.89
Electricians-journeymen.....	1.11
Electricians-contractors.....	1.28
Elevator Erection Mechanics.....	see text
Enginemen — (hoisting).....	1.00
Enginemen — (steam mixers).....	.89
Enginemen — (gas mixers).....	.84
Enginemen — (compressor).....	.84
Firemen (construction).....	.78
Hod Carriers.....	.73
Labourers (common).....	.70
Landscape foremen.....	.73
Landscape workmen (common).....	.70
Lathers — metal.....	1.06

Poseurs de lattes en bois ou en tout autre matériel.	.95	Lathers (wood & all other material).	.95
Poseurs de lattes en bois au mille.		Lathers (wood) per 1000.	
Poseurs de linoleum, de mureleum ou de caoutchouc, tuiles et feuilles, cireurs et polisseurs et poseurs de tuiles en asphalte	.78	Linoleum and mureleum, tile and sheet rubber, tile and sheet, waxers and polishers and asphalt tile laying.	.78
Aides et apprentis.	.62	Helpers & Apprentices.	.62
Préposés aux bouilloires (travail de plancher seulement).			
Poseurs de marbre.	1.17	Kettlemen (flooring only).	.84
Maçons—pierre (y compris tailleurs sur le chantier).	1.17	Marble Setters.	1.17
Poseurs de planchers en mastic.	.95	Masons (stone) including cutters on the job.	1.17
Finisseurs de planchers en mastic.	.78	Mastic Floor Layers.	.95
Peintres, décorateurs.	.95	Mastic Floor Finishers.	.78
Peintres, au pistolet.	1.00	Painters — Decorators.	.95
Vitriers.	.95	Painters — Spraymen.	1.00
Peintres, fer structural.	1.00	Glaziers.	.95
Plâtriers (travaux ordinaires ou d'ornementation).	1.17	Painters, Structural steel.	1.00
Couvreurs, membrane rapportée et couverture à rouleau-asphalte et gravier.	.88	Plasterers (plain or ornamental).	1.17
Préposés aux bouilloires.	.70	Roofers — built-up-membrane and roll roofings — asphalt & gravel.	.88
Gréeurs.	.78	Kettlemen.	.70
Poseurs de métal en feuilles, couvreurs-ardoises, tuiles, asphalte et bardéaux autres que ceux en bois, y compris le posage d'amiante gaufrée sur murs extérieurs et couvertures, de divisions de chambres de toilette et de tablettes.	1.06	Riggers.	.78
Soudeurs—métal en feuille.	1.06	Sheet Metal Workers, slate, tile, asphalt or other shingle, (excepting wood shingle) and corrugated asbestos roofing and siding and including toilet partitions and shelving.	1.06
Préposés aux pelles à vapeur, à gazoline ou à l'électricité, par semaine.	58.00	Sheet Metal Welders.	1.06
Lorsqu'ils sont employés moins de 44 heures dans une semaine.	1.28	Shovel Operators (steam, gas, electricity) per week.	58.00
Monteurs et Soudeurs. Fer structural (toutes catégories).	1.11	When employed less than 44 hours during the week.	1.28
Poseurs de tuiles.	1.06	Structural Steel Erectors & Welders (all categories).	1.11
Poseurs de terrazo.	1.06	Tile Setters.	1.06
Préposés aux machines à polir le terrazo (humide).	.76	Terrazzo Layers.	1.06
Préposés aux machines à polir le terrazo (sec).	.95	Terrazzo polishing machine operators (water polishing).	.76
Chauffeur de camion—transport général et remorquage.	.70	Terrazzo polishing Machine Operators (dry).	.95
Charretiers, conducteurs d'attelage double	.70	General trucking, cartage and hauling.	.70
	Par	Carters, teamdrivers.	.70
	semaine		
Vérificateurs du matériel et pointeurs (sans limite de la durée journalière du travail).	30.50	Material checkers and time-keepers (without daily limitation as to hours of work)	30.50
Surveillants (sans limite de la durée journalière du travail).	25.00	Watchmen (without daily limitation as to hours of work)	25.00
Surveillants employés également comme chauffeurs et devant posséder un certificat de 4ième classe (sans limite de la durée journalière du travail).	36.00	Watchmen employed also as firemen requiring 4th class certificate (without daily limitation as to hours of work)	36.00
Hommes de cour (sans limite de la durée journalière du travail).	30.50	Yardmen do	30.50

IV. Les employés engagés dans la cité de Montréal pour travailler en dehors de la ville recevront les taux spécifiés dans l'article III.

V. Les entrepreneurs qui n'emploient pas d'ouvriers qualifiés mais qui exécutent, de leurs propres mains, les travaux des métiers de la construction seront considérés comme hommes de métier et recevront au moins vingt-cinq pour cent de plus l'heure que le taux spécifié pour le ou les métiers visés. Les dispositions de cet article s'appliquent également et de la même manière à toute entreprise de famille ou à toute firme, association ou compagnie en proportion du nombre de membres de telle famille, firme, association ou compagnie qui y sont engagés.

VI. Fer structural: Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation (ou

IV. Watchmen hired in the City of Montreal to be employed elsewhere shall be paid the rates specified in section III hereof.

V. Contractors who do not employ skilled tradesmen but who themselves execute building trades work with their own hands, shall, for the purpose of this Agreement, be deemed to be tradesmen and shall be paid a wage rate not less than Twenty-Five per centum in excess of the particular trade or trades rates concerned, per hour of labour. The provisions of this section shall apply and extend equally, and in the same manner, to any family business or to any firm, partnership or company, in proportion to the number of members thereof so engaged.

VI. Structural steel: All operations for performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication)

fabrication) de fer structural de réservoirs et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs, est rémunérée au taux horaire minimum d'un dollar et onze cents (\$1.11)

Toute démolition ou démontage de fer structural et de métal laminé est rémunérée au même taux que le montage.

Toutefois, l'installation de réservoirs et de bouilloires portatives de moins de deux tonnes est considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de soixante dix-huit (\$0.78) cents.

Il ne peut y avoir qu'un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq (5).

VII. Chaudronniers: Le travail des chaudronniers comprend, sans enfreindre les dispositions de l'article VI, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de trémies (hoppers), de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (conveyors), de réservoirs et d'autre métal laminé.

Dans cette catégorie, il y a un (1) aide par cinq (5) ouvriers qualifiés.

VIII. Métiers de couvreur et de travailleur de métal en feuilles: Les dispositions suivantes régiront spécialement ces métiers, savoir:

a) Les journaliers requis de travailler temporairement dans l'atelier seront rémunérés d'après le taux régulier du montage.

b) Pendant la période comprise entre le 1er mai et le 1er octobre, 1948, la semaine de travail peut être de quarante-quatre (44) heures répartie en journée de neuf (9) heures chacune les lundi, mardi, mercredi, jeudi, et de huit heures (8) le vendredi de chaque semaine après entente entre les employeurs et les salariés. Cependant, quand un établissement et ses salariés préfèrent ne pas en venir à cette entente, ils sont libres de continuer de travailler sur la base horaire régulière.

c) Il y aura un apprenti pour chaque trois (3) mécaniciens employés et quatre (4) années complètes constitueront la période d'apprentissage.

d) Tout travail urgent ou spécial lequel, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté sur une base d'un apprenti par trois mécaniciens peut être fait sur la base d'un (1) apprenti par équipe de trois (3) mécaniciens ou fraction de telle équipe.

e) La période d'entraînement pour les opérations de couverture en asphalte et en gravier est de deux années complètes.

f) Cette convention s'applique à toute opération exécutée avec du métal en feuille, jauge no 10 ou plus léger, ou au moyen d'ardoise, tuiles ou composition, sur toute bâtisse ou dans une entreprise de construction en génie, sur le site de tout contrat, qu'elles soient faites dans un enclos séparé pour cette fin ou non, ou dans un bâtiment subissant des réparations, rénovations ou additions.

IX. Machines génératrices à vapeur: Etendue du travail: a) Le travail du mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également, sans enfreindre les lignes générales tracées ci-haut, le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'alignement d'accessoires à mouvement alternatif ou rotatif, tel que les éventails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les

de structural steel, tank or other plate work and the placing and installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than One Dollar and Eleven (\$1.11) per hour.

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than Seventy-Eight Cents (\$0.78) per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five Structural Iron Workers employed on any job, or one apprentice when the number of Structural Iron Workers employed is less than five.

VII. Boiler Maker: The operations of boiler makers shall include, without impairing the provisions of Section VI hereof, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helper-apprentices in this category of work shall be one to five mechanics.

VIII. Roofing and Sheet Metal Trades: The following provisions and conditions shall especially govern these trades, namely:

a) Workmen temporarily required to work in the shop shall be paid the regular erection rate.

b) During the period from May 1st to October 1st, 1948, the work week may be one of forty-four (44) hours distributed into nine (9) hours each on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, with eight (8) hours on Friday in each week by arrangement between the respective employers and their employees. Any establishment and its employees not desirous of making the foregoing arrangement shall be free to continue on the regular hourly basis.

c) One apprentice shall be permitted to every three mechanics employed and four complete years shall constitute the period of training.

d) All urgent or special work which for sufficient reason can not be performed on the basis of one (1) apprentice to three (3) mechanics may be done on the basis of (1) apprentice to each shift of three mechanics or fraction thereof.

e) The period of training for asphalt and Gravel roofing shall be two years complete.

f) This Agreement shall govern all operations in sheet metal of 10 gauge or lighter and all operations in slate, tile or composition executed on any building or engineering construction undertaking performed on the site of any contract, whether done in an enclosure set apart thereon for the purpose or not, or in any edifice undergoing repairs, renovations or additions.

IX. Steam Generation — Scope of Work: a) The operation of steam generation mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam and (or) fuel burning and without impairing the foregoing generality shall include such work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers, etc. and the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

brûleurs, etc., et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

b) Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

c) Tout mécanicien de cette catégorie doit se procurer le certificat de qualification prescrit par la loi.

d) Le démontage des accessoires ci-haut mentionnés pour fins de réinstallation rapporte le même taux que le montage.

e) Toutefois, la présente convention ne régit pas les travaux exécutés sur des systèmes de chauffage directs à eau chaude.

f) Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe est de vingt (20) pieds ou moins ont droit à un salaire horaire de \$0.89 et leur durée de travail est cinquante cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière. Les aides sont rémunérés à raison de \$0.70 l'heure. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

X. *Travaux de peinture et de décoration*: Tout ouvrage préparatoire fait par des peintres et décorateurs est sujet aux taux minima de salaires établis pour ces métiers.

XI. Tout travail supplémentaire est rémunéré aux taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier.

Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête d'obligation catholique. Tout employeur qui viole les dispositions du présent alinéa est passible des pénalités prévues à l'article 48 de la loi.

XII. *Durée régulière du travail*: a) Avec les exceptions ci-après spécifiées, les heures de travail des ouvriers de métier qualifiés sont les suivantes: huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et midi, le tout devant constituer une durée maximum hebdomadaire de quarante-quatre heures (44).

b) Les jardiniers paysagistes, les préposés aux pelles et les préposés aux "sonnettes" (pile driver) de même que leurs compagnons de travail, les conducteurs d'attelage double, les préposés au transport général, au charroiyage et au remorquage, vu la nature saisonnière de leur travail, peuvent être employés sur une base maximum hebdomadaire de cinquante-cinq (55) heures, sans limitation quotidienne de la durée du travail.

c) Toutefois, là où le nombre maximum hebdomadaire des heures de travail est limité, par loi ou convention, à quarante-quatre (44) heures, les préposés aux pelles doivent recevoir un minimum de cinquante-cinq dollars par semaine.

d) Les travailleurs sur planchers en mastic les finisseurs de ciment, les poseurs de terrazzo et les couvreurs—autres que ceux utilisant du métal en feuilles—vu la nature des opérations qu'ils exécutent, ne sont pas assujettis aux heures spécifiées pour le commencement et la cessation du travail et peuvent travailler une heure supplémentaire, chaque jour, aux taux réguliers, lorsque l'employeur le juge nécessaire.

XIII. La durée maximum de travail des journaliers (ouvriers non-qualifiés) est de neuf (9)

b) Helpers may assist such mechanics in the various operations involved but they shall at all time work under the supervision of the mechanic. The ratio of helpers to mechanics in this category of work shall be one to one.

c) It shall be obligatory for all mechanics in this category to have a certificate of competency as prescribed by law.

d) The demolition of the above equipment or the dismantling thereof for the purpose of re-installation shall bear the same rate as erection.

e) However, the present Agreement shall not govern work performed on direct water heating systems.

f) Notwithstanding the provisions of preceding sub-sections, workers installing stokers in furnaces with a horizontal heating surface of 20 feet or less shall be paid an hourly rate of eighty-nine (\$0.89) cents and their weekly duration of labour shall be 55 hours without daily limitation; their helpers shall be paid seventy (\$0.70) per hour and the ratio of helpers to skilled workers shall be one to one.

X. *Painting and Decorating*: All preparatory work done by painters and decorators shall be subject to the minimum wage rate established in those trades.

XI. Overtime work shall be paid on the basis of time and one half of the respective regular rates.

No employer shall have the right to threaten to punish by discharge or suspension directly or indirectly, a catholic worker absenting himself from work on a catholic holiday; any employer violating the provision of the present paragraph shall be subject to penalties determined by Section 48 of the Act.

XII. *Regular Duration of Labour*: a) With the exception elsewhere herein referred to, the maximum hours of work in respect of skilled tradesmen shall be Eight (8) per day between Eight (8) o'clock in the forenoon and Five (5) o'clock in the afternoon on Mondays, Tuesdays, Wednesdays, Thursdays and Fridays and Four (4) between Eight (8) o'clock in the forenoon and noon on Saturdays, the whole to constitute a maximum of Forty-Four (44) hours per week.

b) Landscape workmen, Shovel Operators and Pile Driver men with associated crews, Team Drivers, General Trucking, Cartage and Hauling employees, on account of the seasonal nature of their work, may be employed on a weekly maximum basis of fifty-five hours, without daily limitation.

c) However, where the maximum weekly hours of work are restricted by law or agreement to forty-four, the minimum wage rate for shovel operators shall be \$55.00 per week.

d) Mastic Floor Workmen, Cement Finishers, Terrazzo Workmen, and Roofers other than sheet metal roofers, due to the nature of their operations, shall not be subject to specified hours of starting and finishing and may be employed one hour extra per day when the Employer considers same necessary.

XIII. The maximum hours of work in respect of common labourers shall be nine (9) per day and

heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine. Fifty per week (50).

Tout travail exécuté par un ouvrier qualifié, un apprenti ou un journalier (ouvrier non-qualifié) en plus des heures régulières, est considéré comme du travail supplémentaire.

Tout travail supplémentaire est rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire minimum ou au salaire actuellement payé lorsque celui-ci est plus élevé. Toutefois le travail supplémentaire exécuté entre minuit et 8.00 a.m. est rémunéré au taux de salaire double.

XIV. *Poseurs de tuiles et de feuilles de linoleum, de murelume et de caoutchouc, cirleurs et polisseurs et poseurs de tuiles d'asphalte*: Les travaux dans ces métiers, en raison des exigences incontrôlables, sont sur une base maximum hebdomadaire de quarante-huit (48) heures sans limitation de la durée journalière du travail et ne sont pas sujets aux heures de commencement et de cessation du travail. Toutefois, tout travail exécuté en plus des quarante-huit heures (48) par semaine doit être rémunéré à raison de salaire et demi.

Dans ces métiers, il est permis d'employer un aide ou apprenti par ouvrier qualifié sur chaque chantier; l'aide ou l'apprenti doit toujours assister ledit ouvrier qualifié.

XV. *Construction de routes*: Vu que la construction de routes a un caractère saisonnier, à cause de la température, et qu'elle ne peut être faite avec sécurité que du mois de mai au mois de septembre inclusivement, les équipes de salariés y travaillant sont employées sur une base de maximum hebdomadaire de soixante (60) heures sans limitation quotidienne de la durée du travail.

Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de ce nombre d'heures.

XVI. Les équipes doubles ou supplémentaires ne sont pas sujettes aux heures spécifiées dans le présent décret pour le commencement et la cessation du travail. Elles ne doivent pas cependant travailler plus de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine, dans le cas d'ouvriers de métiers qualifiés ou d'apprentis, et plus de neuf (9) heures par jour et de cinquante (50) heures par semaine, dans le cas de journaliers (ouvriers non-qualifiés). Telles équipes doivent recevoir les taux de salaire réguliers.

XVII. Les heures de travail mentionnées ci-dessus sont basées sur l'heure solaire ou l'heure avancée, suivant l'heure en vigueur dans la localité où les travaux sont exécutés.

XVIII. Tout travail urgent qui, pour des raisons jugées suffisantes, ne peut être exécuté en deçà des limites horaires déterminées ci-haut, peut être fait en d'autres périodes de la journée aux taux réguliers. Toutefois, ledit travail supplémentaire demeure toujours sujet à la limite de huit (8) heures par jour et de quarante-quatre (44) heures par semaine. Cependant, lorsque tel travail doit durer cinq (5) nuits consécutives, ou plus, les dimanches exceptés, la durée du travail pourra être de neuf (9) heures par équipe, le tout ne devant pas excéder quarante-cinq (45) heures par semaine, entre 8.00 p.m. le lundi et 8.00 a.m. le samedi, au taux de salaire régulier.

XIX. Sujet aux exceptions prévues ailleurs dans cette convention, sera considéré comme travail supplémentaire tout travail exécuté par un mécanicien ou un apprenti en plus de huit (8) heures les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi, et en plus de quatre (4) heures le samedi.

Tout travail exécuté le premier de l'An, le Vendredi saint, la fête de la reine Victoria, la St-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la

Work performed by a skilled worker, an apprentice or a labourer in excess of the regular hours shall be considered as overtime.

Overtime work shall be paid at the rate of time and one half based on the minimum rate or on the rate actually paid whichever be the higher. However, overtime work performed between 12.00 (midnight) and 8.00 a.m. shall be paid doubletime.

XIV. *Linoleum and Murelume, Tile and Sheet, Rubber, Tile and Sheet Waxers and Polishers, and Asphalt Tile Laying*: Operations in this trade, due to uncontrollable requirements, shall be on a forty-eight hours maximum weekly basis, without daily limitation and without respect to specified hours of starting and finishing. However, all work in excess of forty-eight hours per week shall bear a rate of time and one half of the regular rate.

One helper or apprentice to each mechanic shall be allowed on each job, either of whom must always assist the mechanic.

XV. *Road Construction*: Whereas the construction of roads is seasonal in character due to untoward weather conditions, and can only be executed with safety from the months of May until September inclusively, all crews of workmen so engaged shall be employed on a maximum weekly basis of 60 hours, without daily limitation.

Overtime rates shall be exigible only on work performed in excess of that maximum.

XVI. Double or extra shifts of workmen shall not be subject to specified hours of starting and finishing. They shall not, however, exceed Eight (8) hours per day and Forty-Four (44) hours per week in the case of skilled tradesmen and apprentices or, in the case of labourers, Nine (9) hours per day and Fifty (50) hours per week. Such double or extra shifts of workmen shall operate at regular rates.

XVII. The hours hereinabove specified shall mean standard time or day-light saving time, depending on which time may be in force in the locality where the work is executed.

XVIII. All urgent work which, for sufficient reason, cannot be executed within the daily period of labour hereinbefore specified may be done at regular wage rates at other periods of the day subject always to a maximum of Eight hours per day and Forty-Four hours per week, with the exception, however, that where such work is for five consecutive nights or more, excluding Sundays, nine hours per shift may be worked, the whole not to exceed 45 hours per week, between 8.00 p.m. Monday and 8.00 a.m. Saturday, at straight time

XIX. With the exceptions elsewhere provided, overtime shall consist of all time worked by any mechanic or apprentice in excess of Eight (8) hours on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, and Friday or of four (4) hours Saturday. All work on New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate Conception

fête du Travail, le jour d'Action de Grâce, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée Conception, la No 1 et les dimanches, doit être rémunéré au taux de salaire double.

XX. Tout contrat intervenu entre un employeur et un ou plusieurs employés sur une base de travail à la pièce ou à forfait ou pour un prix fixe est de nul effet et est défendu, à l'exception des contrats pour lattage en bois.

XXI. Les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la Compagnie des Tramways de Montréal doivent être payés par l'employeur, dans le cas de travaux exécutés dans la juridiction territoriale du décret.

XXII. *Préposés à l'entretien*: 1. Les salariés permanents habituellement appelés "ouvriers préposés à l'entretien" comprendront tout homme de métier ou ouvrier non qualifié des métiers de la construction employés par le même employeur et s'occupant de l'entretien de la propriété.

Toute nouvelle construction, cependant, ne sera pas considérée comme ouvrage d'entretien.

2. Les salariés permanents travaillant dans les églises, chapelles ou immeubles servant d'église ou chapelle, séminaires, universités, collèges, couvents, monastères, hôpitaux publics ou privés, orphelinats, asiles, refuges, ateliers, devront recevoir les taux de salaires minima suivants:

Compagnons..... \$0.73
Journiers (ouvriers non qualifiés)..... 0.70

Les ouvriers préposés à l'entretien d'un édifice public ou à bureau, d'une conciergerie ou de résidence de toutes sortes, d'hôtels, d'établissements manufacturiers et de magasins seront payés le taux de salaire minimum suivant:

Compagnons..... \$0.73
Journiers (ouvriers non qualifiés)..... 0.70

3. La durée maximum du travail pour les préposés à l'entretien sera de quarante-huit (48) heures par semaine sans limitation journalière de la durée du travail.

Les salariés travaillant régulièrement à la production et aux opérations d'établissements manufacturiers et qui peuvent être occasionnellement employés comme préposés à l'entretien, sont exemptés de ces dispositions.

4. Tout ouvrier préposé à l'entretien détenant une carte de qualification de son métier en vertu de la Loi, peut, en tout temps, exécuter tout autre travail, si l'employeur le juge compétent pour faire tel travail, sans rémunération supplémentaire.

Tout travail supplémentaire exécuté par des ouvriers préposés à l'entretien sera payé conformément aux taux horaires fixés pour les métiers particuliers concernés, tels qu'établis par la cédule des métiers, décrite à l'article III.

Les ouvriers préposés à l'entretien, recevant un salaire annuel d'au moins seize cent (\$1,600.00) dollars et qui, à cause de la nature de leur emploi, sont requis de répondre à des appels urgents en tout temps du jour ou de la nuit pour la protection d'édifices ou d'immeubles, sont par les présentes exclus des taux de salaires pour travail supplémentaire.

5. Il est permis à l'employeur de déduire du salaire des préposés à l'entretien la somme de \$3.00 par mois pour le logement si tel ouvrier loge dans l'établissement et un maximum de \$0.35 par repas si l'ouvrier est nourri dans l'établissement.

XXIII. *Certificat de qualification*: Le certificat de qualification en ce qui touche tous les hommes de métier qualifiés sera obligatoire dans toute la juridiction territoriale prévue aux présentes. De tels certificats seront émis conformément

Day, All Saints' Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

XX. All contracts entered into by an employer and one or more employees on a piece work or labour contract basis or for a fixed price are invalid (with the exception of contracts for wood lathing) and are forbidden.

XXI. Travelling expenses within the territorial jurisdiction of the decree, in excess of the regular car fare of the Montreal Tramways Company shall be paid by the employer.

XXII. *Maintenance Men*: 1. Permanent wage earners usually called "maintenance men" shall signify and comprise any skilled trades men or unskilled workman of the building trades employed by the same employer and engaged upon the upkeep of building property.

No new construction, however, shall be construed as maintenance work.

2. Permanent wage earners working in churches, chapels or buildings used as churches, chapels, seminaries, universities, colleges, convents, monasteries, hospitals, (public or private) orphan asylums, refuges, workrooms, shall be paid the following minimum rates of wages:

Journeymen..... \$0.73
Labourers..... 0.70

Maintenance men in public or office buildings, porters' lodges or dwellings of any kind, hotels, manufacturing establishments and stores shall be paid the following minimum rates:

Journeymen..... \$0.73
Labourers..... \$1.70

3. The maximum duration of labour for maintenance men shall be forty-eight (48) hours per week without daily limitation of hours of work.

Wage earners regularly employed in the production and operation of manufacturing establishments and who may be employed occasionally on maintenance, shall be exempt from these provisions.

4. Any maintenance tradesman holding a certificate of qualification for his trade may, at any time, perform any other work if the employer considers him competent to do such work, without extra remuneration.

Any overtime performed by maintenance men shall be paid according to the hourly rates fixed for the particular trades concerned, as established in the schedule of trades described in Section III.

Maintenance men receiving an annual salary of at least sixteen hundred (\$1,600.00) dollars and who, due to the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time of the day or night for the protection of buildings or properties, are hereby excluded from overtime rates.

5. Employers may deduct from the wages of maintenance men \$3.00 per month for room, if such workmen lodge in the establishment and a maximum of 35c. per meal if the workmen are boarded in the establishment.

XXIII. *Certificate of Competency*. Certificates of competency in respect of all skilled tradesmen shall be obligatory throughout the territorial jurisdiction herein provided for. Such certificates shall be issued in accordance with

ment aux articles 25 à 34 inclusivement de la Loi ci-haut mentionnée.

XXIV. Lors de la ratification par arrêté ministériel de la présente convention de travail, le comité paritaire existant, formé pour surveiller la convention de travail précédente dans la juridiction territoriale déterminée par la présente convention, demeurera en fonction et surveillera la mise à exécution de la présente convention jusqu'à ce qu'un nouveau comité ait été formé. Tel nouveau comité, quand il aura été formé, lui succédera et sera investi de tous les actifs et droits du comité précédent et assumera toutes les dettes de l'ancien comité en vertu de la convention de travail précédente.

XXV. Cette convention deviendra en vigueur lors de la ratification de l'arrêté ministériel ci-haut mentionné et demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 1948, et si, nécessaire, continuera d'être en force pour une période additionnelle de trente jours pour permettre l'adoption d'un arrêté ministériel en remplacement de l'arrêté ministériel rendant cette convention légale.

XXVI. Il est, par les présentes, clairement convenu entre les parties contractantes aux présentes que, si le ministère du Travail autorise la formation d'un sous-comité pour administrer tout métier compris dans l'industrie du bâtiment et du génie ou si le ministère du Travail sanctionne la formation d'un comité paritaire séparé pour administrer tout métier compris dans telles industries, cette convention deviendra de ce fait absolument nulle et non avenue.

XXVII. Dans tous les métiers où un matériel est substitué au produit régulier et reconnu, comme par exemple une brique en verre, au lieu d'une brique en terre glaise ou en argile, le taux du salaire du métier approprié doit s'appliquer. Les hommes de métier employés temporairement à un autre travail doivent continuer à recevoir le taux de salaire de leur propre métier.

XXVIII. Industrie des ascenseurs: Les dispositions spéciales suivantes s'appliquent à cette industrie:

1. La juridiction territoriale du décret en ce qui touche l'industrie de l'ascenseur, est la suivante:

a) Région de Montréal:

Limite sud: La frontière américaine,

** Limite est:* Une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.

Limite ouest: La ligne de séparation des provinces d'Ontario et de Québec jusqu'à la ville de Hawkesbury et une ligne se dirigeant vers le nord partant des limites ouest de la ville de Hawkesbury.

b) Région de Hull:

Toute la partie ouest de la province de Québec à partir d'une ligne imaginaire du nord au sud des limites de la ville de Hawkesbury.

c) Région de Québec:

Toute la partie est de la province de Québec, d'une ligne imaginaire du nord au sud passant à un point situé à 25 milles à l'ouest de la cité de Québec.

2. *Classification du travail:* a) Le montage et l'assemblage de machineries et d'accessoires d'ascenseurs électriques, hydrauliques, à vapeur et à courroie, de dresseurs électriques, d'ascenseurs de résidence, à l'air comprimé ou mus à main, d'escalateurs, d'escaliers électriques, de consoles d'orgues et d'ascenseurs d'orchestre, ainsi que le montage et l'assemblage des entrées, portes et barrières d'ascenseurs, et

Sections Twenty-Five to thirty-four, inclusively, of the Act hereinabove mentioned.

XXIV. On the ratification of the present labour Agreement by Order-in-Council, the existing Joint Committee organized to carry out the previous labour Agreement in the territorial jurisdiction contemplated by the present Agreement, shall remain in office and supervise the carrying out of the present Agreement until a new Joint Committee is formed. Such new Joint Committee, when formed, shall succeed to and be vested with all the assets and rights of the former Committee and shall assume all the liabilities of the Former Joint Committee under the said previous labour Agreement.

XXV. The Agreement shall become effective upon the passing of the Order-in-Council hereabove referred to and shall remain in effect until the thirty-first December Nineteen Hundred and Forty Eight and shall, if necessary, continue in effect for a further period of Thirty Days thereafter, pending the adoption of an Order-in-Council to replace the Order-in-Council legalizing this Agreement.

XXVI. It is hereby distinctly agreed between the respective contracting parties hereto that, if the Department of Labour authorizes the creation of any Sub-Committee to administer any trade within the building and constructional engineering industry, or if the department of Labour sanctions the creation of a separate Joint Committee to administer any trade within said industry, this Agreement shall thereby become absolutely null and void.

XXVII. In all trades where any substitute material is erected in place of the regular and recognized commodity such as for instance a glass brick for a brick of clay or shale — the appropriate trade wage per hour shall apply. Tradesmen temporarily employed at other work shall continue to be paid the wage rate of their own trade.

XXVIII. Elevator Construction. The following special provisions shall govern this trade.

1. The territorial jurisdiction of the present Agreement in the elevator industry shall be as follows:

a) Montreal Region:

Southern Boundary: The American Border.

Eastern Boundary: A line running due north, and south from a point 25 miles due west of the city of Quebec.

Western Boundary: The boundary line between the Province of Ontario and the Province of Quebec as far as the town of Hawkesbury — and line running due north from the western limits of the town of Hawkesbury.

b) Hull Region:

All the western section of the Province of Quebec from a line running due north and south of the western limits of the town of Hawkesbury

c) Quebec Region:

All the Eastern section of the Province of Quebec, from a line running due north and south of a point twenty-five (25) miles due west of the City of Quebec.

2. *Classification of Work:* a) The erection and assembling of all elevator machinery and accessories, to wit: electric hydraulic, steam, belt elevators, electric dumb waiters, residence elevators, compressed air and hand power elevators, escalators, electric stairways, organ consoles and orchestra elevators; also the erecting and assembling of all elevator entrances and their doors, gates and appliances and

b) Le travail de réparation en général et de modernisation effectué sur les appareils énumérés dans l'alinéa "a" du présent paragraphe.

c) Le service à contrat, pour examen régulier ou l'entretien des appareils énumérés dans l'alinéa "a" du présent paragraphe, pour une période minimum d'un mois (1).

3. *Heures de travail:* La journée régulière est de huit (8) heures entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. du lundi au vendredi inclusivement et de quatre (4) heures le samedi, entre 8.00 a.m. et midi. Tout autre travail exécuté entre 5.00 p.m. et 8.00 a.m. et après midi le samedi, est rémunéré à raison de salaire double excepté pour les cas prévus dans les paragraphes 5 et 7.

4. Le travail exécuté le dimanche et les jours de fêtes, tel que stipulé ci-après, est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

5. Lorsqu'il s'agit de rappels (call backs) sur le service à contrat, après les heures régulières à l'exception des dimanches et jours de fêtes, les employés reçoivent salaire et demi.

6. Lorsqu'il s'agit de rappels (calls backs) sur le service à contrat, les dimanches et jours de fêtes désignés ci-après, les employés reçoivent salaire double.

7. Pour le service à contrat, là où l'employeur a un contrat dans un immeuble seulement ou dans des immeubles adjacents, pour l'examen et l'entretien d'un assez grand nombre d'ascenseurs pour garantir l'emploi continu d'un ou plusieurs hommes pendant seize (16) heures, les salariés ne reçoivent pas les taux pour travail supplémentaire entre 4.00 p.m. et minuit, excepté les dimanches.

8. Les salariés reçoivent une rémunération équivalente à cinquante-deux (52) heures par semaine pour quarante-huit (48) heures d'ouvrage. Il y a deux équipes dont l'une travaille huit (8) heures durant le jour et l'autre huit (8) heures jusqu'à minuit. Les jours de fêtes, une équipe travaille (8) heures durant le jour; il n'y a pas d'équipe de nuit et les salariés travaillent alternativement les jours de fêtes, c'est-à-dire qu'une équipe travaille un jour de fête et l'autre le suivant. Le travail exécuté le dimanche est considéré comme travail supplémentaire et rémunéré à raison de salaire double.

9. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires, sont les suivants:

<i>a) Région de Montréal:</i>		<i>l'heure</i>
Mécanicien.....	\$1.35	
Aide.....	0.95	

<i>b) Région de Hull:</i>		<i>l'heure</i>
Mécanicien.....	\$1.23	
Aide.....	0.86	

<i>c) Région de Québec:</i>		<i>l'heure</i>
Mécanicien.....	\$1.17	
Aide.....	0.82	

10. *Fêtes légales. Région de Montréal:* Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le 1er juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la fête de l'Armistice et le jour de Noël. Aucun travail ne doit être exécuté le jour de la fête du Travail, à l'exception du travail d'urgence.

2. *Région de Hull:* Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, la fête civique à Ottawa (pour les employés de cette ville), le 1er juillet, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce le jour de Noël.

3. *Région de Québec:* Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le 24 mai, le 1er juillet, la fête

b) General repairs and modernization work on apparatus enumerated in paragraph "a" of the present sub-section.

c) Contract service for regular examination or care of apparatus enumerated in paragraph "a" of the present sub-section for a period of not less than one month.

3. *Hours of Work:* The regular working day shall consist of eight (8) hours, between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., Monday to Friday inclusively and four (4) hours on Saturday, between the hours of 8.00 a.m. and 12.00 noon. All other time worked between the hours of 5.00 p.m. and 8.00 a.m. also after 12.00 noon on Saturdays, must be paid for at double time excepting as provided for in sub-sections 5 and 7.

4. Work performed on Sunday and legal holidays, as designated hereinafter, shall be called as overtime and paid for at double the rate of single time.

5. Call backs on contract service on overtime except Sunday and legal holidays, shall be paid at the rate of time and one half.

6. Call backs on contract service on Sunday or legal holidays as designated hereafter shall be paid for at double the rate of single time.

7. On a contract service where the employer has a contract in one building only or adjacent buildings, for the examination and care of enough elevators to warrant keeping a man or men working continuously for sixteen (16) hours, the men will not be paid overtime between the hours of 4.00 p.m. and 12.00 midnight, except on Sundays.

8. The men shall receive fifty-two (52) hours per week for forty-eight (48) hours of work. There shall be two shifts one working eight (8) hours during the days and the other eight (8) hours to 12 midnight. On holidays, one shift shall work eight (8) hours during the day, there being no night shift, the men taking the holidays alternately, one shift working one holiday and the other shift working the next. Work performed on Sunday shall be classed as overtime and paid for at double the rate of single time.

9. *Rates of Wages:* The minimum rates of wages shall be as follows:

<i>a) Montreal Region:</i>		<i>hourly</i>
Mechanics.....	\$1.35	
Helper.....	0.95	

<i>b) Hull Region:</i>		<i>hourly</i>
Mechanic.....	\$1.23	
Helper.....	0.86	

<i>c) Quebec Region:</i>		<i>hourly</i>
Mechanic.....	\$1.17	
Helper.....	0.82	

10. *Legal Holidays:* 1. *Montreal Region:* New Year's Day, Good Friday, the 24th of May, July 1st, Labour Day, Thanksgiving day, Armistice Day and Christmas Day. No work shall be performed on Labour Day excepting emergency work.

2. *Hull Region:* New Year's Day, Good Friday, May 24th, Ottawa Civil Holiday (for employees of this city), July 1st, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

3. *Quebec Region:* New Year's Day, Good Friday, May 14th, July 1st, Labour Day, Thanks-

du Travail, le jour d'Actions de Grâce, la fête de l'Armistice et le jour de Noël.

11. *Emploi des aides:* a) Le nombre total des aides employés ne doit pas excéder le nombre des mécaniciens, sur aucun chantier; cependant les employeurs peuvent avoir autant d'aides qu'ils le désirent, sous la surveillance d'un mécanicien, pour la démolition de vieilles machines, de matériel d'ascenseurs, de monte-charge, etc., et pour tout travail de fondation.

b) Pour remplacer les câbles d'installations d'ascenseurs, l'employeur peut avoir deux aides par mécaniciens.

12. *Inspection:* Toute inspection d'ascenseurs, de dresseurs électriques, etc., énumérés au paragraphe 2 du présent article (classification du travail) doit être faite par un compagnon.

13. Les taux sont en vigueur à compter de la ratification du décret pour tous les contrats, sans exception.

14. *Définitions:* a) Le travail de construction est défini, par les présentes, comme étant le montage et l'assemblage des appareils énumérés au paragraphe 2 et la démolition de ces appareils.

b) Le travail de réparation comprend les réparations en général sur les appareils énumérés au paragraphe 2.

c) Le travail de modernisation comprend tout travail exécuté sur les appareils énumérés au paragraphe 2 dans un édifice occupé afin d'y apporter les dernières améliorations.

d) Les contrats d'inspections sont ceux obtenus d'une compagnie d'assurance pour l'inspection d'un groupe d'ascenseurs et le rapport sur leur état.

XXIX. *Apprentissage:* 1. Aucun apprenti des métiers de la construction ci-après mentionnés ne devra commencer son apprentissage avant d'avoir 16 ans ou avoir dépassé 23 ans, à l'exception des travailleurs en structure métallique qui ne devront pas commencer leur apprentissage avant d'avoir 20 ans ou après 25 ans.

2. Tous les noms des apprentis devront être inscrits dans un registre rédigé à cette fin par le Comité paritaire des métiers du bâtiment, chargé de la mise à exécution de la convention collective de travail des métiers du bâtiment, et dont le siège social est à Montréal.

3. Ledit registre devra contenir le nom, l'âge et l'adresse de l'apprenti; il devra mentionner également la date du commencement de l'apprentissage, la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti et le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs, jusqu'à la fin de la période de l'apprentissage ci-après indiquée pour son métier.

4. Nonobstant le paragraphe 3 du présent article les organisations professionnelles, parties à la présente convention, par l'entremise de leurs conseils de travail respectifs, auront le droit d'enregistrer les apprentis qui seront devenus leurs membres.

Lesdites organisations professionnelles devront toutefois, à chaque trois (3) mois déterminé par le Comité paritaire, faire un rapport complet sur les noms des apprentis qu'elles auront enregistrés. Ces rapports seront compilés et centralisés par le Comité paritaire.

5. a) Le Comité paritaire des métiers de la construction ou l'organisation professionnelle autorisée devra fournir à chaque apprenti un livret intitulé "livret d'apprentissage" lequel devra indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur.

b) Les employeurs des apprentis devront indiquer, sous leur signature, les dates du com-

giving Day, Armistice Day, Christmas Day.

11. *Use of Helpers:* a) The total number of helpers employed shall not exceed the number of mechanics on any one job, except that the employers may use as many helpers as best suits their convenience, under the direction of a mechanic in wrecking old plants, hoisting material and on foundation work.

b) When removing old and installing cables in existing elevator installations, the employer may use two helpers to one mechanic.

12. *Inspections:* All inspections of elevators, dumb-waiters, etc. designated under 2, classifications of work, must be made by a journeyman.

13. Rates are effective upon the passing of the Order-in-Council on all contracts without exception.

14. *Definitions:* a) *Construction Work* is hereby defined as work performed in the erection and assembly of all apparatus enumerated in subsection 2, also the demolition of same.

b) *Repair Work* is hereby defined as general repairs on apparatus enumerated in subsection 2.

c) *Modernization Work* is hereby defined as any work performed on apparatus enumerated in subsection 2 in an occupied building to bring the equipment up-to-date.

d) *Contract Inspection* is hereby defined as a contract obtained from an Insurance Company to inspect a group of elevators and report on their condition.

XXIX. *Apprenticeship:* 1. No apprentice, in any of the building trades hereinafter mentioned, shall begin his apprenticeship before being 16 years old, or after 23 years, with the exception of metallic structure workers who shall begin their apprenticeship not before 20 years or after 25 years of age.

2. All apprentices names shall be inscribed in a register kept specially for this purpose by the Joint Committee of the Building Trades administering the collective labour agreement of the building trades, the head office of which is in Montreal.

3. The said register shall mention the name, age and address of the apprentices; it shall also contain the date of the beginning of the Apprenticeship, the proof of continuity of the training of the apprentice and the name and address of his first employer and of all his successive employers until the end of the period of apprenticeship hereinafter indicated for his trade.

4. Notwithstanding sub-section 3 of the present section, the professional organizations parties to the present agreement, through the medium of their respective trades councils, shall have the right to register apprentices having become the members.

The said professional organizations shall, however, at every three months fixed by the Joint Committee, make a complete report of the names of the apprentices so registered. Such reports shall be compiled and centralized by the Joint Committee.

5. a) The Joint Committee of the building trades or the authorized professional organizations shall furnish each apprentice with a booklet called "apprenticeship book" which shall indicate the period of work spent in the service of each employer.

b) The employers of the apprentices shall indicate, under their signature, the dates of the

mencement et de la cessation de l'emploi de l'apprenti.

c) Les livrets d'apprentissage seront de forme unique et bilingue, qu'ils soient émis directement par le Comité paritaire ou par les organisations professionnelles autorisées; toutefois, ces livrets devront porter le sceau de l'association ou de la corporation les émettant.

d) Tout employeur professionnel, que ce soit une personne, une association ou une corporation, aura le droit d'engager un apprenti dans un ou plusieurs des métiers dans lesquels tel apprenti est intéressé; de plus, tel employeur professionnel aura le droit d'employer un (1) apprenti par 5 compagnons dans les métiers ci-après mentionnés à l'exception des métiers de couvreur et ferblantier.

e) Ce paragraphe ne s'applique pas toutefois au métier d'électricien dans lequel il est permis d'employer un apprenti par compagnon, ni à celui de briquetier et plâtrier dans lequel l'emploi de deux apprentis par cinq compagnons est permis.

f) La période d'apprentissage des paysagistes est de quatre années.

6. Aucun employeur professionnel n'est tenu de garder à son emploi un apprenti exécutant un travail non satisfaisant. L'employeur a également le droit de renvoyer un apprenti, si ce dernier donne des preuves évidentes qu'il porte une attention insuffisante à son travail ou ne se conforme pas aux coutumes du métier.

7. Période d'apprentissage: La période complète d'apprentissage est la suivante:

Métiers	Période d'apprentissage Années	Trades:	Period of Apprenticeship Years
Briquetier	4	Bricklayer	4
Charpentier-menuisier	4	Carpenters-Joiner	4
Finisseur de ciment	3	Cement Finisher	3
Poseurs de lattes-bois	3	Lather-wood	3
Poseurs de lattes-métal	3	Lather-metal	3
Electricien	4	Electrician	4
Poseur de marbre	4	Marble Setter	4
Maçon	4	Mason	4
Plâtrier	4	Plasterer	4
Peintre, peintre au pistolet, vitrier, deco- rateur	4	Painter, spraymen, glazier decorator	4
Couvreur-ardoise et tuile	(voir texte)	Roofer — slate and tile	(see text)
Couvreur-asphalte et gravier	(voir texte)	Roofer — asphalt and gravel	(see text)
Jardinier-paysagiste	4	Landscape workman	4

8. Taux de salaires: Les taux de salaires payés aux apprentis sont fixés suivant le pourcentage du salaire minimum légal payé aux ouvriers qualifiés des différents métiers; ce pourcentage de rémunération est déterminé comme suit:

a) Pour les métiers de quatre (4) années d'apprentissage:

Métiers	Période d'apprentissage	Trades:	
1ère année	50%	1st year	50%
2ième année	60%	2nd year	60%
3ième année	70%	3rd year	70%
4ième année	85%	4th year	85%

b) Pour les métiers de trois (3) années d'apprentissage:

Métiers	Période d'apprentissage	Trades:	
1ère année	50%	1st year	50%
2ième année	70%	2nd year	70%
3ième année	85%	3rd year	85%

c) Pour les métiers de l'industrie du fer structural:

Métiers	Période d'apprentissage	Trades:	
1ère année	50%	1st year	50%
2ième année	85%	2nd year	85%

d) Les apprentis paysagistes reçoivent les taux minimum suivants:

Métiers	l'heure	Trades:	
1ère année	\$0.45	1st year	0.45

beginning and the end of the service of the apprentice.

c) The apprenticeship book shall be bilingual and standard whether issued directly by the Joint Committee or by professional unions authorized to do so; however, such booklets shall bear the seal of the association or corporation by which they are issued.

d) Any professional employer whether a person, an association or a corporation, shall have the right to hire an apprentice in one or more trades in which such apprentice is interested; moreover, such professional employer shall have the right to employ one apprentice for each five journeymen in trades hereinunder mentioned with the exception of the roofing and sheet metal trades.

e) The present subsection does not, however, apply to the electrical trade, which shall be permitted one apprentice to each journeyman, or to bricklaying and plastering which shall be permitted two apprentices to five journeymen.

f) The period of apprenticeship in Landscape operations shall be four years.

6. No professional employer is compelled to keep in his services an apprentice whose work is proven unsatisfactory. The employer shall also have the right to discharge an apprentice if the latter gives evident proof of insufficient care in his work or does not abide by the general customs required for trade apprentices.

7. The full period of apprenticeship shall be as follows:

2ième année	0.45	2nd year	0.45
3ième année	0.50	3rd year	0.50
4ième année	0.50	4th year	0.50
e) Toutefois, les pourcentages suivants continuent de s'appliquer au métier de l'électricité:		e) However, the following percentages shall continue to apply to the electrical trade:	
1ère année	30%	1st year	30%
2ième année	45%	2nd year	45%
3ième année	60%	3rd year	60%
4ième année	75%	4th year	75%

Il sera toutefois permis d'augmenter les pourcentages ci-haut dans le cas d'apprentis méritants mais telle augmentation ne devra jamais excéder le pourcentage prévu pour l'année subséquente d'apprentissage de l'apprenti concerné.

9. Aucun contrat individuel d'apprentissage pour les métiers mentionnés ci-haut ne sera valide à moins qu'il soit en conformité avec les dispositions du décret.

10. Si un apprenti a été employé dans un des métiers ci-haut mentionnés avant la mise en vigueur de l'arrêté ministériel approuvant la présente convention, il doit présenter au Comité paritaire ou à l'organisation professionnelle autorisée un état montrant la période qu'il a travaillé chez un employeur, appuyé par un affidavit. Tel état doit être inscrit dans le registre d'apprentissage de l'association ou du Comité paritaire.

11. La durée du travail des apprentis sera semblable à celle des mécaniciens.

12. Après avoir terminé son apprentissage l'apprenti doit subir un examen concernant ses qualifications devant le Bureau des examinateurs, conformément aux dispositions de la Loi et des arrêtés ministériels adoptés en vertu d'icelle.

13. L'apprenti doit rendre des bons et loyaux services à son employeur durant sa période d'apprentissage; il doit prendre soin des outils et du matériel fournis par son employeur.

14. L'employeur doit immédiatement aviser le Comité paritaire de la date d'entrée en apprentissage d'un employé.

15. Le Comité paritaire ou l'organisation professionnelle autorisée peut exiger la preuve de l'âge de l'apprenti avec un certificat de santé démontrant qu'il peut entreprendre son apprentissage dans un métier donné.

16. Le temps supplémentaire fait par un apprenti sera rémunéré au taux de salaire et demi en regard du taux régulier des apprentis.

17. L'employeur fera son possible afin d'enseigner à ses apprentis le métier dans lequel ils travaillent.

18. Les apprentis qui ont fréquenté une école technique ou de métiers doivent recevoir du Bureau des examinateurs du Comité paritaire un crédit en proportion de la durée de leurs études et du résultat de leurs examens.

XXX. *Durée de la convention:* Cette convention demeurera en vigueur jusqu'au 31 mars 1948, mais elle peut demeurer en vigueur pour une période additionnelle d'un mois après cette date en attendant l'adoption d'une nouvelle convention pour remplacer la présente.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail.

Québec, le 27 décembre 1947.

20981-0

It shall, however, be permissible to increase the foregoing percentages in the case of all meritorious apprentices, but in no case shall the wage rate so increased exceed the percentage herein provided for the subsequent year of apprenticeship of the apprentice or apprentices concerned.

9. No individual apprenticeship contract for the hereinabove mentioned trades shall be accepted as valid unless it be in conformity with the provisions of the decree.

10. If an apprentice has been employed in one of the hereinabove mentioned trades before the enforcement of the Order-in-Council approving the agreement, he shall present to the Joint Committee or to the authorized professional organizations a statement of the period of time he has worked for an employer, supported by affidavit. Such statement shall be entered in the apprenticeship register of the association or of the Joint Committee.

11. The duration of labour of apprentices shall be similar to that of mechanics.

12. After completing his apprenticeship, the apprentice shall undergo an examination respecting his competency before a Board of Examiners in conformity with the provisions of the Act and of the Orders-in-Council adopted under its authority.

13. The apprentice shall furnish good and loyal services to his employer during his period of apprenticeship; he shall take care of tools and material furnished by his employer.

14. The employer shall notify immediately the Joint Committee of the date an employee begins his apprenticeship.

15. The Joint Committee or the authorized professional organizations may request proof of the age of the apprentice together with a health certificate proving that he may take up apprenticeship in a given trade.

16. Overtime made by an apprentice shall be time and one half of the regular wages of the apprentices.

17. The employer shall do his utmost to instruct his apprentices in the trades in which the latter are working.

18. Apprentices having attended a technical or trade school shall receive from the board of Examiners of the Joint Committee a credit in proportion to the duration of their studies and the result of their examination.

XXX. *Duration of the agreement:* This agreement shall continue in effect until the 31st day of March, 1948, but may remain in full force and effect for one month thereafter pending the adoption of a new agreement to replace these presents.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to make against the said request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,

Quebec, December 27, 1947.

20981-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que Newfoundland American Insurance Company, Limited, enregistrée sous le numéro 476, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 3141 qui l'autorise, à compter du 15 décembre 1947, à effectuer dans la province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement: agitation civile, choc d'aéronef ou de véhicules, chute d'aéronef, émeute; Accident; Accident du travail; Automobile; Aviation; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Défectuosité d'extincteurs électriques; Dommages à la propriété; Explosion; Faux; Garantie; Grêle; Ouragan; Température; Transport intérieur; Tremblement de terre; Vol; Navigation intérieure et océanique.

Le siège social de la compagnie est situé à St-Jean, Terre-Neuve.

La compagnie a nommé monsieur A. P. R. Holmes, 276 Ouest, rue St-Jacques, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné le 15 décembre 1947 au bureau du Service des assurances, Département du Trésor.

Pour le Trésorier de la Province.

GEORGES LAFRANCE,

20965-52-2-o

Surintendant des Assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that Newfoundland American Insurance Company, Limited, registered under number 476, has obtained the license and certificate of registration number 3141 authorizing it as from the 15th day of December 1947 to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire and supplementary thereto; civil commotion, falling aircraft, impact by aircraft or vehicles, riot; Accident; Automobile; Aviation; Earthquake; Explosion; Forgery; Guarantee; Hail; Inland transportation; Personal property; Plate glass; Property damage; Real property; Sprinkler leakage; Theft; Weather; Windstorm; Workmen's compensation; And in addition thereto: Inland and Ocean marine.

The head office of the company is situated at St. John's, Newfoundland.

The company has appointed Mr. A. P. R. Holmes, 276 St. James St., West, Montreal, its attorney in the Province.

Given on December 15, 1947, at the office of the Insurance Branch, Treasury Department.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

20965-52-2-o

Superintendent of Insurance.

Greffes de notaires

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par arrêté ministériel en date du 18 décembre 1947, d'accorder à Me J. Gaston Couture, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me J. Arthur Couture, notaire décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal, lesquels minutes, répertoire et index sont présentement en la possession de Me Charles-Auguste Emond, notaire, à Montréal.

Québec, 20 décembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,

20975-o

JEAN BRUCHÉSI.

Notarial Records

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated December 18, 1947, to grant to Me J. Gaston Couture, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me J. Arthur Couture, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal, said minutes, repertory and index being presently in the possession of Me Charles-Auguste Emond, notary, at Montreal.

Quebec, December 20, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,

20975

Under Secretary of the Province.

Proclamations

Canada,
Province de
Québec.

[L.S.]

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec,

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.

[L.S.]

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominion beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business. We hereby convene you for the FOUR-

pour le QUATORZE JANVIER prochain, et en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur celles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre Hôtel du gouvernement, à Québec, ce TREIZIEME jour de NOVEMBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-sept et de Notre règne le onzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la chancellerie à

Québec,

20627-46-9-o

ANTOINE LEMIEUX.

TEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH Fiset, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michael and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the eleventh year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery,

20627-46-9-o

at Quebec.

Siège social

CORPORATION DES PRODUITS CONTINENTALE
CONTINENTAL PRODUCTS CORPORATION

Règlement N° a-1.

"Le bureau principal de la compagnie à l'avenir sera à Marieville, comté de Rouville, au lieu de Joliette, comté de Joliette."

(Sceau)

20966-o

J.-B. THÉBERGE.

Head Office

CORPORATION DES PRODUITS CONTINENTALE
CONTINENTAL PRODUCTS CORPORATION

By-law No. a-1

"The head office of the company will, for the future, be at Marieville, county of Rouville, instead of at Joliette, county of Joliette."

(Seal)

20966

J. B. THÉBERGE.

Soumissions

Canada, Province de Québec, District de Terrebonne

VILLE DE SAINT-JÉRÔME

Avis est par les présentes donné que des soumissions cachetées, marquées sur l'enveloppe: "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à quatre heures de l'après-midi, le douzième jour de janvier 1948, pour l'achat d'un montant de \$94,400.00 d'obligations, datées du 1er décembre 1947 et émises sous l'autorité du règlement No. 468 Nouvelle Série.

Ces obligations seront remboursables en vingt ans, du 1er décembre 1948 au 1er décembre 1967, et l'intérêt payable semi-annuellement, au taux de trois pourcent (3%) l'an, le 1er juin et le 1er décembre de chaque année.

Tableau des échéances

1er décembre	Montant
1948	\$3,500.00
1949	3,600.00
1950	3,700.00
1951	3,800.00
1952	4,000.00
1953	4,100.00
1954	4,200.00
1955	4,300.00
1956	4,500.00

Tenders

Canada, Province of Quebec, District of Terrebonne

TOWN OF SAINT-JÉRÔME

Notice is hereby given that sealed tenders, marked on the envelope: "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, January Twelfth 1948, for the purchase of \$94,400.00 in bonds, dated December 1st 1947, an issued under the authority of by-law No. 468 New Series.

These bonds will be redeemable in twenty years from the first day of December 1948 to the first of December 1967, and the interest payable semi-annually, at the rate of 3% per annum, the 1st of June and the 1st of December of each year.

Table of Maturities

December 1st	Amount
1948	\$3,500.00
1949	3,600.00
1950	3,700.00
1951	3,800.00
1952	4,000.00
1953	4,100.00
1954	4,200.00
1955	4,300.00
1956	4,500.00

1957	4,600.00
1958	4,700.00
1959	4,900.00
1960	5,000.00
1961	5,200.00
1962	5,300.00
1963	5,500.00
1964	5,600.00
1965	5,800.00
1966	6,000.00
1967	6,100.00

1957	4,600.00
1958	4,700.00
1959	4,900.00
1960	5,000.00
1961	5,200.00
1962	5,300.00
1963	5,500.00
1964	5,600.00
1965	5,800.00
1966	6,000.00
1967	6,100.00

Le capital et l'intérêt seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Saint-Jérôme ou au bureau-chef à Montréal.

La Ville se réserve le droit de racheter par anticipation, au pair, à toute échéance d'intérêt, les obligations présentement émises, en commençant par les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés. Dans ce cas, un avis de tel rachat sera publié une fois dans la *Gazette Officielle de Québec*, pas moins de trente jours ni plus de soixante jours avant la date du rachat et sera affiché et publié en la manière prescrite pour les avis publics de la Ville de Saint-Jérôme. Le même avis sera, dans le même délai, déposé à la poste par le Trésorier de la Ville, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur d'obligations ainsi rachetables. Toutes obligations dont le rachat sera ordonné, cesseront de porter intérêt à compter de la date mentionnée aux avis ci-dessus cités.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts courus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt.

La Ville de Saint-Jérôme se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions reçues.

Saint-Jérôme, ce dix-neuvième jour de décembre 1947.

20988-o Le Greffier de la Ville,
OCT. TESSIER.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Saint-Jérôme, or at its head office at Montreal.

The Town reserves itself the right to redeem in anticipation, at par, at the date of payment of interests, the bonds presently issued, beginning by longer maturities. In this case, notice of repurchase will be published once in the *Quebec Official Gazette*, not less than thirty days nor more than sixty days before the date of repurchase and also published as prescribed for the Town of Saint-Jérôme for public notices. The same notice will be, in the same time, set, by registered mail, by the Treasurer of the Town, at the last known address of every holder of such redeemable bonds. All bonds to be redeemed will cease bearing interest from the date given in above mentioned notices.

Each tender must specify whether the accrued interest is included or not in the price of the tender.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan.

The Town of Saint-Jérôme does not bind itself to accept any of the tenders received.

Saint-Jérôme, this nineteenth day of December 1947.

20988-o OCT. TESSIER,
Town Clerk.

Vente par licitation

Canada, Province de Québec, district de Beauharnois, Cour Supérieure, No. 8927.

AVIS DE LICITATION

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Salaberry de Valleyfield, dans le district de Beauharnois, le 19 décembre 1947, dans une cause dans laquelle Léona Gagné, des ville et district de Beauharnois, veuve non remariée de feu J.-Albert Cartier, de son vivant, comptable des mêmes lieux, est demanderesse, ordonnant la licitation de certains immeubles, désignés comme suit, savoir:

a) Une partie du lot numéro trois cent soixante-dix-neuf (Pt. N° 379) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, comté de Beauharnois; mesurant quatre-vingt-dix pieds de front sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le lot N° 395 et le chemin public; borné, en front par le N° 395, en profondeur par le chemin public, d'un côté à l'est par le N° 378 et de l'autre côté par le résidu dudit lot N° 379 appartenant à Antoine Montpetit ou représentants;

Sale by Licitaton

Canada, Province of Quebec, District of Beauharnois, Superior Court, no. 8927.

NOTICE OF LICITATION

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court, sitting at Salaberry de Valleyfield, in the district of Beauharnois, on December 19, 1947, in a case wherein Léona Gagné, of the town and district of Beauharnois, unmarried widow of the late J.-Albert Cartier, in his lifetime accountant of the same place, is plaintiff, ordering the licitation of certain immovables, described as follows, to wit:

a) A part of lot number three hundred and seventy-nine (Pt. No. 379) of the official plan and book of reference for the parish of St-Clément, county of Beauharnois; measuring ninety feet in front by the depth which there may be between lot No. 395 and the public road; bounded in front by No. 395, on the depth by the public road, on one side, on the east, by No. 378 and on the other side by the residue of said lot number No. 379, belonging to Antoine Montpetit or representatives;

b) Un lot de terre sis et situé au même endroit, connu et désigné sous le numéro trois cent quatre-vingt (N° 380) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Clément, comté de Beauharnois;

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Les dits immeubles seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérissseur, JEUDI, le 29 JANVIER 1948, à ONZE hrs A.M. devant le protonotaire de cette cour, au Palais de Justice, à Salaberry de Valleyfield, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des Charges déposé au greffe du protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de ladite Cour, au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire, suivant la loi.

Tout enchérissseur devra déposer au bureau du protonotaire de cette cour, au moment de son offre ou enchère, la somme de trois cents dollars (\$300) en acompte du prix d'adjudication.

Salaberry de Valleyfield, le 19 décembre 1947.

Le Procureur de la demanderesse,
JEAN D'AMOUR.

20982-52-2-o

b) A lot of land being and situate in the same place, known and designated under number three hundred and eighty (No. 380) of the official plan and book of reference for the parish of St-Clément, county of Beauharnois.

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

The said immovables will be put up to auction and adjudged to the highest and last bidder on THURSDAY, the 29th of JANUARY, 1948, at ELEVEN o'clock A.M., before the Prothonotary of the said Court, at the Court House, at Salaberry de Valleyfield, subject to the charges, clauses and conditions indicated in the list of charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court, and any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court, at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication; and any opposition for payment must be filed within six days following the adjudication; and failing the parties to file the said oppositions within the delays hereby prescribed, they shall be foreclosed from so doing according to law.

Any bidder must deposit in the office of the Prothonotary of said Court, at the time of his offer or bid, the sum of three hundred dollars (\$300) on account of the adjudication price.

Salaberry de Valleyfield, December 19, 1947.

JEAN D'AMOUR,

Attorney for the Petitioner.

20982-52-2

Vente pour taxes

Province de Québec

VILLE DE SAINTE-ROSE
COMTÉ DE LAVAL

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la Ville de Sainte Rose, que la propriété ci-dessous désignée sera vendue à l'enchère publique à l'Hôtel de Ville, N° 216 Boulevard Sainte-Rose, dans ladite Ville de Sainte-Rose Comté de Laval, le QUATORZIÈME jour (14ième) de JANVIER mil neuf cent quarante-huit à DIX (10) heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires, ainsi que des intérêts courus et des frais encourus, à moins que ces taxes, intérêt et frais ne soient payés avant la vente.

Sale for Taxes

Province of Quebec

TOWN OF SAINTE-ROSE
COUNTY OF LAVAL

Public notice is hereby given by the undersigned, Secretary-Treasurer of the Town of Ste Rose, that the property hereinafter described will be sold by public auction at the Town Hall, No. 216 Sainte-Rose Boulevard, in the said Town of Ste. Rose, County of Laval, on the FOURTEENTH (14th) day of the month of JANUARY, nineteen hundred and forty-eight (1948) at TEN of the clock in the forenoon to satisfy the payment of the Municipal and School taxes with accrued interest and costs, incurred thereon unless the said taxes, interest and costs, be paid before the sale.

Nom du Propriétaire Name of the Owner	Numéro de Cadastre Cadastre Number	Taxes Mun. & Scol. Mun. & School Taxes
Dame J. Antoine Morin (née Maria Thomas)	P 34	\$53.77

Un petit lopin de terre faisant partie de l'immeuble connu et désigné sous le numéro trente-quatre (34) des plans et livre de renvoi officiel du Village incorporé de Sainte-Rose, situé sur le côté nord-est et en arrière dudit numéro et borné comme suit: vers le nord-est par le numéro officiel trente (30) appartenant à ladite Maria Thomas et par le numéro officiel trente-trois (33) appartenant à Monsieur Prospère Lafèche ou leurs représentants; vers le nord par la rivière Jésus et vers le sud-ouest par le résidu du lot numéro trente-quatre (34) appartenant à la Plage Sainte-Rose Limitée. Ce terrain est de forme irrégulière et contient environ deux mille trente pieds (2030) en superficie, mesure anglaise, plus ou moins.

Donné en la Ville de Sainte-Rose, ce douze décembre mil neuf cent quarante-sept.
(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,
L. LABONVILLE.

20904-51-2-o

A parcel of land of irregular figure forming part thirty-four (34) of the Official Plan and Book of Reference for the Incorporated Village of Ste-Rose, situated on the North-East side and in the back of the said lot number thirty-four (34), bounded on the North-East side by the Official number thirty (30) belonging to Maria Thomas or representatives and by the Official number thirty-three (33) belonging to Mr Prospère Lafèche or representatives; on the North side by Rivière Jésus and on the south-west side by other part of lot thirty-four (34) belonging presently to Plage Sainte-Rose Limited. This parcel of land measures approximately two thousand and thirty-feet (2030) in surface, english measure, more or less.

Given at the Town of Ste. Rose, this December the twelveth nineteen hundred and forty-seven.
(Seal)

L. LABONVILLE,
Secretary-Treasurer.

20904-51-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

LABELLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour de Magistrat, District de Montreal, { P. R. BONHOMME, courtier en immeubles des cité et district de Montréal, demandeur vs TREFFLE BASTIEN, journalier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Un lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-huit (48) dans le onzième rang du canton Robertson, district de Labelle, suivant acte de vente enregistré à Mont-Laurier, sous le numéro 16375.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Jean sur Lac, MERCREDI, le SEPTIEME jour de JANVIER mil neuf cent quarante-huit, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-shérif,

Bureau du Shérif, HENRI LAFONTAINE.
Mont-Laurier, le 1er décembre 1947. 20795-49-20
[Première insertion, 6 décembre 1947]

SHERIFFS' SALES

LABELLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Magistrate's Court, District of Montreal, { P. R. BONHOMME, real estate broker, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs TREFFLE BASTIEN, labourer, of the city and district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:

A lot of land known and designated under number forty-eight (48) in the eleventh range of the township Robertson, district of Labelle, according to deed of sale registered at Mont-Laurier, under number 16375.

To be sold at the parochial church door of St-Jeans sur Lac, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JANUARY, nineteen hundred and forty-eight, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, HENRI LAFONTAINE,
Deputy Sheriff.

Mont-Laurier, December 1, 1947. 20795-49-2
[First insertion, December 6, 1947]

TÉMISCAMINGUE

Cour Supérieure — District de Témiscamingue
N° III { OLIVIER BEAUCHEMIN, contracteur de Belleterre, district de Témiscamingue, demandeur vs REXTERA GOLD MINES LIMITED, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires à Toronto, province d'Ontario, mais ayant des propriétés, dans le canton de Guillet, district de Témiscamingue, défenderesse.

Comme appartenant à la défenderesse:

"Tous les droits miniers (mining rights) que détient Rexterra Gold Mines Limited, en vertu des permis de mise en valeur P.M.V. 4193 et 4194, permis émis par le ministère des Mines de la Province de Québec et couvrant:

a) le permis de mise, en valeur P.M.V. 4193: un morceau de terre de forme irrégulière situé dans le canton Guillet dans le district de Témiscamingue, morceau de terre de 80 acres environ couvrant les claims R-43,327 et 43,328 avec les bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances;

b) le permis de mise en valeur P.M.V. 4194: un morceau de terre de forme irrégulière situé dans le canton Guillet dans le district de Témiscamingue, morceau de terre d'environ 160 acres couvrant les claims R-43,329, 43,330 43,331 et 43,332 avec les bâtisses dessus construites appartenances et dépendances.

Seront vendus à mon bureau du chérif à Ville-Marie district de Témiscamingue, Province de Québec, MERCREDI le SEPTIEME jour de JANVIER, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie le 30 novembre 1947. 20796-49-2-0
[Première insertion le 6 décembre 1947]

TÉMISCAMINGUE

Superior Court — District of Témiscamingue
No. III { OLIVIER BEAUCHEMIN, contractor of Belleterre, district of Témiscamingue, plaintiff; vs REXTERA GOLD MINES LIMITED, a body politic and corporate having its head office in Toronto, Province of Ontario, but owning property in the township Guillet, district of Témiscamingue, defendant.

As belonging to the defendant:

All the mining rights which Rexterra Gold Mines Limited holds in virtue of Development Licenses M.D.L. 4193 and 4194, licenses issued by the Department of Mines of the Province of Quebec and covering:

a) Development license M.D.L. 4193: a parcel of land of irregular figure, situate in the township Guillet, district of Témiscamingue, a parcel of land of about 80 acres covering claims R-43,327 and 43,328 — with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies;

b) Development license M.D.L. 4194: a parcel of land of irregular figure situate in the township Guillet, district of Témiscamingue, parcel of land of about 160 acres covering claims R-43,329, 43,330, 43,331 and 43,332 — with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

Will be sold at my Sheriff's Office, at Ville-Marie, district of Témiscamingue, Province of Quebec, on WEDNESDAY, the SEVENTH day of JANUARY, 1948, at TEN o'clock in the forenoon.

JULES GRENIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie, November 30, 1947. 20796-49-2
[First insertion, December 6, 1947]

Index de la Gazette officielle de Quebec, N° 52

Index of the Quebec Official Gazette, No. 52

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Bussièrès vs Petitclerc. 3185

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

2026, section "B" — Établissements
commerciaux dans la cité de St-Hya-
cinthe. 3185
2080 — Concernant certaines ordonnan-
ces de la Commission du salaire mi-
nimum. 3181
2083, section "A" — Industrie de la
robe dans la province de Québec. 3183

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

3153 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 3153

AVIS DIVERS:

Association Canadienne-Française pour
l'Avancement des Sciences Inc. (Di-
recteurs). 3186
Association Canadienne-Française pour
l'Avancement des Sciences Inc. (Rè-
glements). 3186
La Caisse Populaire Desjardins du Cou-
vent de Limoilou (Fondation). 3186
Les Instituteurs de la Banlieue de
Montréal (Formation). 3187
Porete Co. (Canada) Ltd. (Directeurs). 3187
St-Honoré, paroisse de (Tirage d'obli-
gations). 3186

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills qui seront présen-
tés pendant la prochaine session 3187

CHARTES — ABANDON DE:

Adanac Holdings Limited 3189
F. Blais Incorporée. 3189
Gallagher's Restaurants Incorporated . 3189
Lady Fashion Inc. 3189
Snowden Realty and Development
Company Limited. 3187
Solmax Realities Inc. 3188
St. Denis Realities, Inc. 3188
S. & M. Chenille Manufacturers, Inc. . 3188
Wear-Rite Garment Co. Limited. 3188

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:

Association de Bienfaisance des Pom-
piers de Montréal. 3177
Association Professionnelle des Mesu-
reurs de Bois Licenciés de la province
de Québec. 3068
Beauharnois, ville de. 3170
Black Lake, ville de. 3167
Brodeur, Guy *et al.*. 3177
Cadillac, village de. 3179
Cap-de-la-Madeleine, cité de. 3066
Carbonneau, Antoni. 3172
Centre Médical de Montréal. 3179
Chateauguay Heights, village de. 3190
Chevaliers de Colomb du Conseil Mai-
sonneuve (N° 1787) Inc. 3165
Club St-Denis. 3190
Commission des Écoles Catholiques de
Verdun. 3178
de Bellefeuille, Alain-François. 3064

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Bussièrès vs Petitclerc. 3185

ORDERS-IN-COUNCIL:

2026, part "B" — Commercial esta-
blishments of the city of St. Hyacin-
the. 3185
2080 — Concerning ordinances of the
Minimum Wage Commission. 3181
2083, part "A" — Dress industry in the
Province of Quebec. 3183

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association Canadienne-Française pour
l'Avancement des Sciences Inc. (Di-
rectors). 3186
Association Canadienne-Française pour
l'Avancement des Sciences Inc. (By-
laws). 3186
La Caisse Populaire Desjardins du Cou-
vent de Limoilou (Foundation). 3186
Les Instituteurs de la Banlieue de Mont-
réal (Formation). 3187
Porete Co. (Canada) Ltd. (Directors). 3187
St-Honoré, parish of (Drawing of bonds) 3186

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Relating to private bills to be introduced
during the coming session. 3187

CHARTERS — SURRENDER OF:

Adanac Holdings Limited 3189
F. Blais Incorporée. 3189
Gallagher's Restaurants Incorporated. . 3189
Lady Fashion Inc. 3189
Snowden Realty and Development Com-
pany Limited. 3187
Solmax Realities Inc. 3188
St. Denis Realities, Inc. 3188
S. & M. Chenille Manufactures Inc. . . 3188
Wear-Rite Garment Co. Limited. 3188

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

The Montreal Firemen's Benefit Asso-
ciation. 3177
Professional Association of Licensed
Cullers of the Province of Quebec. . . 3068
Beauharnois, town of. 3170
Black Lake, town of. 3167
Brodeur, Guy *et al.*. 3177
Cadillac, village of. 3179
Cap-de-la-Madeleine, city of. 3066
Carbonneau, Antoni. 3172
Centre Médical de Montréal. 3179
Chateauguay Heights, town of. 3190
Chevaliers de Colomb du Conseil Mai-
sonneuve (No 1787) Inc. 3165
Club St-Denis. 3190
Catholic School Commission of Verdun 3178
de Bellefeuille, Alain-François. 3064

Dillon, Edward.	3066	Dillon, Edward.	3066
Dorion, ville de.	3171	Dorion, own of.	3171
Durham-Sud, village de.	3065	South Durham, village of.	3065
Frenette, Charles-Eugène.	3175	Frenette, Charles-Eugène.	3175
Gatineau, ville de <i>et al.</i>	3064	Gatineau, town of <i>et al.</i>	3064
Interior Decorators Society of Quebec.	3170	Interior Decorators Society of Quebec.	3170
Institut de gestion industrielle et commerciale.	3178	Cost and Management Institute.	3178
Jacques-Cartier, ville de.	3167	Jacques-Cartier, town of.	3167
La Banque d'Épargne de la Cité et du District de Montréal.	3175	Montreal City and District Savings Bank.	3175
Labrèche, Raymond.	3190	Labrèche, Raymond.	3190
Labrecque, Dame Marie-Eugénie.	3174	Labrecque, Dame Marie-Eugénie.	3174
Lachine, cité de.	3177	Lachine, city of.	3177
LaSalle, ville de.	3171	LaSalle, town of.	3171
La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.	3180	La Société Saint-Jean-Baptiste de Québec.	3180
La Survivance.	3171	La Survivance.	3171
Les Naturopathes de la province de Québec.	3176	The Naturopaths of the Province of Québec.	3176
Longueuil, cité de.	3169	Longueuil, city of.	3169
McAbbee, Joseph.	3164	McAbbee, Joseph.	3164
Mercier-Marois, Dame Pauline <i>et al.</i>	3189	Mercier-Marois, Dame Pauline <i>et al.</i>	3189
Montréal-Est, ville de.	3175	Montreal East, town of.	3175
Plage Laval, ville de.	3179	Plage Laval, town of.	3179
Préville Limited <i>et al.</i>	3178	Préville Limited <i>et al.</i>	3178
Rimouski, ville de.	3172	Rimouski, town of.	3172
Rouyn, ville de.	3066	Rouyn, town of.	3066
Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc.	3176	Russian Polish Hebrew Sick Benefit Association of Montreal, Inc.	3176
Sherbrooke, cité de.	3170	Sherbrooke, city of.	3170
St. Andrew's Society of Montreal.	3165	St. Andrew's Society of Montreal.	3165
Succession Douglas Watson Ogilvie.	3176	Estate of Douglas Watson Ogilvie.	3176
Succession J.-Augustin Leblanc.	3172	Estate of J.-Augustin Leblanc.	3172
Succession Joel Lanctôt.	3177	Estate of Joel Lanctôt.	3177
Succession Arthur-Joseph Grubert.	3169	Estate of Arthur-Joseph Grubert.	3169
Succession Sir Georges-Etienne Cartier.	3078	Estate of Sir Georges-Etienne Cartier.	3078
Sillery, cité de.	3191	Sillery, city of.	3191
Thetford Mines, cité de.	3180	Thetford Mines, city of.	3180
Trois-Rivières, cité de.	3065	Trois-Rivières, city of.	3065

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Ancienne Lorette, munic. scolaire de la paroisse de.	3191
Harvey, munic. scolaire de.	3191
St-Ephrem-d'Upton, munic. scolaire de.	3192
St-Jérôme, munic. scolaire du village de.	3192

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la boîte de carton de la province de Québec (Approbation de règlements).	3193
Comité paritaire des boulangers et distributeurs de pain des Trois-Rivières et district (Prélèvement).	3194
Comité paritaire des plombiers des Trois-Rivières et district (Prélèvement).	3193
Institutions religieuses, hôpitaux et institutions d'enseignement dans la région de St-Hyacinthe (Modification).	3197
Le Conseil des Syndicats des Métiers de la Construction de Montréal (Avis).	3200
Le Syndicat National Catholique des employés des mines de Red Mill (Avis).	3196

TRÉSOR:

Assurances:

Newfoundland American Insurance Company, Limited.	3212
---	------

GREFFES DE NOTAIRES:

Couture, J.-Gaston, en faveur de.	3212
---	------

DEPARTMENTAL NOTICES:

EDUCATION:

Ancienne Lorette, school munic. of the parish of.	3191
Harvey, school munic. of.	3191
St-Ephrem-d'Upton, school munic. of.	3192
St-Jérôme, school munic. of the village of.	3192

LABOUR:

Joint Committee of the Paper Box Industry of the Province of Quebec (Approval of by-laws).	3193
Parity Committee of the Bakers and Bread Distributors of Trois-Rivières and District (Levy).	3194
Joint Committee of Plumbers of the District of Trois-Rivières (Levy).	3193
Religious institutions, hospitals and educational establishments in the district of St. Hyacinthe (Amendment).	3197
The Building and Construction Trades Council of Montreal and Vicinity (Notice).	3200
Le Syndicat National Catholique des employés des mines de Red Mill (Notice).	3196

TREASURY:

Insurance:

Newfoundland American Insurance Company Limited.	3212
--	------

NOTARIAL RECORDS:

Couture, J.-Gaston, in favour of.	3212
---	------

LETTRES PATENTES:

Association Bienfaitrice de la Jeunesse de Pointe Gatineau.....	3154
Bouchard & Cie (Limitée).....	3155
Construction St-Paul Inc.....	3155
Fancy Leathers Limited.....	3155
Glovers-Craft Inc.....	3156
J.-Romuald Gagnon & Compagnie Limitée.....	3156
Lachine Dyers & Dry Cleaners Inc.....	3157
Larocque & Moquin Limitée.....	3157
Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane.....	3157
Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée.....	3158
Mechanical Developments Ltd.....	3158
Pierre Artista Inc.—Artista Stone Inc.....	3158
Pola Interests Ltd.....	3159
Quebec Smelting & Refining Limited.....	3159
Redpath Insurance Agencies Ltd.—Agences d'Assurance Redpath Ltée.....	3159
Rhemont Inc.....	3160
Sherbrooke Snowshoe Club Inc.....	3160
Taverne Latendresse Inc.....	3161
The Catholic Education Club.....	3161
Wong Bros Incorporated (Correction).....	3162

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Globe Forwarders Inc.....	3162
Globe Shippers Ltd.....	3162
Glow-Craft Sportswear Inc.....	3162
Greenshields & Co Inc.....	3163
Jack Spratt Mfg. Inc.....	3163
Loudee Equipment Corp.....	3163
The John Howard Society of Quebec Incorporated.....	3163
Windsor Hosiery Mills Inc.....	3164

PROCLAMATION:

Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.....	3212
---	------

SIÈGE SOCIAL:

Corporation des Produits Continentale — Continental Products Corporation.....	3213
---	------

SOUMISSIONS:

St-Jérôme, ville de.....	3213
--------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:

Gagné, Dame Léona.....	3214
------------------------	------

VENTE POUR TAXES:

Ste-Rose, ville de.....	3215
-------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

LABELLE:

Bonhomme vs Bastien.....	2216
--------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

Beauchemin vs Rexterra Gold Mines Limited.....	2216
--	------

20990-o

LETTERS PATENT:

Association Bienfaitrice de la Jeunesse de Pointe Gatineau.....	3154
Bouchard & Cie (Limitée).....	3155
Construction St. Paul Inc.....	3155
Fancy Leathers Limited.....	3155
Glovers-Craft Inc.....	3156
J.-Romuald Gagnon & Compagnie Limitée.....	3156
Lachine Dyers & Dry Cleaners Inc.....	3157
Larocque & Moquin Limitée.....	3157
Le Club des Chevaliers de Colomb de Matane.....	3157
Les Immeubles St-Charles Garnier, Limitée.....	3158
Mechanical Developments Ltd.....	3158
Pierre Artista Inc.—Artista Stone Inc.....	3158
Pola Interests Ltd.....	3159
Quebec Smelting & Refining Limited.....	3159
Redpath Insurance Agencies Ltd.—Agences d'Assurance Redpath Ltée.....	3159
Rhemont Inc.....	3160
Sherbrooke Snowshoe Club Inc.....	3160
Taverne Latendresse Inc.....	3161
The Catholic Education Club.....	3161
Wong Bros Incorporated (Correction).....	3162

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Globe Forwarders Inc.....	3162
Globe Shippers Ltd.....	3162
Glow-Craft Sportswear Inc.....	3162
Greenshields & Co. Inc.....	3163
Jack Spratt Mfg. Inc.....	3163
Loudee Equipment Corp.....	3163
The John Howard Society of Quebec Incorporated.....	3163
Windsor Hosiery Mills Inc.....	3164

PROCLAMATION:

Convocation of the Legislature for the dispatch of business.....	3212
--	------

HEAD OFFICE:

Corporation des Produits Continentale — Continental Products Corporation.....	3213
---	------

TENDERS:

St-Jérôme, town of.....	3213
-------------------------	------

SALE BY LICITATION:

Gagné, Dame Léona.....	3214
------------------------	------

SALE FOR TAXES:

Ste-Rose, town of.....	3215
------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

LABELLE:

Bonhomme vs Bastien.....	2216
--------------------------	------

TÉMISCAMINGUE:

Beauchemin vs Rexterra Gold Mines Limited.....	2216
--	------

20990-o